



La croissance de l'Afrique subsaharienne : diversité des trajectoires et des processus de transformation structurelle

Introduction*

Le regard porté sur l'Afrique^[1] a beaucoup évolué au cours des quarante dernières années.

Au début des années 1980, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, l'Afrique subsaharienne a traversé une crise économique de grande ampleur. L'environnement extérieur s'est détérioré suite aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, entraînant une forte baisse de la demande d'exportations africaines et une chute des prix des produits de base. Parallèlement, la hausse des taux d'intérêt a sensiblement accru le coût du service de la dette extérieure. Les institutions financières internationales incriminent une stratégie de développement défailante. L'emblématique « rapport Berg » de la Banque mondiale (1981) condamne l'interventionnisme des gouvernements africains, notamment les politiques de substitution d'importations, arguant qu'elles entravent la croissance du continent^[2] en générant une allocation des ressources non conforme aux avantages comparatifs, des monnaies surévaluées et un endettement public important. Ce rapport préconise l'adoption de plans d'ajustement structurel, qui seront effectivement mis en œuvre dans les années 1980, sous l'égide des institutions de Bretton Woods. Ces plans

Clémence Vergne

*Division Analyse macroéconomique
et risque pays
vergne@afd.fr*

Antoine Ausseur

Consultant

* Les auteurs tiennent à remercier Jean-François Almanza et Sophie Chauvin, économistes au département Afrique de l'AFD, ainsi que Nicolas Meisel, économiste au sein de la division Recherche et Développement de l'AFD, pour leurs contributions.

[1] Cette étude se limite aux pays de l'Afrique subsaharienne. Elle laisse de côté les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc et Tunisie), généralement rattachés à d'autres ensembles géographiques avec leurs problématiques économiques propres. Par souci de simplicité, le mot Afrique est employé pour désigner l'Afrique subsaharienne dans la suite de cette étude.

[2] Le rapport Berg prolonge une série de travaux conduits dès les années 1970 : Balassa, 1971 ; Little *et al.*, 1970 ; Krueger, 1978 ; Bhagwati, 1978 ; Bates, 1981.

comprennent des mesures de stabilisation macroéconomique (dérégulation des taux d'intérêt, dévaluation des monnaies, rééquilibrage des finances publiques), couplées à une série de réformes structurelles (privatisations, réduction des barrières douanières).

La persistance de performances médiocres – et même souvent leur dégradation – transforme le scepticisme des observateurs en fatalisme. Elle oriente la recherche académique vers des explications plus déterministes de la stagnation de l'Afrique. Au cours des années 1990, une série de publications pointent du doigt une accumulation de handicaps, considérés comme structurels : géographie physique et humaine (densité de la population) défavorable (Sachs et Warner, 1995), absence de transition démographique (Bloom et Sachs, 1998), malédiction des ressources naturelles (Mayer et Wood, 2001b), fragmentation ethnique des États (Easterly et Levine, 1997), insuffisance du capital social (Temple, 1998), institutions défailtantes (Acemoglu *et al.*, 2001). La faiblesse des performances de croissance de l'Afrique et la pauvreté sont alors généralement présentées comme « *la tragédie économique de notre temps* » (Easterly et Levine, 1997 ; Artadi et Sala-i-Martin, 2003).

Pourtant, une nouvelle rupture se dessine au cours des années 2000. Dans le sillage d'une amélioration exceptionnelle des performances de croissance (5,5 % de croissance annuelle du produit intérieur brut [PIB] réel en moyenne, entre 2000 et 2012), le fatalisme se dissipe pour faire place à une vague d'optimisme d'ampleur inédite. Certains économistes identifient un miracle économique africain et considèrent que la réduction de la pauvreté inférée des données de comptes nationaux sous-estime son ampleur réelle telle que suggérée par les enquêtes de ménages (Young, 2012). Au-delà des sphères académiques, le marché africain semble être devenu un horizon prioritaire pour de nombreuses entreprises et investisseurs (McKinsey & Company, 2010). La résilience du continent au cours de la récession mondiale de 2008-2009 contribue à conforter beaucoup d'observateurs dans l'idée qu'il a définitivement amorcé son décollage économique.

Ces revirements fréquents et radicaux, en l'espace de quelques décennies, incitent à aborder avec prudence la question de la croissance africaine. Les bonnes performances récentes n'ont pas entièrement dissipé les craintes pour l'avenir. D'abord, parce qu'elles sont partiellement relativisées par une mise en perspective historique : la forte croissance récente fait suite à deux décennies de contraction du PIB par habitant, ce dernier demeurant inférieur en 2013 à ce qu'il n'était en 1975 dans onze pays d'Afrique^[3]. A ce stade, la dynamique de croissance de l'Afrique n'a pas permis de la placer sur une trajectoire de convergence vis-à-vis de la moyenne mondiale et les écarts de développement économique et de niveaux de vie restent donc très importants. Ensuite, parce que les chiffres de la croissance, lorsqu'ils sont agrégés à l'échelle continentale, empêchent de saisir les fortes disparités qui demeurent entre les pays de la région, dont certains continuent à enregistrer des croissances négatives^[4]. Enfin et surtout, parce que des doutes continuent de peser à la fois sur la pérennité de la croissance et sa capacité à susciter une réduction de la pauvreté.

Le scepticisme sur la pérennité de la croissance africaine se nourrit du constat que l'Afrique a profité d'une conjoncture très favorable au cours des vingt dernières années. Devarajan et Fengler (2012) ont souligné que la croissance de l'Afrique avait tendance à suivre les évolutions des prix des matières premières, dont les cours ont fortement augmenté au cours des années 2000. En outre, le continent a bénéficié de conditions financières très avantageuses : taux d'intérêt faibles, afflux de capitaux privés étrangers et publics, annulations de dette par les créanciers internationaux. La dynamique de croissance africaine serait-elle alors principalement portée par une amélioration du contexte international ? Cette question est d'autant plus pressante que les conditions extérieures se détériorent (FMI, 2014c). Le ralentissement des pays émergents conduit à une baisse simultanée du cours de certaines matières premières et des volumes d'exportations. Le resserrement des conditions financières mondiales, qui devrait accompagner le durcissement des politiques monétaires des pays avancés, induit en outre une hausse des coûts de financements.

[3] D'après les données de la Banque mondiale (*World Development Indicators*, PIB/habitant, dollars constants 2005) : Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau, Libéria, Madagascar, Niger, Togo, Zambie. La liste pourrait-être plus longue : les données de 1975 ne sont pas disponibles pour quinze pays d'Afrique subsaharienne.

[4] Entre 1995 et 2013, selon les données de la Banque mondiale, huit pays ont enregistré des taux de croissance annuels moyens du PIB réel par habitant négatifs : Zimbabwe, Guinée Bissau, Erythrée, Burundi, Comores, Gabon, Madagascar, et République démocratique du Congo.

La question de la qualité de la croissance, c'est-à-dire la manière dont elle se répercute sur les indicateurs sociaux et de développement humain^[5], divise également. Elle trouve une légitimité dans le décalage entre les perceptions des populations quant à l'amélioration de leurs conditions de vie et les performances du continent telles qu'elles sont mesurées par la croissance du PIB (Afrobaromètre, 2013)^[6]. Certains auteurs estiment qu'une réduction tangible de la pauvreté accompagne la bonne santé économique (Pinkovskiy et Sala-i-Martin, 2010 ; Young, 2012). L'élasticité de la pauvreté à la croissance en Afrique a néanmoins été identifiée comme la plus faible au monde (Fosu, 2011). Des inquiétudes demeurent également sur la capacité de la croissance à générer un nombre d'emplois productifs suffisant pour absorber les jeunes entrant sur le marché du travail et à faire émerger une classe moyenne (Martins, 2013).

La problématique de la transformation structurelle du continent africain aide à faire le lien entre ces deux débats. Le basculement des ressources économiques depuis les secteurs

traditionnels (agriculture, biens de base) vers les secteurs modernes (industrie manufacturière, services à forte valeur ajoutée) a historiquement été une composante fondamentale du processus d'émergence, en permettant notamment d'élever la productivité des économies. Dans la mesure où elle encourage une croissance intensive en emplois, en particulier dans le secteur formel, la transformation structurelle est également un vecteur essentiel de l'amélioration des indicateurs sociaux. Les évolutions des structures productives africaines sont donc potentiellement riches d'enseignements, tant sur la pérennité que sur la qualité de la croissance de l'Afrique.

Cette étude vise à retranscrire et à expliciter la diversité des trajectoires de croissance au sein du continent. La première partie s'intéresse à la nature et aux sources de la croissance en Afrique pour questionner l'existence d'un miracle africain et présente des faits stylisés illustrant la diversité des dynamiques de croissance. La seconde partie se concentre, quant à elle, sur les évolutions de la structure productive des économies africaines.

[5] Le lien entre croissance et pauvreté, moins évident qu'on ne pourrait le penser intuitivement, a notamment été mis en évidence par Dollar et Kraay (2002) et Dollar et al (2013).

[6] Selon le rapport d'Afrobaromètre, qui couvre 34 pays africains, 53 % des personnes interrogées estiment qu'elles ne bénéficient pas du développement économique de leur pays.

Sommaire

1/ Y A-T-IL UN MIRACLE DE CROISSANCE AFRICAINE ?	5
1.1. Étudier la croissance africaine : à l'aune de quelles données ?	6
1.2. Les performances de croissance de l'Afrique : quelques faits stylisés	8
1.3. Quels sont les moteurs de la croissance africaine ? Une revue de littérature	19
2 / LA CROISSANCE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE : UNE ÉTUDE DES STRUCTURES PRODUCTIVES	23
2.1. Transformation structurelle et croissance : quelles relations ?	23
2.2. Comment mesurer la transformation structurelle de l'Afrique subsaharienne ?	30
CONCLUSION	38
LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	39
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	40

1. Y a-t-il un miracle de croissance africain ?

Selon Bosworth et Collins (2003), la théorie néoclassique offre deux principaux outils empiriques pour étudier la croissance économique. Premièrement, la comptabilité de la croissance permet d'identifier les contributions directes (« *proximate sources* ») à l'évolution du revenu national de l'accumulation des facteurs de production et de la productivité. Ce qui n'est pas expliqué par l'utilisation croissante de facteurs, soit le résidu, est censé représenter le progrès technique. Deuxièmement, les régressions de croissance sont utilisées pour discerner ses déterminants profonds (potentiel géographique, qualité des institutions, pertinence des choix de politiques économiques). Ces deux outils ont été largement mobilisés pour expliquer les performances de l'Afrique avant le décollage du milieu des années 1990. Depuis cette date, de nouveaux travaux les ont utilisés pour expliquer le revirement observé dans la trajectoire du continent. Que peut nous apprendre cette littérature sur la croissance de l'Afrique ? En particulier, comment éclaire-t-elle la question de l'existence – ou de l'absence – d'un « miracle africain » ? Répondre à cette question suppose une réflexion préalable sur le concept de « miracle économique ».

Tout d'abord, un miracle doit-il se déceler dans les chiffres de la croissance ou dans les indicateurs de développement ? Pour Young (2012), qui a utilisé le premier le terme de « miracle africain » dans un article publié dans le *Journal of Political Economy*, cette notion semble indissociable de l'amélioration du niveau de vie. Pour mettre en évidence la dimension miraculeuse de l'expérience africaine, il s'intéresse aux évolutions de la consommation réelle des populations (qui a crû de 3,5 % par an entre 1990 et 2004, d'après ses estimations), à partir de données portant sur le patrimoine des ménages et des indicateurs sur les conditions de logement, la santé et l'éducation des populations (*Demographic and Health Survey*). Dans cette partie, toutefois, nous nous intéressons aux performances économiques des pays, telles

qu'elles ressortent des chiffres de la croissance du PIB, en laissant provisoirement de côté la question des conditions de vie des populations.

Ensuite, selon quels critères peut-on distinguer les épisodes de croissance miraculeux ? Au sens strict, cet adjectif qualifie les phénomènes inexplicables. Une croissance est miraculeuse si elle est portée par des facteurs dont l'évolution révèle un comportement atypique ou inédit. C'est cette définition restrictive, qui permet à Krugman (1994b) de réfuter l'existence d'un miracle asiatique à la fin des années 1990. Pour ce faire, il s'appuie sur les travaux de comptabilité de la croissance de Kim et Lau (1994) et de Young (1995), qui démontrent que la croissance asiatique résultait davantage d'une forte dynamique d'accumulation de capital que des gains de productivité. Puisque ses ressorts, loin d'être inexplicables, sont classiques et surtout – aux yeux de Krugman – relativement faciles à activer, la croissance asiatique n'est en rien miraculeuse^[7]. Nous pouvons toutefois retenir une acception plus souple du miracle économique, avancée notamment par Jagdish Bhagwati (2000) : un épisode de forte croissance, qui par son ampleur singularise la trajectoire d'une région à un moment donné, serait miraculeux^[8].

Nous commencerons par interroger l'existence d'un miracle africain à l'aune de la définition de Bhagwati. Les performances de croissance africaines depuis le milieu des années 1990 sont-elles suffisamment extraordinaires (« *off-the-chart* », selon Bhagwati) pour être qualifiées de miraculeuses (section 1.2) ? Dans un second temps, nous chercherons à répondre à la même question en acceptant cette fois la définition plus restrictive de Krugman, à partir d'une revue de littérature sur les moteurs de la croissance africaine (section 1.3). Avant toutes choses, il nous faut écrire quelques mots d'avertissement sur les données statistiques disponibles sur le revenu national des pays africains (section 1.1).

[7] De manière générale, et comme le note Lucas (1993, pp. 251-272), « les théories néoclassiques résument les miracles économiques comme des miracles de productivité ».

[8] Cette définition renvoie à la notion d'accélération de croissance, proposée par Rodrik, Pritchett et Hausman dans un article paru en 2005, qui sera évoquée plus en détail à un stade ultérieur du rapport.

1.1. Etudier la croissance africaine : à l'aune de quelles données ?

En 2010, le PIB ghanéen a été révisé à la hausse de 62 %. Le Nigeria et le Kenya ont suivi cet exemple en 2014, en rehaussant respectivement leur PIB de 89 % et 25 %. D'autres pays (Afrique du Sud, Ouganda, Tanzanie, etc.) sont officiellement engagés dans des processus de révision similaires. Ces révisions spectaculaires du revenu national sont réalisées pour offrir une image plus fidèle de l'évolution de la structure des économies de l'Afrique, où la part des secteurs informels demeure très importante^[9]. Elles sont à la fois un remède et le symptôme d'un mal complexe : celui de la fragilité des données statistiques disponibles sur le continent africain.

Dans un livre largement débattu et commenté^[10], Jerven (2013) a établi le diagnostic d'une déficience des données sur le revenu national. Shantayanan Devarajan, ancien économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique, appuie ce constat, n'hésitant pas à évoquer une « *tragédie statistique* » africaine (Devarajan, 2013). Pour les chercheurs en sciences sociales, l'absence de données fiables pose un problème fondamental. La thèse de Jerven affaiblit une part importante de la littérature économique publiée ces dernières décennies sur la croissance de l'Afrique depuis les indépendances. Les limites des données appellent à une plus grande modestie dans les conclusions auxquelles on peut aboutir et nécessitent d'appréhender un sujet *via* différentes approches afin de voir si les résultats convergent ou se révèlent au contraire contradictoires.

1.1.1 Les bases de données disponibles sur l'Afrique

Les données disponibles pour étudier la croissance africaine proviennent des bases statistiques constituées par des organisations internationales (Banque mondiale, *World Development Indicators* ; Fonds monétaire international [FMI], *World Economic Outlook*) et des centres de recherche (Projet Maddison, *Gröninge Growth and Development Center* ; Penn World Tables, *University of Pennsylvania*).

Ces bases sont élaborées à partir des données mises à disposition par les agences statistiques nationales, et pâtissent

donc de la faiblesse des moyens dont peuvent disposer ces dernières. En outre, les ajustements réalisés par chacune de ces institutions sur les comptes nationaux, pour obtenir des données comparables entre les pays et dans le temps, peuvent générer une confusion supplémentaire. Les écarts que l'on peut constater entre ces différentes bases de données sont parfois conséquents. Jerven (2009) s'est livré à un exercice de comparaison pour trois d'entre-elles^[11]. Le classement des économies africaines, sur le critère du PIB par habitant, diffère sensiblement d'une source à une autre. Le peloton de tête reste relativement stable (neuf pays sont classés dans le top-10 des trois bases de données), mais l'ordre varie de manière non négligeable. En bas des classements, on constate également une relative homogénéité : la République démocratique du Congo, le Burundi et le Sierra Leone font systématiquement partie des cinq économies les plus pauvres. En dehors du bas et du haut de classement, certains pays voient en revanche leur position évoluer drastiquement : la Guinée, le Mozambique ou le Libéria font partie des pays dont les chiffres de la croissance varient le plus selon les sources.

1.1.2 Le constat de la faiblesse des appareils statistiques africains

Trois méthodes sont couramment utilisées pour calculer le PIB d'un pays : la méthode « des dépenses » ou de la demande, qui consiste à faire la somme de la consommation finale (administration et ménages), de l'investissement (formation brute de capital fixe), et de la balance commerciale. La seconde, dite « des revenus », qui revient à additionner les profits, salaires, dividendes et rentes des différents acteurs de l'économie. Enfin, la dernière méthode – de « la production » – consiste à additionner les valeurs ajoutées des différents secteurs, en ajoutant les impôts sur les produits et en retranchant les subventions. Dans les pays les plus avancés, chacune de ces méthodes est mise en œuvre de manière indépendante, afin de pouvoir vérifier la cohérence des résultats obtenus. En pratique, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la dernière méthode est la plus utilisée pour mesurer le revenu national et peu de pays mettent en œuvre plusieurs méthodes. La validité des données produites s'en trouve naturellement affectée.

[9] Ces révisions ne sont pas sans conséquences sur les économies qui les entreprennent : l'amélioration des ratios de dettes sur PIB peut faciliter l'accès aux marchés financiers internationaux. Inversement, l'augmentation du PIB par habitant peut conduire à une modification de l'appréciation du stade de développement d'un pays (par exemple, le Ghana est sorti de la catégorie des pays à faible revenu pour rejoindre celle des pays à revenu intermédiaire à l'issue de la révision de son PIB en 2010), et modifier les stratégies d'aide des bailleurs.

[10] Pour une discussion critique de cet ouvrage, se reporter à Labrousse *et al.* (2014).

[11] *World Development Indicators, 2007 ; Penn World Tables 6.2 ; Maddison Project, 2003.*



Par ailleurs, les comptes nationaux à l'origine du PIB ne sont pas toujours constitués chaque année : le chiffre du PIB publié est le plus souvent une extrapolation, basée sur le chiffre de l'année précédente. Le taux de croissance de chaque secteur est évalué, souvent grâce à un proxy pour combler le déficit d'information fiable (comme, par exemple, la pluviométrie pour le secteur agricole ; Jerven, 2013). Au point de départ de cet exercice d'extrapolation, on retrouve une année de base, pour laquelle la contribution de chaque secteur au PIB du pays a effectivement été mesurée. La structure de l'économie pendant l'année de base revêt donc naturellement une importance cruciale. Or, dans certains cas, elle est si lointaine que les hypothèses sur la structure de l'économie se basent sur des recensements des biens produits vieux de trente ans. Ce sont d'ailleurs les processus dits de « rebasage » – l'adoption d'une année de base plus récente – qui conduisent aujourd'hui à des réévaluations radicales des PIB africains.

1.1.3 Quelques précautions à prendre dans l'interprétation des résultats

L'approche de cette étude est principalement comparative. Comment l'Afrique se comporte-t-elle par rapport aux autres régions en développement ou émergentes ? Au sein du continent, quelle est la diversité des trajectoires de croissance ? Les conclusions de ce travail doivent s'interpréter à la lumière de deux avertissements.

Le premier concerne les comparaisons intra-africaines. Étant donné les écarts de mesure parfois constatés entre les

diverses sources, et l'insignifiance des différences de niveaux de PIB/habitant entre une majorité des pays d'Afrique (dès lors qu'on les observe relativement à des pays de référence plus avancés, graphique 1), Jerven (2009) en arrive à une conclusion lourde de conséquences : selon lui, à l'exception de quelques économies de petite taille et riches en ressources (Guinée équatoriale, Botswana, Gabon), de quelques îles (Maurice, Seychelles, Cap-Vert) et de l'Afrique du Sud (ainsi que des économies qui lui sont très intégrées, à savoir le Swaziland et la Namibie), le revenu national par habitant ne doit pas être considéré comme significativement différent d'un pays africain à un autre.

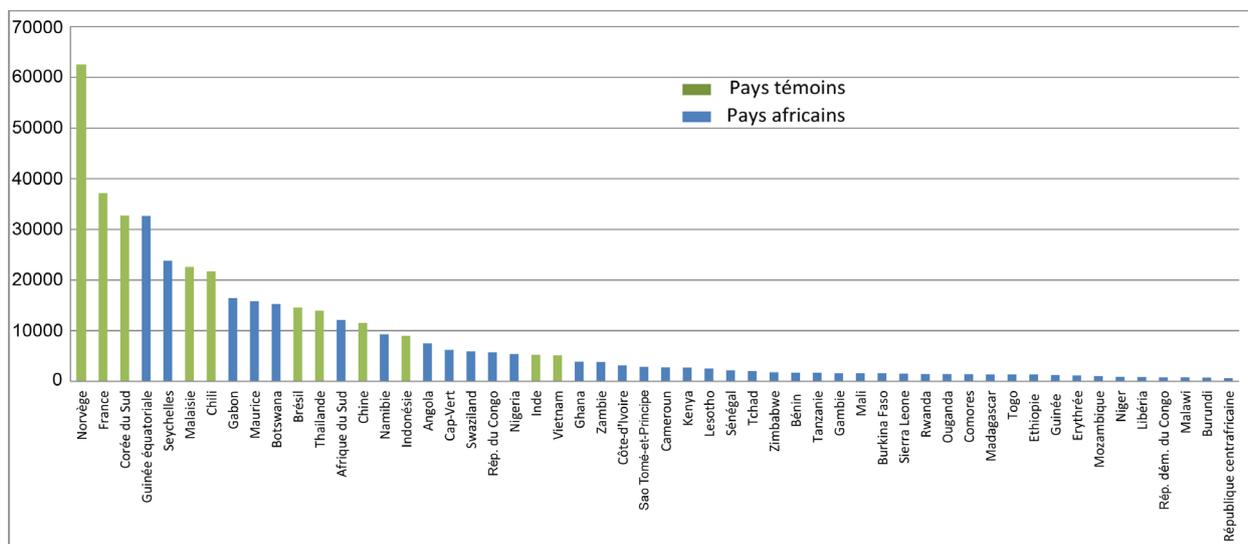
Notre analyse, qui porte sur la période de croissance récente, s'intéresse moins aux niveaux des PIB par habitant qu'à leurs taux de croissance. Dans une certaine mesure, cette perspective « dynamique » nous permet d'observer des différences plus marquées entre les pays africains.

Le second avertissement concerne les comparaisons historiques de l'Afrique avec d'autres régions du globe. Toujours selon Jerven (2013), les comptes nationaux ont eu tendance à surestimer l'importance de la récession des années 1980 (et donc, par ricochet, le rebond du milieu des années 1990). En particulier, les plans d'ajustement structurel des années 1980 auraient réduit les capacités des administrations. D'où le paradoxe de l'apparente stabilité des indicateurs sociaux, en dépit des fortes variations du revenu national au cours des « décennies perdues ».

Graphique 1

Les « petites îles », les pays pétroliers, et les autres ?

Classement en fonction du PIB par habitant, 2012 (calculé en parité de pouvoir d'achat [PPA], dollars constants, 2011)



Sources : Fonds monétaire international (FMI), World Economic Outlook (2014).

1.2. Les performances de croissance de l'Afrique : quelques faits stylisés

1.2.1 Perspective historique de la croissance de l'Afrique

a. L'expérience de croissance africaine au miroir de celles de l'Asie de l'Est et de l'Amérique du Sud

Un regard rétrospectif sur l'évolution du PIB par habitant de l'Afrique depuis 1950 aide à mettre en perspective la forte croissance des deux dernières décennies (cf. graphique 2). L'histoire économique du continent depuis les indépendances semble pouvoir se décomposer en trois phases (Devarajan et Fengler, 2012 ; Ndulu et O'Connell, 2006) (cf. tableau 1). La première (1960-1975) correspond à une période de croissance modérée : en dépit des incertitudes politiques qui pèsent sur la stabilité des nouvelles institutions, le PIB par habitant croît au taux annuel moyen de 1,7 %. Le repli de l'Afrique intervient lors d'une seconde phase (1975-1995) qualifiée de « décennies perdues ». Pendant vingt ans, le continent voit son revenu par habitant s'amoinrir de 0,9 % par an. Le taux de croissance du PIB réel reste positif au cours de cette période, mais il est très inférieur au rythme de la croissance de la population (2,9 % par an). Le recul qui en résulte touche un grand nombre de pays : trente-deux étaient plus pauvres en 1995 qu'en 1975. Une troisième phase (1995-...) se dessine à partir du milieu des années 1990. L'Afrique renoue alors avec des taux de croissance du PIB par habitant positifs. C'est sur cette dernière période, parfois qualifiée de « miracle africain », que se concentre cette étude.

Cette évolution globale dissimule une pluralité de trajectoires. Cinq pays de la région (Botswana, Maurice, Cap-Vert, Lesotho, Seychelles), ayant échappé aux « décennies perdues », ont connu une croissance moyenne supérieure au taux médian des autres pays du monde (2,3 % par an) sur la période 1960-2000. Beaucoup d'autres pays ont pu le dépasser au cours de périodes plus courtes, comme la Côte-d'Ivoire dans les années 1970, ou le Ghana dans les années 1980.

Tableau 1 L'Afrique au miroir des expériences de l'Asie de l'Est et de l'Amérique du Sud

Taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant (1990 International Geary-Khamis dollars)

	1960-1975	1975-1995	1995-2008
Afrique subsaharienne	1,7 %	-0,9 %	2,0 %
Asie de l'Est	3,4 %	3,9 %	4,1 %
Amérique du Sud	2,6 %	0,5 %	1,7 %

Méthode de pondération : pour donner une image plus fidèle du niveau de vie des populations, le PIB par habitant de chaque pays est pondéré par sa part dans la population totale du continent.

Source : données issues de Bolt et van Zanden (2013).

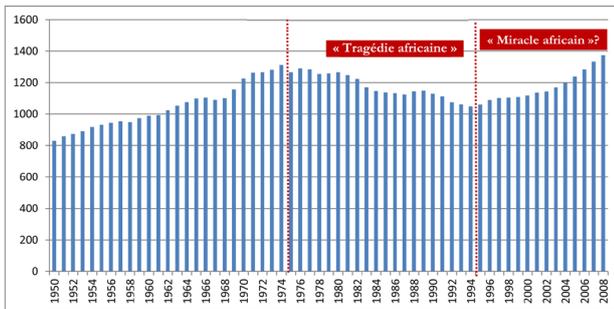
Que nous apprend une comparaison de cette trajectoire avec celles d'autres régions émergentes au cours de la même période (graphique 3) ? D'après les données de Maddison, l'Afrique a crû plus vite que l'Asie lors de la première moitié du XX^e siècle, pour atteindre un niveau de revenu par habitant supérieur en 1950^[12]. En 1960, les populations des pays d'Afrique et d'Asie de l'Est ont des niveaux de vie très comparables. Il s'agit d'un constat fréquemment établi (Collier et Gunning, 1999a et b) et confirmé par des comparaisons entre les pays des deux régions (Bevan et al., 1999). Pourtant dès les années 1950 et 1960, l'Asie de l'Est se développe à un rythme supérieur à celui de l'Afrique (3,5 % par an en moyenne contre 1,7 % entre 1950 et 1975). Le décrochage définitif intervient toutefois au milieu des années 1970 : tandis que le continent africain s'enlise, l'Est asiatique poursuit sa lancée (3,9 % de croissance annuelle moyenne entre 1975 et 1995). L'Amérique du Sud, qui connaît comme l'Afrique une période de stagnation dans les années 1980, est rattrapée par l'Asie à la fin des années 1990. Le PIB par habitant de ces deux régions est alors trois fois supérieur à celui de l'Afrique. Depuis cette date, l'Afrique fait l'expérience d'un net rebond de croissance du PIB par habitant, sans s'être engagée pour autant sur une trajectoire de convergence par rapport aux autres régions émergentes.

[12] De manière symptomatique, Gunnar Myrdal, pionnier suédois de l'économie du développement, oriente son travail sur la pauvreté vers le continent asiatique. Son œuvre de référence, publiée en 1971, s'intitule *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*.

Graphique 2

L'expérience de croissance africaine depuis 1950

PIB par habitant moyen de l'Afrique subsaharienne
(1990 International Geary-Khamis dollars)

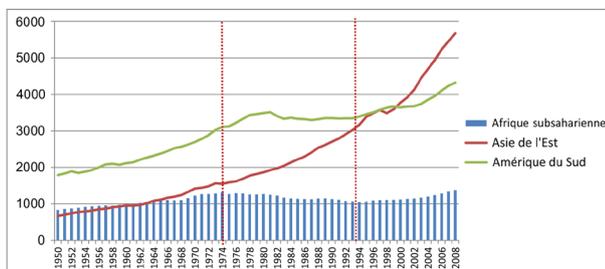


Source : données issues de Bolt et van Zanden (2013).

Graphique 3

L'Afrique au miroir des expériences de l'Asie de l'Est et de l'Amérique du Sud

PIB par habitant moyen
(1990 International Geary-Khamis dollars)



Méthode de pondération : pour donner une image plus fidèle du niveau de vie des populations, le PIB par habitant de chaque pays est pondéré par sa part dans la population totale du continent.

Source : données issues de Bolt et van Zanden (2013).

b. Une lecture de l'expérience de croissance africaine depuis les indépendances

Le découpage en trois périodes de l'expérience de croissance de l'Afrique correspond, dans une certaine mesure, aux grandes phases de politiques économiques mises en œuvre sur le continent (Cnuced-Unido, 2011) : la phase des Stratégies de substitution aux importations (1960-1980) ;

la phase des Plans d'ajustements structurels (1980-2000) ; la phase, plus difficile à identifier et à définir, des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) (2000-...). Forts de ce constat, certains auteurs (Devarajan et Fengler, 2012 ; Ndulu, 2007) se sont livrés à une relecture politique (« *policy-fundamentalist* » selon les termes de Devarajan et Fengler) de l'histoire économique africaine post-indépendance^[13].

Phase 1 Les stratégies d'industrialisation par substitution aux importations (1960-1980)

En Afrique, comme dans la plupart des pays en développement, les décennies 1960 et 1970 sont marquées par l'adoption de politiques interventionnistes pour accélérer le processus d'industrialisation. Ces politiques s'inscrivent dans le cadre de stratégies de substitution aux importations, qui cherchent à faciliter l'essor du secteur manufacturier national en lui garantissant un accès privilégié au marché domestique grâce à des restrictions significatives sur les importations (à l'exception de celles des biens intermédiaires ou d'équipement nécessaires à l'édification d'une industrie nationale). Elles s'appuient en outre sur un système financier étroitement administré (plafonnement de taux d'intérêt et allocation du crédit).

Les stratégies de substitution aux importations sont largement influencées par le paradigme développementaliste qui domine alors les débats intellectuels (Ndulu, *ibid.*). Préoccupées par les défaillances du marché, qui maintiennent les pays les moins avancés dans des trappes à pauvreté, elles préconisent des interventions étatiques, notamment en matière de planification des investissements. Le régime de croissance qui en résulte laisse logiquement une place importante à l'accumulation du capital par rapport aux progrès de la productivité globale des facteurs.

Ce régime de croissance extensif ressemble, à bien des égards, à celui qui a permis le décollage de l'Asie de l'Est au cours de la même période (Kim et Lau, 1994 ; Young, 1995 ; Krugman, 1994). Comment, dès lors, expliquer son épuisement prématuré dans la configuration africaine (dès le milieu des années 1970), alors qu'il semble avoir porté le développement asiatique jusqu'aux crises de 1997-1998 ? Sans négliger l'importance des facteurs non économiques (en particulier l'instabilité politique et sociale de certains

[13] "A key feature of the African growth experience is that it is predominantly episodic and that these episodes are largely driven by policy choices" (Ndulu, 2007).

pays d'Afrique), Berthélemy et Söderling (2001) mettent en avant le rôle des différences de spécialisation^[14].

Les stratégies de substitution aux importations et de promotion des exportations n'ont pas permis de créer des entreprises industrielles suffisamment compétitives pour exporter sur les marchés mondiaux (Bigsten et Söderbom, 2010). Les économies d'Afrique demeurent donc très dépendantes de leurs exportations de produits de base, sujets à des retournements brusques de leurs termes de l'échange. Une hausse du prix des matières premières est généralement l'élément déclencheur des périodes de forte croissance pour les pays exportateurs : elle s'accompagne d'une hausse de l'investissement, en augmentant simultanément le niveau d'épargne disponible et la rentabilité du capital dans le secteur primaire. Il s'ensuit une concentration encore plus forte des structures économiques des pays africains, qui les expose à des contrecoups lorsque les cours mondiaux s'inversent : ceux du café et du cacao dans le cas de la Côte-d'Ivoire et du Kenya, ceux du thé et du tabac pour le Malawi, et celui du pétrole pour le Cameroun.

La fragilité du régime de croissance africain se manifeste dès le milieu des années 1970. Les pressions inflationnistes résultant des chocs pétroliers entraînent l'adoption de politiques monétaires restrictives dans les pays du Nord. Il en résulte une baisse de la demande pour les exportations africaines, à laquelle s'ajoute un durcissement des conditions de financement international. Au début des années 1980, le retournement du prix des matières premières conduit à une détérioration des termes de l'échange et à une chute des recettes d'exportation. Face à la multiplication des crises de balance des paiements et des déséquilibres budgétaires, les pays d'Afrique ont davantage recours au financement du FMI et de la Banque mondiale, à l'instar de nombreux pays en développement.

Phase 2 Les plans d'ajustement structurels (1980-1995)

Au début des années 1980, des programmes d'ajustement structurel sont adoptés sous l'égide des institutions financières de Bretton Woods. Ces dernières attribuent les difficultés du continent africain à une ouverture internationale insuffisante, et aux distorsions créées par les interventions des gouvernements : taux de change surévalués, taux d'intérêt contrôlés qui

dissuadent l'épargne et désorientent l'investissement, allocation des ressources non conforme aux avantages comparatifs. Le point focal du nouvel agenda de réforme est alors la stabilisation macroéconomique (dérégulation des taux d'intérêt, dévaluation des monnaies, rééquilibrage des comptes publics), couplée à une série de réformes structurelles (privatisation, réduction des barrières douanières, etc.).

Pour rééquilibrer leurs balances courantes, les pays d'Afrique peuvent théoriquement recourir à différents types d'ajustements (Guillaumont et Guillaumont-Jeanneney, 1992) : une hausse des exportations, un apport de capitaux extérieurs et une réduction de la demande. En pratique, les deux premières options apparaissent limitées dans le cas des pays africains : les revenus d'exportation dépendent du prix des biens primaires qui se dégrade, et les niveaux d'endettement sont déjà élevés. Les réformes mises en œuvre pour rétablir la stabilité macroéconomique passent donc par une réduction de la demande. Elles se traduisent par une réduction de l'investissement public, qui n'est pas compensée par une hausse proportionnelle de l'investissement privé domestique.

Pour que la stabilisation entraîne une reprise de la croissance sans accroissement du déficit extérieur, il aurait fallu qu'elle suscite une évolution de la structure productive en faveur des biens susceptibles d'être exportés ou de se substituer à des biens importés. Au contraire, l'Afrique va faire l'expérience d'une « *transformation structurelle à l'envers* » (Rodrik, 2013c). La contraction du niveau de l'investissement s'accompagne d'une modification de sa structure : la part des biens d'équipement se réduit au profit de celle des investissements résidentiels, peu susceptibles de générer des gains de productivité. En outre, largement privatisé et exposé à la concurrence internationale, le secteur industriel naissant s'érode (Soludo *et al.*, 2004 ; Lall et Wangwe, 1998), accélérant la dynamique de désindustrialisation précoce.

Phase 3 Des programmes de réduction de dette au rebond de la croissance (1995-...)

L'inefficacité des plans d'ajustement structurel, en Afrique comme dans d'autres régions du monde, conduit à une nouvelle révision du paradigme de développement

[14] Les auteurs étudient les épisodes de forte croissance sur un panel de 27 pays africains. Ces épisodes sont définis comme des périodes ininterrompues de dix ans et plus, au cours desquelles la moyenne mobile sur cinq ans des taux de croissance du PIB est supérieure ou égale à 3,5 % par an. Parmi les pays ayant connu des épisodes de fortes croissance avortées, ils identifient la Côte-d'Ivoire (1960-1978), le Kenya (1961-1979), l'Afrique du Sud (1960-1974), le Malawi (1964-1979) et le Cameroun (1967-1986).

dominant^[15]. Selon Rodrik (2006a), le nouveau consensus met désormais l'accent sur la qualité de la gouvernance et les institutions, et manifeste une foi renouvelée dans les effets de l'aide internationale. Une attention particulière est portée à la question de la réduction de la dette : au milieu des années 1990, les pays d'Afrique avaient d'importantes dettes publiques extérieures, et le fardeau du service de la dette entravait la croissance. Les initiatives Pays pauvres très endettés (PPTTE) en 1996, et l'allègement de la dette multilatérale en 2005, ont permis d'améliorer la situation des finances publiques des États africains. Elles aident à résorber les déséquilibres macroéconomiques ayant légitimé la mise en œuvre de programmes d'ajustements structurels dans les années 1980. Cette amélioration de la situation macroéconomique coïncide avec une conjonction inédite de facteurs plus exogènes (Patillo *et al.*, 2005) : outre l'interruption de plusieurs guerres civiles (Burundi, Sierra Leone, Mozambique), une forte hausse du prix des matières premières, tirée par une demande mondiale en forte croissance, gonfle les revenus d'exportation.

1.2.2 À la recherche du « miracle de croissance » africain

La croissance de l'Afrique depuis le milieu des années 1990 est-elle véritablement « miraculeuse » ? Est-elle devenue la région la plus dynamique du monde, engagée dans un processus de convergence vis-à-vis des pays les plus avancés et des autres régions en développement ?

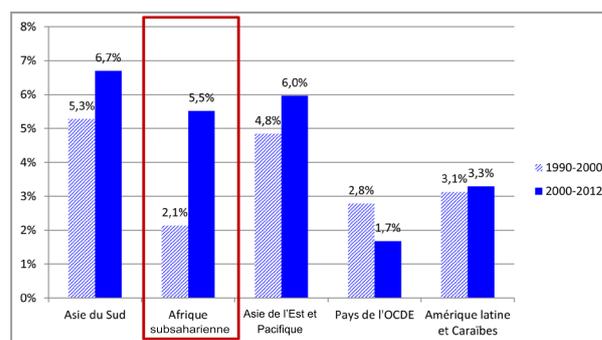
a. Une accélération nette de la croissance du PIB réel depuis 2000

Les comparaisons des taux de croissance annuels moyens du PIB de l'Afrique subsaharienne par rapport à ceux d'autres régions du monde font apparaître que l'Afrique a en effet enregistré une nette accélération de son rythme de croissance, qui fait d'elle la seconde région la plus dynamique au monde après l'Asie depuis 2000 (cf. graphique 4). Son PIB réel a crû au taux annuel moyen de 5,5 % entre 2000 et 2012, un rythme très proche de celui de l'Asie de l'Est et du Sud, et supérieur de près de quatre points à celui de la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE).

Graphique 4

L'Afrique subsaharienne : deuxième région la plus dynamique après l'Asie

Taux de croissance annuel moyen du PIB réel (PPA, dollars constants, 2011)



Méthode de pondération : Les taux de croissance moyens sont pondérés par la part de chaque pays dans le PIB total de son groupe de pays. Les groupes de pays correspondent aux catégories définies par la Banque mondiale.

Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

b. Une croissance du PIB par habitant plus modérée en raison du dynamisme démographique toujours fort

Le niveau de développement économique de l'Afrique ne s'est toutefois pas rapproché de la moyenne mondiale au cours de cette période. Il apparaît que le taux de croissance du PIB réel par habitant du continent (2,8 % en moyenne par an) est tiré vers le bas par sa vitalité démographique (cf. graphique 5). C'est en Afrique que la différence entre le taux de croissance du PIB réel et celui du PIB par habitant est la plus importante pour la période 2000-2012 (-2,7 points de pourcentage de PIB contre seulement -1,6 et -0,8 pour l'Asie du Sud et de l'Est respectivement).

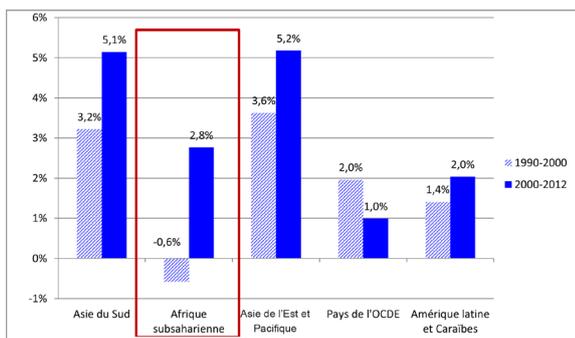
Loin d'être une spécificité de la période récente, ce dynamisme démographique est une caractéristique permanente de l'Afrique (Ndulu, 2007). L'écart avec les autres régions du monde s'est néanmoins accentué depuis 1990 (cf. tableau 2). La population totale de l'Afrique subsaharienne a continué à croître à un rythme annuel moyen de 2,7 %, tandis que celle de l'Asie de l'Est et pacifique s'est quasiment stabilisée (cf. graphique 6).

[15] Ndulu (2007) considère le *World Development Report* publié en 1991 par la Banque mondiale comme emblématique de cette évolution. Rodrik se penche, quant à lui, sur un autre rapport de la Banque mondiale retraçant cette évolution (Rodrik, 2006a).

Graphique 5

Une croissance du PIB par habitant moins « miraculeuse »

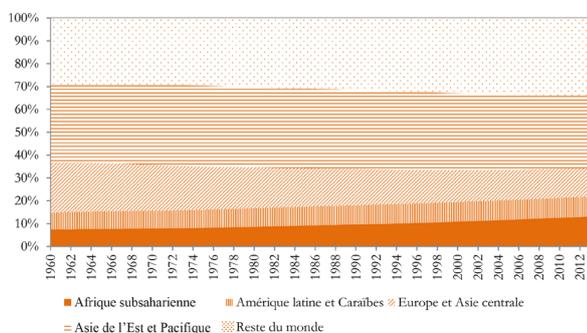
Taux de croissance annuel moyen du PIB réel par habitant (PPA, dollars constants, 2011)



Graphique 6 Tableau 2

La région la plus dynamique sur le plan démographique

Part de la population de la région dans la population mondiale totale



Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Taux de croissance annuel moyen de la population

	1961-2013	1990-2013
Afrique subsaharienne	2,8 %	2,7 %
Amérique latine et Caraïbes	2,0 %	1,4 %
Europe et Asie centrale	0,6 %	0,3 %
Asie du Sud	2,0 %	1,7 %
Asie de l'Est et Pacifique	1,5 %	0,1 %
Reste du monde	2,0 %	1,6 %

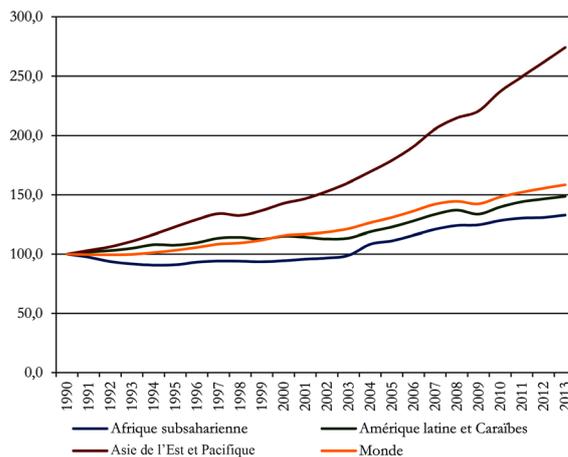
c. Peut-on parler de convergence ?

Ces taux de croissance sont-ils suffisants pour positionner l'Afrique sur une trajectoire de convergence, c'est-à-dire une situation où les écarts de PIB réel par habitant entre les pays se résorbent au cours du temps (Barro et Sala-i-Martin, 1997 ; Prichett, 1997) ? A ce stade, la dynamique de croissance de l'Afrique n'a pas permis de la placer sur une trajectoire de convergence vis-à-vis de la moyenne mondiale (cf. graphiques 7 et 8).

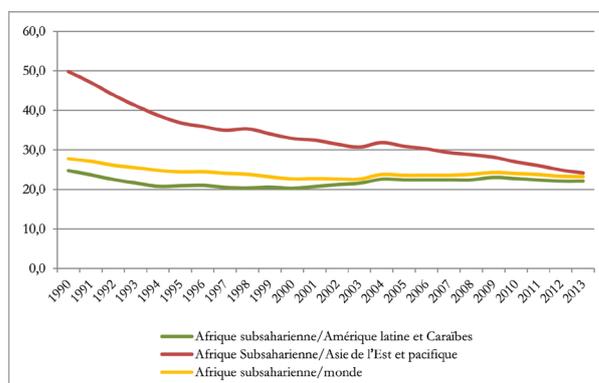
Graphiques 7 et 8

Une convergence lente depuis 2000 (1990-2013)

Évolution du PIB par habitant depuis 1990 (1990=100)



PIB par habitant de l'Afrique subsaharienne (exprimé en % du PIB par habitant d'autres régions)



Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).



d. Le miracle africain : une croissance qui concerne des « masses démographiques » importantes

Les données sur la croissance du revenu national de l'Afrique mettent donc en évidence une nette amélioration des performances économiques du continent. Toutefois, il paraît peut-être prématuré de parler de « miracle de croissance » dans la mesure où (i) les taux de croissance du PIB par habitant restent à des niveaux relativement modérés et (ii) l'Asie de l'Est, qui a connu un décollage plus précoce, continue à croître à des taux plus élevés que l'Afrique^[16]. Comment alors expliquer l'attention particulière dont l'Afrique semble faire l'objet, aussi bien de la part des médias que dans les sphères économiques et les milieux universitaires (McKinsey & Company, 2010) ? Cette problématique nécessite d'aller au-delà de la tendance globale et d'étudier la diversité des trajectoires de croissance au sein du continent.

Un classement mondial des vingt-cinq économies de plus de 10 millions d'habitants les plus dynamiques met en lumière des éléments de réponse (cf. tableau 3). Avec treize « grandes » économies présentes dans ce classement, l'Afrique subsaharienne est en effet la région du monde la mieux représentée. Ce constat explique l'intérêt porté aux marchés africains, et l'empressement de nombreuses entreprises multinationales à s'y positionner dès aujourd'hui. Il permet également de comprendre l'attention accordée par les institutions internationales et les spécialistes du développement à la croissance des pays africains. Étant donné les masses démographiques concernées, une poursuite de la dynamique de croissance africaine pourrait potentiellement générer une réduction significative de la pauvreté dans le monde.

Tableau 3 Économies les plus dynamiques : l'Afrique, continent le mieux représenté

Classement mondial selon le taux de croissance moyen du PIB réel

		2000-2012
1	Angola	10,2 %
2	Chine	10,1 %
3	Tchad	9,6 %
4	Éthiopie	8,9 %
5	Nigeria	8,2 %
6	Kazakhstan	7,9 %
7	Cambodge	7,9 %
8	Rwanda	7,8 %
9	Mozambique	7,7 %
10	Inde	7,2 %
11	Ouzbékistan	7,2 %
12	Ouganda	7,0 %
13	Tanzanie	6,9 %
14	Ghana	6,8 %
15	Vietnam	6,5 %
16	Burkina Faso	6,1 %
17	Bangladesh	5,9 %
18	Zambie	5,9 %
19	Pérou	5,7 %
20	Arabie Saoudite	5,7 %
21	Sri Lanka	5,5 %
22	Indonésie	5,4 %
23	Mali	5,2 %
24	République dominicaine	5,1 %
25	Rép. démocratique du Congo	5,1 %

Note : ce classement ne prend en compte que les économies comptant plus de 10 millions d'habitants en 2012.

Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

[16] Cet apparent paradoxe s'explique pour une large part par le décollage tardif de la Chine, qui a pris le relais des économies ayant connu un décollage plus précoce, comme les « dragons asiatiques » (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taïwan), puis les « tigres » (Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines).

1.2.3 La diversité des dynamiques de croissance sur le continent africain

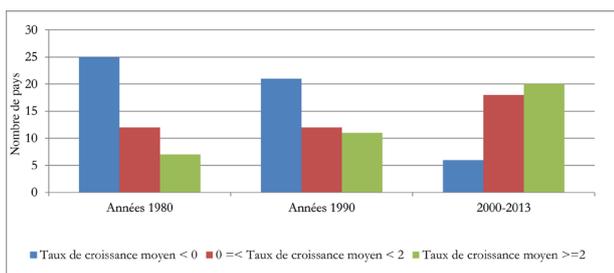
a. Cadrage méthodologique : comment déchiffrer l'épisode de croissance africain ?

L'augmentation de la croissance moyenne du PIB par habitant de l'Afrique constatée au cours des quinze dernières années résulte d'une amélioration des performances enregistrées par de nombreux pays du continent (cf. graphique 9). Alors que plus de vingt pays africains avaient enregistré une croissance moyenne négative dans les années 1980 et 1990, ce chiffre est tombé à six pour la période 2000-2013.

Graphique 9

Une croissance portée par une amélioration des performances de nombreux pays du continent

Distribution des taux de croissance du PIB sur trois périodes

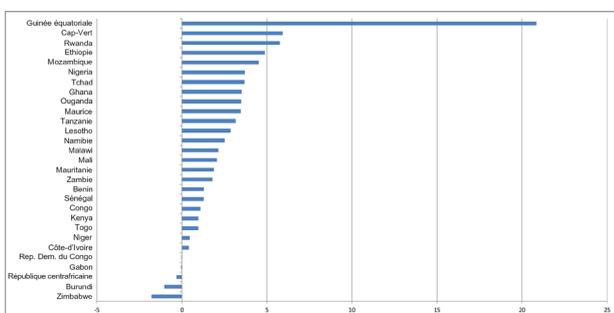


Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Graphique 10

Une grande diversité de dynamiques de croissance en Afrique

Taux de croissance annuels moyens du PIB réel par habitant (1995-2013), dollars constants 2011



Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Cette tendance ne doit cependant pas masquer la grande diversité des trajectoires (cf. graphique 10). Parmi les douze économies les plus dynamiques (entre 1995 et 2013), on recense notamment : (i) des pays pétroliers (Angola, Nigeria, Tchad, et Guinée équatoriale, dont la croissance impressionnante reflète la mise en exploitation récente des ressources) et futurs pays producteurs (notamment le Mozambique) ; (ii) des pays ayant profité d'un rebond de croissance à l'issue d'un conflit (Rwanda, Libéria, Sierra Leone) ; (iii) des pays historiquement plus dynamiques que la moyenne des pays d'Afrique (Cap-Vert, Maurice) ; (iv) des pays plus difficiles à classer, et pour cette raison intéressants à étudier spécifiquement (Éthiopie). En queue de peloton, six pays ont vu leur PIB réel par habitant régresser au cours de la même période.

Pour déchiffrer la diversité des trajectoires de développement économique sur le continent, une méthode simple consiste à classer les pays, selon des critères susceptibles de justifier des écarts de performance, puis à vérifier si les groupes entretiennent effectivement des dynamiques de croissance différentes.

Quelles typologies tester ? Au sein de la littérature, le débat le plus clivant oppose les travaux qui estiment que les opportunités de croissance d'un pays sont déterminées par sa géographie (climat, dotation en ressources naturelles, localisation, etc.), et ceux qui insistent sur l'influence de ses institutions (régime politique, système juridique, etc.)^[17]. Les études économétriques sur la croissance africaine depuis 1960 ont naturellement reproduit cette dichotomie, mettant tour à tour en lumière le rôle de facteurs géographiques (Bloom et Sachs, 1998) et institutionnels (Temple, 1998). Les typologies que nous avons choisi de tester reflètent ce dualisme. La première compare les pays francophones et anglophones : elle renvoie notamment aux travaux sur l'importance des institutions issues de la période coloniale (Nunn, 2007 ; Acemoglu et al., 2001). La seconde, fondée sur des critères géographiques, est directement empruntée à Collier et O'Connell (2008), et distingue les économies en fonction de leurs dotations en ressources naturelles et leur accès (ou non) à une côte. En plus de ces deux découpages, il nous a semblé pertinent d'étudier une classification multicritère – inspirée de celle du FMI (États fragiles, pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, pays exportateurs de pétrole). Elle groupe notamment les pays d'Afrique selon le critère de leur niveau de développement initial (à savoir

[17] Les principaux travaux sont les suivants : concernant la géographie, Diamond (1997), Easterly et Levine (2003), Gallup et al. (1998) ; concernant le rôle des institutions, Acemoglu et al. (2001), Rodrik et al. (2004).

le PIB par habitant), pour permettre d'évaluer si une dynamique de divergence ou de convergence a opéré au sein du continent africain depuis 1990.

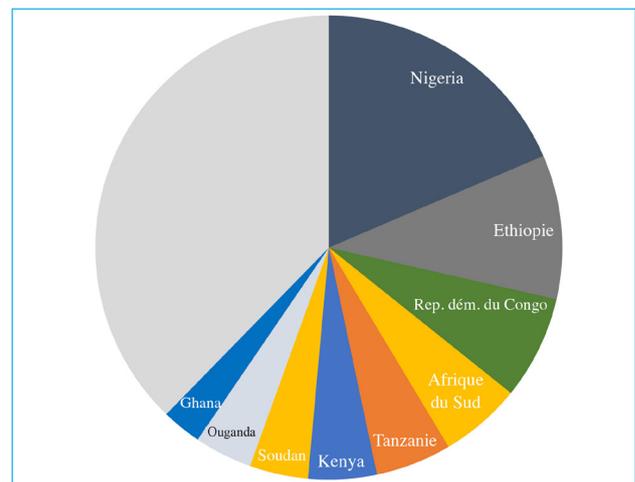
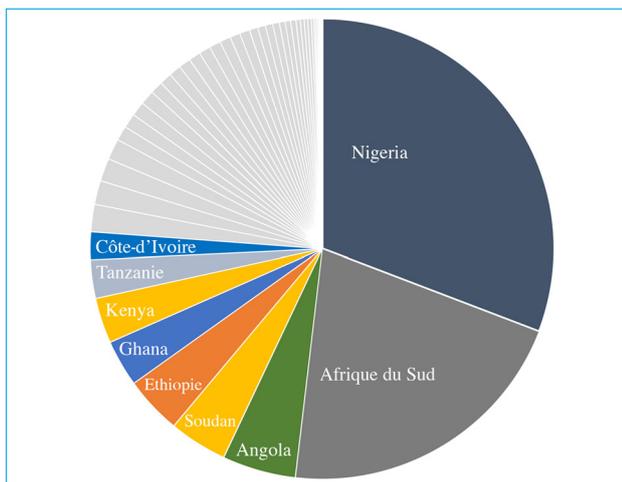
Quel critère de comparaison ? Pour comparer les performances des différents groupes (et ainsi tester le pouvoir explicatif des différentes typologies), nous observons les taux de croissance du PIB réel moyen. Le calcul de ce taux moyen dépend beaucoup du choix de la méthode de pondération. Dans un exercice de comparaison similaire, Collier

et O'Connell (2008) pondèrent en fonction de la masse démographique des pays. Par souci de simplicité, nous retenons dans cette étude la méthode de pondération du FMI, qui prend en compte le PIB de chaque pays^[18]. Dans la mesure où le Nigeria et l'Afrique du Sud, par leur poids économique, risquent de biaiser les taux de croissance moyens des groupes auxquels ils appartiennent (cf. graphiques 11 et 12), nous avons choisi d'isoler ces pays, et de les traiter comme des ensembles à part entière.

Graphiques 11 et 12

Poids économique et démographique des différents pays d'Afrique

Contribution de chaque pays africain au PIB (gauche) et à la population totale (droite) de l'Afrique subsaharienne (2013)



Note : les données sur le PIB prennent en compte la révision du PIB du Nigeria (+ 89 %) intervenue en 2014, ce qui explique que le pays devance l'Afrique du Sud sur le critère de la contribution au PIB total de la région.

Source : Banque mondiale (2013), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

b. Les pays francophones sont-ils moins dynamiques que les pays anglophones ?

Justification théorique de la typologie

S'il est devenu fréquent d'affirmer que les pays anglophones enregistrent de meilleures performances que les pays francophones, cette question n'a pas directement fait l'objet de travaux de recherche. Toutefois, certaines études se sont intéressées au rôle de l'identité de l'ancienne puissance coloniale sur la croissance au travers du fonctionnement des

systèmes juridiques (La Porta *et al.*, 1999 ; 2008), pour conclure que la tradition de « droit commun » anglo-saxonne (*common law*) serait plus efficace que la tradition de « droit civil » française (*civil law*). Selon ces travaux, le système légal anglo-saxon permettrait une meilleure protection des droits de propriété et accorderait une attention plus fine aux droits des actionnaires, suscitant un mode de gouvernance des entreprises plus efficace. D'autres travaux ont souligné l'influence de l'identité de l'ancienne puissance colonisatrice sur le développement de l'école en Afrique

[18] Selon la méthode de pondération du FMI, les taux de croissance des groupes de pays correspondent à la moyenne du PIB de chaque pays, pondérée par le PIB calculé à parité de pouvoir d'achat (PPA) et exprimé en pourcentage du PIB total du groupe de pays considéré.

(Cogneau, 2003). Dans les anciennes colonies britanniques, les populations avaient en effet un niveau d'instruction supérieur en 1960, par rapport aux colonies françaises. Le taux d'alphabétisation était en moyenne supérieur de 15 à 20 points dans les anciennes colonies britanniques en 1970 et ces écarts ont perduré. En termes d'extension de l'instruction primaire, il semble que le système français d'éducation gratuite et laïque ait moins bien réussi que le système britannique fondé sur un partenariat entre les missionnaires et l'Etat. Dans la lignée de ces travaux, Bossuroy et Cogneau (2013) ont étudié les mobilités inter-générationnelles ainsi qu'intra-générationnelle entre les secteurs agricoles et non agricoles dans cinq pays (Ghana, Ouganda, Côte-d'Ivoire, Guinée, Madagascar). Les deux anciennes colonies britanniques ressortent avec un niveau de fluidité sociale plus élevé.

D'autres travaux minimisent au contraire l'influence de l'identité de l'ancienne puissance coloniale et de l'héritage des systèmes légaux, et soulignent plutôt les différences entre colonisation de peuplement et colonisation d'exploitation. Dans les régions où les conditions sanitaires étaient mauvaises, rendant difficile l'installation des Européens, et dans les régions initialement riches en ressources naturelles,

les politiques coloniales auraient mis en place des institutions d'extraction de la rente et des régimes de protection de la propriété privée défavorables à l'accumulation du capital (Acemoglu *et al.*, 2001). Les différences ne tiennent pas à l'identité même de l'ancienne puissance coloniale mais plutôt aux caractéristiques des régions colonisées. Or, il se trouve que les colons britanniques se sont plus souvent installés dans des régions à plus faible mortalité, ce qui expliquerait les corrélations constatées entre *Common law* et développement économique.

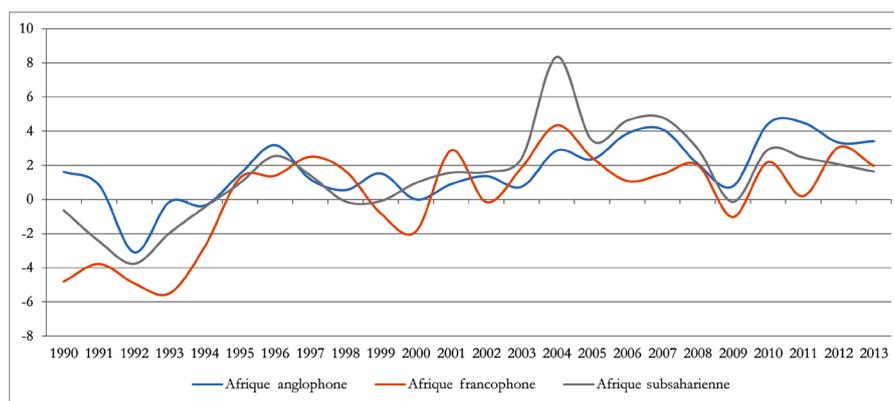
Principales observations

Sans aller plus loin dans l'exposition des débats théoriques, cette typologie permet-elle d'éclairer les deux décennies de forte croissance en Afrique ? Au premier abord, il apparaît effectivement que la croissance de la zone francophone a été en moyenne inférieure à celle des pays anglophones : entre 2000 et 2013, le PIB par habitant de l'Afrique francophone a crû à un rythme inférieur d'un point de pourcentage à celui de l'Afrique anglophone (1,5 % en moyenne par an contre 2,5 % ; cf. tableau 4). Pendant la décennie 1990, l'Afrique francophone avait déjà enregistré des résultats inférieurs.

Graphique 13 Tableau 4

Comparaison entre pays francophones et anglophones

Taux de croissance moyen du PIB par habitant, par zone linguistique



	Taux de croissance moyen 1990-1999	Taux de croissance moyen 2000-2013	Écart-type 1990-1999	Écart-type 2000-2013
Afrique anglophone	0,7	2,5	1,7	1,5
Afrique francophone	-1,6	1,5	3,1	1,7
Afrique subsaharienne	-1,0	2,8	1,9	2,1

Source : Banque mondiale (2014a), Indicateurs du développement dans le monde (WDI).



Plus qu'un décrochage durable, ces écarts semblent refléter les performances plus volatiles de certains des pays les plus importants de la zone francophone. Pendant la première moitié des années 1990, cette zone a été pénalisée par les mauvais résultats en termes de croissance économique de la République démocratique du Congo et du Cameroun, qui comptent à eux deux pour plus de 30 % de la moyenne régionale. À partir de 1995, la croissance moyenne des pays francophones reste plus proche de celle des pays anglophones, mais semble pâtir de plusieurs coups d'arrêt, en 2000, 2002, 2009 et 2011. Ces reflux s'expliquent principalement par les résultats irréguliers en termes de croissance de la Côte-d'Ivoire (qui est, devant le Cameroun, la principale économie de la zone à la fin de la période), parfois couplés à une crise dans un autre pays de la zone (comme Madagascar en 2002 et 2009). En comparaison, les principales économies de la zone anglophone (Kenya, Tanzanie, Ghana, Botswana) se sont montrées plus résilientes au cours de la période. En outre, les taux moyens cachent des différences sensibles entre les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont les résultats sont plus favorables, grâce aux ressources pétrolières plus importantes. Ainsi, sur la base des travaux menés sur ce sujet, les différences en matière de croissance entre les deux zones demeurent controversées (Ferdi, 2013) et il est difficile d'en tirer des conclusions robustes.

c. Un déterminisme géographique ?

Le poids de la dotation en ressources naturelles et de l'enclavement

Justification théorique de la typologie

Pour Collier et O'Connell (2008), les opportunités économiques d'un pays sont déterminées par deux caractéristiques géographiques : sa dotation factorielle et sa localisation. Le lien entre la dotation en ressources naturelles d'un pays et sa croissance est bien couvert dans la littérature. La dotation en ressources naturelles influence les avantages comparatifs, et donc la structure productive, et par là même l'exposition aux évolutions du prix des biens/matières premières sur les marchés internationaux.

Comment cependant caractériser la dotation factorielle d'un pays ? Estimant que le capital humain et les ressources naturelles sont les deux facteurs de production les plus discriminants entre les économies (le capital physique étant jugé plus facile à accumuler), Wood et Mayer (2001) classent les économies en fonction d'un ratio « terre/travail »^[19]. Les auteurs concluent que la dotation factorielle de l'Afrique, trop éloignée de celle de l'Asie de l'Est, empêchera l'Afrique de suivre une trajectoire de développement similaire, avec une transformation de la spécialisation vers les biens manufacturiers. Collier et O'Connell refusent, quant à eux, de considérer les mesures de superficie par habitant comme un bon indice de la dotation en ressources naturelles d'un pays. Avec cette logique, les terres désertiques d'un pays comme le Niger sont considérées comme un gage de ressources, tandis que la Guinée équatoriale est *de facto* disqualifiée du groupe des pays bien dotés. Afin de prendre en considération les caractéristiques des territoires (pluviométrie, qualité des sols, etc.), ces auteurs optent pour une mesure de la part des rentes issues de l'exploitation des ressources naturelles dans le PIB^[20].

La localisation d'un pays – et notamment la question de son accès à la mer – est un autre facteur déterminant pour son potentiel économique, dans la mesure où l'enclavement est une barrière fondamentale à l'intégration commerciale^[21]. C'est particulièrement vrai en Afrique, où les modèles de gravité tendent à suggérer que les déterminants du niveau des échanges commerciaux sont davantage liés à la situation géographique qu'aux politiques commerciales. Au niveau mondial, l'enclavement ne touche qu'une part infime de la population totale (à peine plus de 1 %, sans prendre en compte l'Afrique). En Afrique, suite au découpage des frontières à la fin de la période coloniale, environ 35 % de la population vit dans un pays sans accès à la mer (Collier et O'Connell, 2008). La définition de l'enclavement peut sembler évidente, mais Collier et O'Connell soulignent que le concept recouvre des réalités diverses : la Suisse, par exemple est « enclavée » au sens strict, mais proche de nombreux marchés, si bien qu'un indicateur de proximité des marchés pourrait être plus pertinent.

[19] Le numérateur (facteur terre) donne une approximation du niveau de ressources naturelles disponibles, et correspond à une simple mesure de la superficie du pays par habitant. Le dénominateur (facteur travail) représente la qualité du capital humain disponible, et est approximé par l'indice de Barro-Lee (qui mesure le nombre d'années d'école moyen suivi par adulte).

[20] Par rente, Collier et O'Connell entendent la différence entre les cours mondiaux des biens de base et les prix de production. Sont qualifiés de riches en ressources naturelles les pays dont les rentes issues de l'exploitation des biens de base représentent plus de 10 % du PIB. Comme les prix mondiaux peuvent varier sur une période donnée, d'autres critères sont ajoutés, pour « stabiliser » la liste des pays riches en ressources.

[21] Cet argument repose implicitement sur les études qui ont cherché à mettre en évidence le lien entre l'ouverture commerciale des pays et leur croissance (Sachs et Warner, 1995 ; Frankel et Romer, 1999).

Théoriquement, ces deux critères devraient permettre de faire émerger quatre catégories de pays. Selon les auteurs, néanmoins, la question de la localisation n'a guère d'importance pour un pays riche en ressources naturelles, les rentes générées permettant de pallier les coûts de transport supplémentaires. Dès lors, trois groupes sont finalement distingués : (1) les pays riches en ressources naturelles, (2) les pays pauvres en ressources mais avec accès à une côte (pays côtiers), et (3) les pays pauvres en ressources et sans accès à la mer (pays enclavés).

Principales observations

Ayant déjà été appliquée à d'autres régions, la typologie de Collier et O'Connell permet d'évaluer s'il existe une spécificité de la croissance en Afrique. Sur longue période (1960-2000), et dans le monde entier, ce sont les pays côtiers qui ont enregistré les taux de croissance les plus dynamiques, devant les pays riches en ressources naturelles et les pays enclavés. En Afrique en revanche, les pays côtiers ont connu des performances beaucoup plus faibles

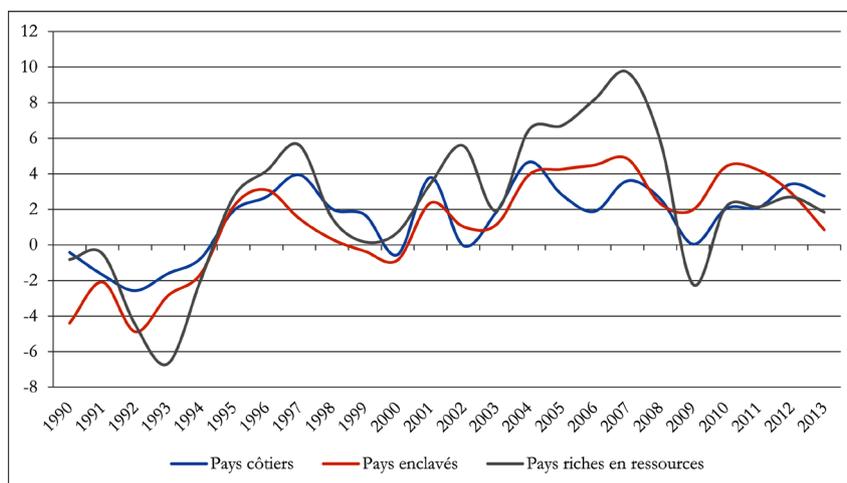
que dans le reste du monde, de sorte que ce sont les pays riches en ressources naturelles qui ont enregistré les meilleures performances de croissance au cours de la période (graphique 14 et tableau 5).

Les dynamiques de croissance en Afrique ne semblent pas avoir fondamentalement évolué depuis 2000. Les pays riches en ressources continuent à se montrer les plus dynamiques (3,9 % de croissance moyenne annuelle), sous l'effet de la hausse du cours des matières premières. Plus intégrés à l'économie mondiale, ils ont davantage souffert de la récession mondiale en 2009 (leur croissance est significativement plus volatile), et sont plus exposés à la détérioration des conditions internationales anticipée par certains observateurs (FMI, 2014c). Les pays côtiers ont crû à un rythme supérieur à celui des pays enclavés dans les années 1990. Cette situation s'est inversée dans les années 2000, dans le sillage des bonnes performances enregistrées par des pays comme l'Éthiopie, l'Ouganda, le Soudan, et le Burkina Faso.

Graphique 14 Tableau 5

Les exportateurs de ressources naturelles en tête

Taux de croissance moyen du PIB par habitant



	Taux de croissance moyen 1990-1999	Taux de croissance moyen 2000-2013	Ecart-type 1990-1999	Ecart-type 2000-2013
Pays côtiers	0,5	2,2	2,2	1,5
Pays enclavés	-0,9	2,7	2,7	1,7
Pays riches en ressources	0,0	3,9	3,8	3,2

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

d. Les pays les moins avancés profitent-ils plus de la phase de croissance ?

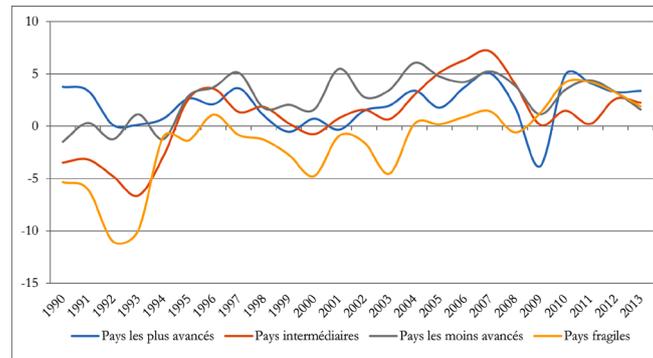
Observe-t-on une divergence ou une convergence au sein du continent africain ? Pour le déterminer, nous distinguons quatre catégories de pays en fonction de leur niveau de développement en 1990 : (1) les six pays africains ayant un PIB par habitant supérieur à 2 000 USD (en dollars constants 2005) en début de période (1990) : Seychelles, Gabon, Botswana, Maurice, Namibie, et Swaziland^[22] ; (2) la catégorie intermédiaire regroupe les onze pays dont le PIB par habitant est compris entre 2 000 USD et 500 USD en 1990 :

République du Congo, Angola, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Cap-Vert, Sénégal, Zambie, Mauritanie, Kenya, Lesotho^[23] ; (3) la catégorie des pays les moins avancés regroupe les pays affichant un PIB par habitant inférieur à 500 USD : Bénin, Soudan, Gambie, Tchad, Ghana, Sierra Leone, Guinée équatoriale, Mali, Madagascar, Niger, Tanzanie, Burkina Faso, Rwanda, Ouganda, Malawi, Mozambique et Éthiopie ; (4) enfin, un dernier groupe correspond aux pays qualifiés de fragiles : Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Érythrée, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, République centrafricaine, Togo, Zimbabwe^[24].

Graphique 15 Tableau 6

Une tendance à la convergence ?

Taux de croissance moyen du PIB par habitant



	Taux de croissance moyen 1990-1999	Taux de croissance moyen 2000-2013	Ecart-type 1990-1999	Ecart-type 2000-2013
Pays les plus avancés	1,7	2,2	1,6	2,3
Pays intermédiaires	-1,1	2,5	3,5	2,4
Pays les moins avancés	1,3	3,7	2,2	1,5
Pays fragiles	-3,9	0,4	4,1	2,8
Afrique du Sud	-0,8	1,9	2,0	1,8
Nigeria	0,1	5,2	3,8	7,5

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Le graphique 15 et le tableau 6 font apparaître une tendance à la convergence au sein du continent africain depuis 2000. Les pays les moins avancés se sont développés au rythme de 3,5 % par an, contre 2,5 % pour les pays intermédiaires et 2,2 % pour les pays avancés. Pour les pays fragiles, en revanche, les taux de croissance sont restés proches de zéro, en dépit d'une légère amélioration depuis le début des années 2000.

1.3. Quels sont les moteurs de la croissance africaine ? Une revue de littérature

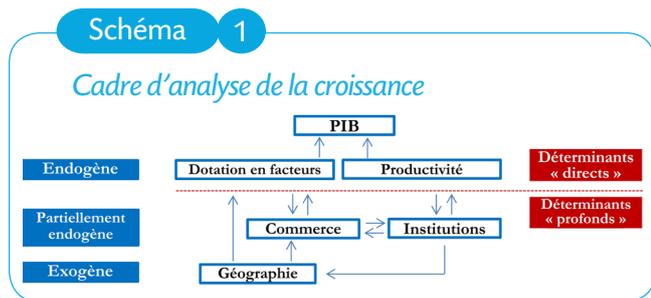
Les classifications que nous avons testées peuvent inciter à formuler des hypothèses sur les moteurs de la croissance africaine, mais elles ne permettent en aucun cas d'établir des relations de causalité. Pour mieux saisir la diversité des

[22] L'Afrique du Sud a été sortie de ce groupe en raison de sa taille et fait l'objet d'un suivi spécifique.

[23] Le Nigeria est exclu de ce groupe pour les mêmes motifs que l'Afrique du Sud.

[24] La catégorie des États fragiles du FMI comprend tous les pays ayant une note inférieure à 3,2 selon l'indice d'allocation des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) (Country Policy and Institutional Assessment – CPIA).

dynamiques de croissance au sud du Sahara, et être en mesure d'apprécier leur pérennité, l'étape suivante consiste naturellement à identifier les sources de la croissance. Conformément au cadre théorique défini par Bosworth et Collins (2003) ou Rodrik (2005), nous nous attacherons d'abord à identifier les ressorts comptables de la croissance, avant de passer en revue la littérature portant sur les causes profondes.



Source : Rodrik (2003).

1.3.1 Les sources comptables de la croissance africaine

Une analyse des sources comptables de la croissance offre des clefs de lecture intéressantes pour qualifier l'expérience du continent africain depuis le milieu des années 1990. C'est en observant le rôle central joué par l'accumulation du capital, au détriment des progrès de la productivité globale des facteurs, que certains économistes (Kim et Lau, 1994 ; Young, 1995 ; Krugman, 1994b) ont mis en doute l'existence d'un « miracle asiatique ». De manière générale, il est fréquent de considérer qu'une croissance durable suppose, à terme, des progrès de productivité. Une analyse comptable de la croissance africaine permet de déterminer la contribution respective des moteurs « directs » de la croissance (*proximate*) : transition démographique, accumulation de capital physique et humain, progrès de la productivité globale des facteurs (PGF).

a. Analyses comptables de la croissance africaine (1960-2000)

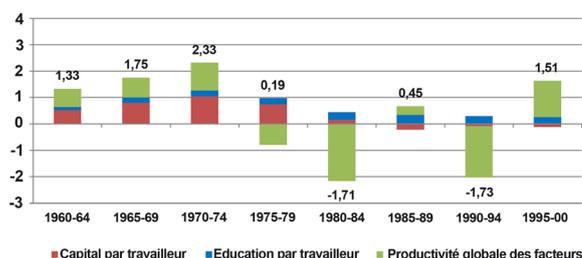
Par rapport aux autres régions du globe, l'Afrique a fait l'objet d'un nombre modeste d'analyses « comptables » de sa croissance, en raison de la limite des données disponibles. Parmi les quelques exceptions, figurent les travaux de Bosworth et Collins (2003), Ndulu et O'Connell (2003), Tahari *et al.* (2004), Zelleke *et al.* (2013), et Cho et Tien (2014). Malgré les différences méthodologiques, leurs conclusions convergent sur deux principaux points. D'une part, la faible croissance du PIB par travailleur s'est principalement appuyée sur l'accumulation de capital et

les progrès de l'éducation. La contribution de ces deux composantes n'a pas été systématiquement positive entre 1960 et 2000, mais elle l'a été globalement sur l'ensemble de la période^[25]. D'autre part, la contribution de la PGF a été beaucoup plus irrégulière : après avoir participé à la croissance dynamique du continent entre 1960 et 1975, son rôle s'est inversé lors des deux décennies suivantes. D'après Bosworth et Collins (2003), cette faiblesse de la PGF est la principale source du décrochage de l'Afrique, par rapport aux autres pays en développement, entre 1975 et 1995 (cf. graphiques 16 et 17). Cette assertion s'accorde avec les analyses de Devarajan *et al.* (2003) pour lesquels c'est le niveau de la productivité, et non celui de l'investissement, qui a été la principale contrainte à la croissance de l'Afrique.

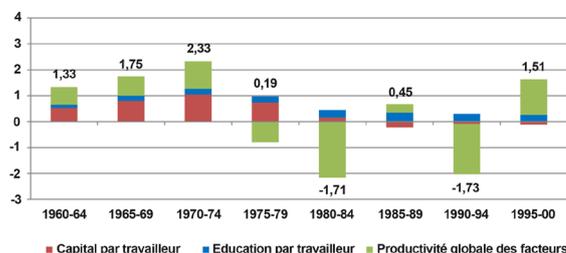
Graphiques 16 et 17

Analyse comptable des croissances africaines et est-asiatiques

Décomposition de la croissance du PIB par travailleur de l'Afrique (1960-2000) en pourcentage



Décomposition de la croissance du PIB par travailleur de l'Asie de l'Est (1960-2000) en pourcentage



Note : le panel de pays africains ne contient que dix-sept pays, mais qui ont été sélectionnés dans tous les sous-ensembles de la région, et qui représentent 72 % de sa population et l'essentiel de son PIB.

Source : Ndulu et O'Connell (2003).

[25] L'importance des progrès éducatifs ne fait pas consensus dans la littérature : les décompositions de Bosworth et Collins (2003) et Ndulu et O'Connell (2003) suggèrent que son influence sur la croissance a été relativement limitée, tandis que les travaux plus récents de Cho et Tien (2014) en font l'un des principaux contributeurs à la croissance tout au long de la période.

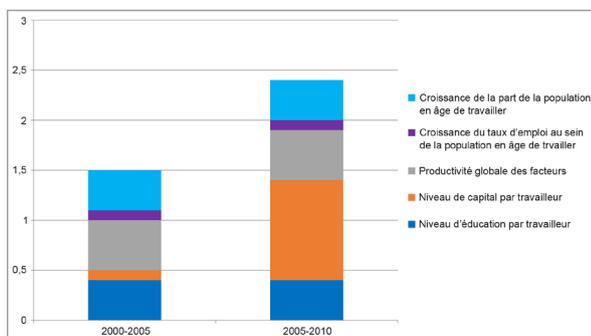
b. La comptabilité du décollage africain (2000-2010)

Que peuvent nous apprendre ces analyses sur la nature des performances de l'Afrique au cours de la période récente ? Cho et Tien (2014) ont prolongé l'exercice de comptabilité sur la période 2000-2010, dans un cadre théorique inspiré de celui Bosworth et Collins (2003). Deux principales conclusions ressortent de leurs analyses. Premièrement, une part significative de la croissance africaine provient d'une évolution favorable de la structure démographique. L'augmentation de la part des actifs dans la population totale de l'Afrique a mécaniquement contribué à améliorer le PIB par habitant. C'est l'une des principales ruptures intervenues depuis le milieu des années 1990. Deuxièmement, la croissance du PIB par habitant de l'Afrique reste principalement imputable à une amélioration du niveau de production par travailleur : cette amélioration s'explique à la fois par l'accumulation de capital physique et la croissance de la PGF (cf. graphique 18).

Graphique 18

Une analyse comptable du « miracle africain »

Décomposition de la croissance du PIB par habitant de l'Afrique (2000-2010) en pourcentage



Source : données issues de Cho et Tien (2014).

Comment expliquer l'impact des évolutions de la structure démographique ?

Pour mieux l'appréhender, Cho et Tien (*ibid.*) répliquent l'exercice de comptabilité de la croissance en distinguant trois groupes de pays : les pays à faible fertilité (Botswana, Afrique du Sud, etc.) sont ceux qui, ayant fait l'expérience d'une baisse du taux de fertilité dès les années 1960, ont atteint en 2008 un niveau inférieur à trois enfants par femme. Le groupe des pays à fertilité moyenne (Éthiopie, Kenya, Ghana, etc.) ont commencé leur transition dans les

années 1980 et 1990 : en 2008, leur taux de fécondité totale (TFT) est compris entre 3 et 5. Enfin, le dernier groupe rassemble les pays où les taux de fertilité n'ont pas sensiblement évolué à ce jour, et demeurent à un niveau supérieur à cinq. La croissance des pays à faible fertilité (plus modérée que celle des autres groupes) est principalement tirée par une augmentation de la part des actifs dans la population totale, ainsi que, dans une moindre mesure, par la croissance de la PGF. L'accumulation de capital a en revanche contribué négativement à la croissance de ces pays.

Pour les deux autres groupes, les gains liés aux changements démographiques sont plus limités. Les pays à forte fertilité ont été les plus dynamiques depuis 1995 : leur croissance a principalement été soutenue par une amélioration de la PGF. Les pays à fertilité moyenne ont connu une croissance plus faible. La croissance de la PGF et l'accumulation de capital ont toutes deux contribué positivement à la croissance à partir de 2005. Pour ces deux groupes de pays, la poursuite d'une transition démographique (ralentissement de la natalité, augmentation du nombre d'actifs dans la population totale) offre un potentiel de croissance du PIB par habitant très important.

Concernant l'accumulation de capital, les niveaux d'endettement public élevés et les contraintes qui pèsent sur les marges de manœuvre budgétaires expliquent que la croissance de l'investissement depuis le milieu des années 1980 a été essentiellement portée par le secteur privé (CNUCED, 2014). Le niveau d'épargne étant resté relativement stable au cours de la période, le déficit de financement s'est accru depuis cette date. Il a été comblé par des investissements directs étrangers (tandis que les flux d'aide au développement et les transferts des migrants se sont stabilisés, et que les exportations nettes continuent à jouer négativement). L'augmentation des investissements étrangers a profité prioritairement aux pays riches en ressources naturelles.

Les gains de productivité globale des facteurs sont plus difficiles à expliquer. La littérature sur ses déterminants suggère des pistes d'analyse diverses. L'impact de la transformation structurelle, c'est-à-dire le déplacement des ressources d'une économie depuis les secteurs traditionnels (notamment l'agriculture) vers les secteurs les plus productifs (notamment l'industrie manufacturière), est souvent présenté comme limité. Cho et Tien (*ibid.*) soulignent le rôle de la stabilité politique, dont ils mesurent les progrès à l'aide de l'indice de l'organisation non gouvernementale (ONG) Freedom House. Ils observent les bonnes performances en termes de croissance de la PGF des pays qui se sont « stabilisés » comme le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mozambique et la Tanzanie.

Ce travail permet-il d'apporter des éléments de réponse à la question de la pérennité de la croissance africaine ? Des ressorts communs avec celle des pays d'Asie de l'Est ou plus récemment, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Malaisie peuvent être identifiés : changement dans la structure démographique, augmentation substantielle de l'investissement. En ce qui concerne la structure démographique, des pays comme le Ghana, l'Éthiopie et le Nigeria connaissent aujourd'hui des situations comparables à celles de la Corée du Sud ou de l'Inde avant leur décollage. Toutefois, une juxtaposition des situations africaine et asiatique met en évidence la lenteur relative du processus dans le cas africain.

1.3.2 Que sait-on des causes profondes de la croissance africaine ?

Dans les années 1990 et jusqu'au milieu des années 2000, les publications les plus citées et discutées s'appuyaient sur des régressions de croissance, dans la continuité d'un article de Barro (1991)^[26]. Ces travaux économétriques, menés longtemps sur des données transversales puis, plus récemment, sur des données en panel, utilisent des taux de croissance moyens comme variable dépendante. Ces études mettaient notamment en évidence une « particularité » africaine, qui se matérialisait par le fait que la variable muette pour les pays africains était significative. Si l'ensemble de ces études ont enrichi l'état des connaissances sur les variables corrélées avec la croissance, elles rendent très difficilement compte des différences entre pays et surtout négligent totalement l'importance du caractère pérenne de la croissance.

La principale limite de cette approche tient à ce qu'en utilisant les taux de croissance moyens sur longue période, elle ne tient pas compte de la volatilité de la croissance, qui est pourtant une caractéristique fondamentale de l'Afrique (et des pays en développement en général). Pour pallier cette limite, des travaux plus récents se sont intéressés aux phases d'accélération de croissance et à leur durabilité (Hausmann *et al.*, 2005 ; Berg *et al.*, 2008). Ainsi, ces travaux mettent en évidence que s'il est assez simple d'obtenir une accélération de la croissance, il est en revanche relativement plus difficile de la maintenir.

D'après ces travaux, six catégories de variables sont considérées comme prépondérantes pour expliciter les différences en termes de durabilité de la croissance, à savoir (1) le revenu initial, les dotations en ressources et la géographie, (2) les chocs exogènes, (3) la stabilité macroéconomique,

(4) le commerce, (5) la qualité des institutions et la cohésion sociale, et (6) le capital physique et humain.

Dans la lignée de ses travaux, Arbache et Page (2009) ont étudié les accélérations et décélérations de croissance en Afrique subsaharienne. Ils observent une rupture après 1995 qui tient à deux facteurs : (1) une nette diminution de la fréquence et de l'ampleur des décélérations de croissance et (2) une hausse des épisodes d'accélération de croissance. Pour comprendre les ressorts de ce changement observé depuis 1995, plusieurs études (Tsangarides, 2012 ; FMI, 2010) ont cherché à identifier les facteurs sous-jacents au renforcement de la croissance en Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble, certains de leurs résultats convergent vers les conclusions suivantes :

- (1) les dotations en ressources naturelles et la géographie, facteurs traditionnellement mis en avant comme déterminants pour la croissance en Afrique, n'ont pas eu un rôle décisif dans le décollage observé depuis le milieu des années 1990 ;
- (2) les chocs exogènes (termes de l'échange, taux d'intérêt américain, sécheresses) ont un impact négatif particulièrement marqué sur la durabilité de la croissance en Afrique ;
- (3) de manière générale, la gestion macroéconomique (baisse de l'inflation, amélioration de la gestion des finances publiques) s'est améliorée dans les pays d'Afrique subsaharienne depuis le milieu des années 1990, contribuant à la baisse de la volatilité de la croissance ;
- (4) l'ouverture croissante aux échanges commerciaux est l'un des facteurs notables d'amélioration des taux de croissance en Afrique subsaharienne, notamment lorsqu'elle s'accompagne d'une diversification de la structure des exportations ;
- (5) l'amélioration des institutions politiques a joué un rôle déterminant, l'instabilité politique ayant fortement contribué à l'atonie de la croissance enregistrée par de nombreux pays au cours des précédentes décennies ;
- (6) l'accumulation de capital physique et humain s'est renforcée, en lien notamment avec les divers allègements de dette accordés depuis une vingtaine d'années, en particulier dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

[26] L'engouement des chercheurs pour ce type d'études amènent Durlauf *et al.* (2005) à parler d'une « industrie des régressions de croissance ».

2. La croissance de l'Afrique subsaharienne : une étude des structures productives

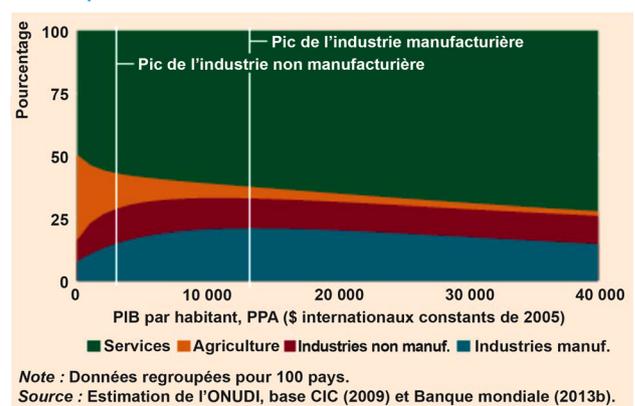
2.1. Transformation structurelle et croissance : quelles relations ?

2.1.1 Qu'est-ce que la transformation structurelle ?

Le processus de développement économique va de pair avec une transformation des structures productives. Cette transformation structurelle est généralement décrite comme le redéploiement de l'activité économique entre plusieurs grands secteurs : agriculture (qui au sens large comprend également la pêche, et la foresterie), industries non-manufacturières (exploitation des ressources naturelles, parfois rattachées au secteur primaire), industries manufacturières et services. Elle suit une trajectoire plus ou moins stéréotypée, qui apparaît clairement dans le graphique 19. Dans un premier temps, la part de l'agriculture se rétracte, tandis que les secteurs modernes (industrie manufacturière, extraction minière, services à forte valeur ajoutée, etc.) prennent de l'envergure. Une fois dépassé un certain niveau de revenu par habitant (compris entre 11 000 et 14 000 USD), une deuxième phase s'amorce, au cours de laquelle le secteur manufacturier se contracte à son tour, alors que les services continuent leur expansion^[27].

Graphique 19

Répartition du PIB par niveau de revenu et par secteur, 1963-2007



Source : graphique emprunté au rapport sur le développement industriel 2013 de l'ONUDI.

Le phénomène de transformation structurelle est l'un des faits stylisés les mieux documentés de la littérature économique. Déjà mis en évidence par les travaux des pionniers de l'économie du développement comme Fisher (1939), Clark (1940), Chenery (1960), Kuznets (1966), et Syrquin (1994), il a récemment fait l'objet d'un regain d'intérêt dans de nombreuses publications (Duarte et Restuccia, 2010 ; Herrendorf et al., 2013).

Clairement établi de manière empirique, ce phénomène s'est toutefois avéré complexe à expliquer théoriquement. La question de ses origines continue à nourrir une littérature abondante^[28]. Comment justifier le lien apparent entre l'augmentation du revenu par habitant d'une nation et l'évolution de la structure de son économie ? Les explications les plus communes mettent en lumière une relation de causalité à double sens : la croissance économique,

[27] Cette première définition – strictement économique – correspond à une acception restrictive du phénomène de transformation structurelle. Au sens large, il inclut l'ensemble des évolutions sociales et démographiques qui accompagnent celles des structures productives. Pour de Vries et al. (2013), la transformation structurelle comprend quatre processus, qui interagissent les uns avec les autres : (i) une réduction de la part de l'agriculture dans le PIB ; (ii) un mouvement rapide d'urbanisation ; (iii) un essor des secteurs industriels et des services ; (iv) une transition démographique qui passe par une baisse simultanée des taux de natalité et de mortalité. La définition suggérée par Matsuyama (2008) est encore plus large : « la transformation structurelle renvoie à une série d'évolutions complémentaires qui concernent différents aspects de l'économie, comme la composition sectorielle du PIB et de l'emploi, l'organisation du secteur industriel, du système financier, de la répartition des revenus et des richesses, de la démographie, des institutions politiques, et même du système de valeur d'une société. »

[28] Herrendorf et al. (2013), Matsuyama (2008) et Ju et al. (2013) offrent des revues d'ensemble de cette littérature.

par les changements qu'elle implique (sur la demande intérieure d'un pays et ses avantages comparatifs), suscite une transformation de la structure productive. Réciproquement, l'essor des secteurs modernes, plus productifs et qui offrent un potentiel d'innovation supérieur, encourage la croissance. Il permet, en outre, de créer les emplois nécessaires pour absorber la force de travail libérée par le secteur agricole, et contribue en ce sens à la soutenabilité sociale de la croissance.

2.1.2 Aux origines de la transformation structurelle : des moteurs naturels et des choix politiques

Les modèles théoriques mettent en jeu une grande variété de mécanismes pour expliquer l'enclenchement de la transformation structurelle. À l'origine, ce phénomène a été présenté comme le résultat naturel d'une augmentation du revenu national. Sans minimiser l'impact des mécanismes spontanés, des travaux récents ont mis en évidence le rôle des politiques publiques pour enclencher les dynamiques de transformation.

a. Pourquoi la transformation structurelle accompagne-t-elle naturellement la croissance économique ?

Les économistes se sont d'abord appliqués à justifier la dynamique de transformation structurelle dans des économies fermées. Dans la tradition inaugurée par le modèle de Lewis (1954), certains ont mis en évidence le rôle des « facteurs d'offre » (*productivity-driven mechanisms* ou « effets Baumol »). Dans ces modèles, les mouvements des travailleurs du secteur agricole vers ceux de l'industrie et des services résultent des différentiels de gains de productivité entre les secteurs. En particulier, les progrès réalisés dans le secteur primaire libèrent la force de travail nécessaire pour nourrir la population urbaine en forte croissance. D'autres travaux cherchent la source de la transformation

structurelle du côté de la demande (*preference-driven mechanisms* ou « loi d'Engel ») (Kongsamut *et al.*, 2001). L'augmentation du revenu se traduit par une diminution relative de la demande de biens primaires, dont l'élasticité-revenu est négative, au profit des biens industriels et des services. En réponse, l'appareil productif se transforme pour répondre aux évolutions de la demande nationale.

La force de ces deux types de mécanismes est largement atténuée lorsque l'hypothèse d'autarcie de l'économie est levée. Comme le note Matsuyama (1992), les gains de productivité dans le secteur agricole peuvent générer des avantages comparatifs durables dans la production de biens primaires, et ainsi figer la spécialisation d'un pays et empêcher sa transformation structurelle. En outre, en économie ouverte, l'appareil productif d'un pays n'est pas organisé pour répondre exclusivement à sa demande intérieure, mais évolue au gré de la demande internationale.

Dans une économie ouverte, la transformation structurelle est guidée par les évolutions des avantages comparatifs (*endowment-driven mechanisms*). Dans les modèles de Lin (2011) et Ju *et al.*, (2013), ces avantages comparatifs dépendent de la dotation factorielle des pays (travail, capital physique et humain, ressources naturelles). L'accumulation de capital physique et humain qui accompagne le développement économique modifie progressivement les avantages comparatifs des pays émergents, qui doivent théoriquement passer par une succession d'étapes (Balassa, 1979b ; « vol des oies sauvages », Akamatsu, 1962) : initialement avantagé dans la production de biens intensifs en ressources naturelles, un pays « standard » exportera ensuite des biens intensifs en travail peu qualifié, puis des biens intensifs en capital et en travail qualifié. Cette théorie est toutefois remise en question par les nouvelles théories du commerce international (cf. encadré 1).

Encadré 1 Les nouvelles théories du commerce international sont-elles compatibles avec les modèles de transformation structurelle en économie ouverte ?

Les modèles qui expliquent le processus de transformation structurelle par l'évolution des avantages comparatifs d'un pays (Lin, 2011) s'appuient sur une logique de type Hecksher-Ohlin, où la dotation en facteurs de production d'un pays détermine ses avantages comparatifs et donc sa spécialisation (théorème de Rybczynski). La pertinence de cette vision est partiellement remise en cause par les nouvelles théories du commerce international pour lesquelles les avantages comparatifs découlent d'une multiplicité d'autres facteurs (Leamer et Levinsohn, 1995) : taille des marchés (rendements croissants), structure des marchés (compétition imparfaite), position géographique des pays (coûts de transport), situations initiales (effets d'agglomération). Dans les modèles développés par Krugman (1980) ou Crafts et Venables (2003), rien ne prédestine les différents pays à suivre le processus standard de transformation structurelle. En particulier, développer une base industrielle s'avère très complexe pour les pays en développement, en raison des économies d'échelles qui caractérisent le secteur manufacturier, et qui favorisent les clusters des pays industrialisés de longue date. Enclencher une transformation structurelle peut alors nécessiter des interventions des gouvernements. Les nouveaux modèles de commerce international soulignent notamment le rôle clé des politiques commerciales et industrielles.



b. Comment la transformation structurelle est-elle influencée par les choix de politique économique

La transformation structurelle a longtemps été présentée comme un phénomène strictement naturel, qui découle des évolutions normales d'une économie en développement. Pourtant, les nouvelles théories du commerce international suggèrent que les politiques commerciales et industrielles d'un pays pourraient contribuer au déclenchement d'une dynamique de transformation. Il s'agit d'une question complexe, qui s'est posée de manière très concrète au moment du miracle asiatique. Selon certains économistes (Amsden, 1989 ; Wade, 1990 ; Chang, 2012), les politiques industrielles ont permis d'initier l'essor du secteur manufacturier, en « défiant » les avantages comparatifs naturels des pays d'Asie. Au contraire, d'autres auteurs (Ju *et al.*, 2013) ont davantage mis en avant le rôle des stratégies de développement extraverties (*outward oriented*) qui, succédant aux stratégies de substitution aux importations, ont conduit à l'adoption d'une spécialisation plus conforme aux avantages comparatifs.

Hausmann et Rodrik (2006) ont cherché à dépasser ce débat^[29] en développant une thèse intermédiaire. Les imperfections de marché (asymétries d'information et défaillances de coordination) constituent selon eux le principal obstacle à la transformation structurelle des pays en développement. Elles découragent les entrepreneurs à prendre les risques nécessaires pour tester les avantages comparatifs latents de leur pays. Les politiques publiques ont donc effectivement un rôle à jouer pour favoriser la transformation structurelle. Ce rôle, toutefois, ne consiste pas à déformer les avantages comparatifs latents, mais plutôt à les « révéler », grâce à des politiques d'accompagnement créant des conditions propices à l'expérimentation de nouvelles productions et exportations.

c. La transformation structurelle adopte-t-elle une pluralité de formes et de rythmes selon les pays et les époques ?

L'étude des moteurs – naturels et politiques – de la transformation structurelle est indissociable de la question de la diversité des formes et des rythmes qu'elle adopte. Il s'agit d'une question fondamentale pour apprécier la singularité

des dynamiques structurelles de l'Afrique. Syrquin et Chenery (1989) suggèrent qu'une économie évolue selon une séquence plus ou moins stéréotypée^[30]. Certains pays ont toutefois réussi à se développer sans suivre exactement le schéma de transformation structurelle standard. Dans quelle mesure ont-ils pu s'en éloigner, et pour quelles raisons ? Cette question appelle une réflexion sur les facteurs qui façonnent le profil de transformation structurelle d'une nation. La littérature économique a mis en avant différents éléments : la dotation en ressources naturelles d'un pays, sa taille, sa localisation, et l'environnement international qui prévaut au moment où il amorce son décollage économique.

Des études empiriques (Wright, 1990 ; Findlay et Lundahl, 1999 ; Wright et Czelusta, 2002) ont montré que les économies riches en ressources naturelles avaient tendance à suivre un schéma de transformation structurelle spécifique. Beaucoup de ces pays se sont développés en réservant une place prépondérante aux biens primaires dans leurs paniers d'exportations^[31]. C'est par exemple le cas de l'Australie, de l'Argentine, du Canada, de la Malaisie, et du Chili. Le succès de ces « exportateurs primaires » a été explicité dans les modèles de *staple growth* (Watkins, 1963 ; Hirschmann, 1958), où le secteur primaire joue le rôle d'entraînement vis-à-vis du secteur manufacturier. L'influence des ressources naturelles sur la forme de la transformation structurelle se réalise *via* plusieurs canaux. Elles peuvent « figer » les avantages comparatifs d'un pays dans la production de biens de base (Wood et Mayer, 2001). En outre, l'exploitation des ressources naturelles peut pénaliser l'essor du secteur manufacturier (« maladie hollandaise ») en suscitant une hausse prématurée des salaires et une appréciation de la monnaie (Corden et Neary, 1982).

Pour Chenery (1977), la forme de la transformation structurelle d'un pays dépend aussi de son poids démographique. Il observe que les grands pays connaissent une industrialisation plus précoce, et suppose que leur taille les aide à profiter des économies d'échelle qui caractérisent le secteur industriel. L'abaissement des barrières douanières depuis les travaux de Chenery peut néanmoins conduire à relativiser l'importance de ce facteur. Par ailleurs, dans une économie ouverte, les petits pays peuvent profiter des économies

[29] Les termes du débat sont très bien explicités par Chang et Lin (2009) dans un article présenté sous forme de questions/réponses entre les deux auteurs.

[30] "The transition may not be smooth and it may follow a variety of alternative paths, but the overall process of structural transformation – e.g. the transition from a low-income agrarian economy to an industrial urban economy – has enough common elements to justify its representation by a set of stylized facts." (Syrquin et Chenery, 1989).

[31] Wright (1990) montre que les exportations manufacturières américaines comportent un contenu factoriel en ressources naturelles important.

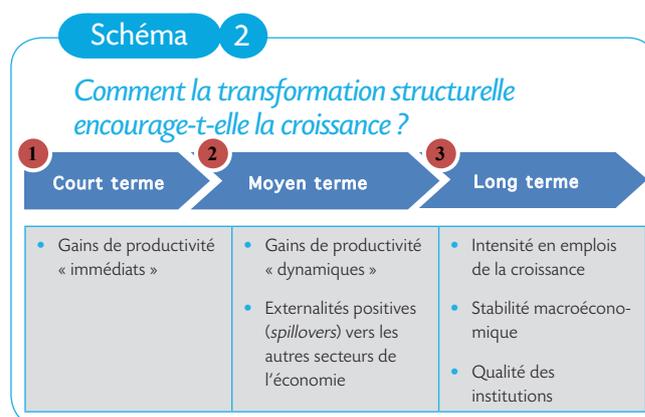
d'échelle aussi bien que les grands, en se spécialisant dans la production d'un nombre limité de biens (Alesina, 2003). L'essor rapide du secteur manufacturier dans les petits pays d'Asie de l'Est en est la meilleure illustration.

La localisation géographique d'un pays, à proximité ou non d'un grand marché, semble en revanche avoir une importance décisive sur le processus de transformation structurelle. Les activités industrielles ne se répartissent pas de manière homogène entre les territoires et les pays, mais ils s'agglomèrent en quelques pôles pour tirer profit des économies d'échelle et minimiser les coûts de transport. Les économies susceptibles de desservir facilement de grands marchés, grâce à leur situation géographique, sont naturellement avantagées dans le processus d'industrialisation.

Enfin, la forme et le rythme de la transformation structurelle dépendent des évolutions du contexte international. Balassa (1979a), Craft (1984) ou Akkus et Timmer (2008) montrent que les expériences des pays européens au XIX^e siècle, et celles des pays asiatiques dans la seconde moitié XX^e ne sont pas semblables. Les seconds ont pu capitaliser sur les innovations technologiques des premiers pour profiter d'un rattrapage accéléré (Gerschenkron, 1962). De la même manière, la question de la transformation structurelle de l'Afrique dans l'environnement mondial contemporain se pose dans une configuration inédite. Contrairement aux dragons asiatiques dans les années 1960 et 1970, les pays africains doivent faire face à la concurrence de pays qui ont pu accumuler des capacités productives (savoir-faire, capital humain, infrastructures physiques et maîtrise technologique) leur conférant un avantage significatif, qui n'est pas aujourd'hui compensé par des différences significatives de coût du travail. En revanche, Baldwin (2011) estime que l'éclatement des chaînes de production entre les différents pays (la « spécialisation verticale ») facilite la redistribution des activités industrielles depuis les cœurs industriels vers la périphérie. Elle permet aux nouveaux entrants de développer des capacités au niveau le plus accessible de la chaîne de valeur (le plus souvent les activités d'assemblage), pour remonter progressivement vers les maillons à plus forte valeur ajoutée.

2.13 Comment la transformation structurelle contribue-t-elle à la croissance ?

La transformation structurelle n'est pas un simple sous-produit de la croissance économique : elle en est également l'un des principaux moteurs (Ros, 2000 ; Ocampo, 2005 ; Hausmann et Rodrik, 2006). Elle influence non seulement le niveau de la croissance, mais également sa qualité (définie comme sa capacité à réduire la pauvreté et améliorer les indicateurs sociaux) et donc sa pérennité. Cette influence passe par un certain nombre de canaux de transmission, plus ou moins clairement établis dans la littérature économique, dont le schéma 2 propose une représentation synthétique. Les différents canaux y sont catégorisés selon une perspective chronologique pour distinguer les effets immédiats de ceux qui se déploient dans la durée.



Source : les auteurs.

1. L'effet le plus direct de la transformation structurelle intervient à court terme. En permettant la réallocation des ressources économiques d'un pays vers les secteurs les plus productifs, elle génère des gains immédiats de productivité. Comme nous le verrons, c'est ce canal qui est étudié par McMillan et Rodrik (2011) pour établir un diagnostic d'une transformation structurelle « réductrice de croissance » en Afrique entre 1990 et 2000^[32].

2. En plus de cet effet immédiat (*'one-shot structural bonus'*, Szirmai, 2012), la transformation structurelle a un impact dynamique sur le niveau de la productivité^[33]. En effet, toutes les

[32] Ces auteurs montrent que la transformation structurelle s'opère à l'envers : la productivité est tirée vers le bas par un redéploiement de la force de travail depuis les secteurs les plus productifs vers les secteurs traditionnels. Une revue plus détaillée de cet article et des autres publications portant sur les dynamiques structurelles en Afrique est présentée dans la section 2.3.1.

[33] Il est important de noter que l'importance des canaux de transmission dynamiques est toujours débattue dans la littérature économique. Pour Bhagwati (2010), la nature des biens produits par un pays n'a pas d'effet sur sa croissance : « *The dubious notion that we should select economic activities based on their presumed technical innovativeness has been carried even further, in support of the argument that we should favor semiconductor chips over potato chips. [...] But it is what you consume, not what you produce, that influences what sort of person you will be and how that affects your economy and your society* ». Comme pour lui répondre, Rodrik défend quant à lui la thèse d'un « impératif manufacturier » (2011) et souligne les risques d'une « désindustrialisation prématurée » (2013d).



activités n'ont pas la même capacité à générer du progrès technique et à le transmettre aux autres branches de l'économie. À cet égard, le développement du secteur industriel paraît offrir des perspectives particulièrement avantageuses. Des travaux de recherche (Rodrik, 2013b) ont mis en évidence un phénomène de « convergence inconditionnelle » de la productivité dans le secteur manufacturier, c'est-à-dire une « *tendance automatique à combler l'écart de productivité avec les pays avancés pour atteindre la frontière technologique du secteur, indépendamment des circonstances extérieures* ». Parmi les pistes susceptibles d'expliquer ce mécanisme de rattrapage automatique, plusieurs caractéristiques propres au secteur manufacturier sont généralement avancées : opportunités d'investissement plus nombreuses, économies d'échelles, potentiel de progrès technologiques plus élevé (Szirmai, 2012). Ces gains de productivité se diffusent à l'ensemble de l'économie grâce aux externalités positives (Lall, 2005). La force de ces effets d'entraînements tient à ce que le secteur manufacturier est moins enclavé que celui des ressources naturelles. Les liaisons en amont et en aval (*'backward and forward linkages'*) avec les autres secteurs (Hirschmann, 1958 ; Kaplinsky, 2012) sont particulièrement importantes, facilitant les progrès de la productivité de l'ensemble de l'économie.

3. À long terme, la transformation structurelle conditionne la pérennité et la qualité de la croissance, dans la mesure où elle détermine son intensité en emplois. L'essor économique s'accompagne en général d'une transition démographique, au cours de laquelle la part des actifs dans la population totale augmente de manière rapide, générant des tensions fortes sur le marché du travail (Bloom et Williamson, 1998). Cette évolution de la structure démographique offre des perspectives de développement inédites, mais s'accompagne également de défis importants, notamment sur le plan social. Pour réaliser leur « dividende démographique » potentiel, les pays en développement doivent s'appuyer sur une création d'emplois très dynamique. Or, la croissance ne conduit pas automatiquement à la création des emplois nécessaires : ce sont les dynamiques structurelles qui déterminent l'intensité en emplois de la croissance (Martins, 2014). Par exemple, le secteur manufacturier génère plus d'emplois que celui des ressources naturelles. En outre, les emplois manufacturiers sont généralement plus productifs, mieux payés, davantage

ouverts aux femmes et ils offrent aux travailleurs de meilleures conditions de travail ainsi que des opportunités d'amélioration des compétences (Onudi, 2013).

4. La transformation structurelle favorise également la croissance, dans la mesure où elle est un facteur de stabilité macro-économique (Ocampo, 2005 ; Cnuced, 2014 ; FMI, 2014a). La littérature récente sur les accélérations de croissance montre que les pays qui réussissent à se développer se distinguent des autres par la moindre volatilité de leur croissance (Pritchett, 1998). Dans les pays en développement, la balance des paiements joue un rôle crucial dans la détermination des cycles économiques. En l'absence de transformation structurelle, les économies émergentes tendent à rester très dépendantes de leurs exportations de ressources naturelles et de biens primaires, dont les cours sont très volatils. En conséquence, elles sont plus exposées aux évolutions du contexte international et connaissent des déséquilibres chroniques de leurs balances des paiements. La transformation structurelle, dans la mesure où elle implique une diversification de la structure productive^[34] (Imbs et Wacziarg, 2003) protège les pays en développement des retournements de conjoncture et permet d'éviter les interruptions prématurées des phases de croissance.

5. Enfin, certains travaux soulignent l'influence de la transformation structurelle sur les trajectoires de croissance des pays en développement, par l'intermédiaire de son impact sur la qualité des institutions. Johnson *et al.* (2007) observent que les épisodes de croissance sont caractérisés par une évolution simultanée des structures productives et des institutions^[35]. C'est pour eux le signe que les institutions sont endogènes aux évolutions économiques et sociales : l'essor du secteur manufacturier au détriment du secteur agricole, l'urbanisation, et la transition démographique ont un impact sur les rapports sociaux et, *in fine*, sur le cadre juridique et politique des États. Johnson *et al.* (*ibid.*) remarquent en outre que les progrès institutionnels sont plus importants dans les pays exportateurs de biens manufacturiers que dans ceux spécialisés dans les ressources naturelles. Ce dernier groupe de pays a souvent fait l'expérience d'augmentations brutales des exportations consécutives à des pics de prix des matières premières, sans que s'ensuive une amélioration proportionnée de la qualité des institutions^[36].

[34] Nous reviendrons dans le détail sur les relations entre diversification de la structure productive et transformation structurelle dans une partie ultérieure.

[35] Ces auteurs s'inspirent de la démarche utilisée par Acemoglu, Johnson et Robinson (2005), qui ont établi un lien entre l'expansion du commerce transatlantique après 1500 et le décollage économique de l'Europe. En particulier, ils montrent que l'ouverture commerciale a conduit à une évolution de la répartition du pouvoir économique au sein des sociétés européennes, en faisant émerger une classe bourgeoise. Cette évolution sociale a elle-même favorisé une modernisation des institutions, et en particulier une meilleure protection du droit de propriété, qui a servi de socle à l'émergence économique.

[36] Cet argument est en fait une reformulation de la thèse classique d'une « malédiction des ressources naturelles ». Lorsque la rente issue de l'exploitation des ressources naturelles augmente, les gouvernements sont moins incités à améliorer les institutions (Ross, 2001).

2.1.4 Une transformation structurelle atypique en Afrique subsaharienne ?

a. La question de la transformation structurelle se pose avec une acuité particulière en Afrique

La transformation structurelle joue un rôle central dans le processus de développement. Plusieurs caractéristiques des économies africaines semblent indiquer que ce constat s'applique avec un à propos particulier dans la configuration africaine contemporaine. Tout d'abord, les économies d'Afrique sont caractérisées par des écarts très importants de productivité du travail entre les secteurs. S'il est vrai que ce type d'écart est une caractéristique courante des pays en développement, McMillan et Rodrik (2011) notent qu'ils atteignent une importance particulière dans le continent africain. D'après de Vries *et al.* (2013), le secteur agricole, qui emploie 60 % de la force de travail, ne réalise que 13 % du PIB^[37].

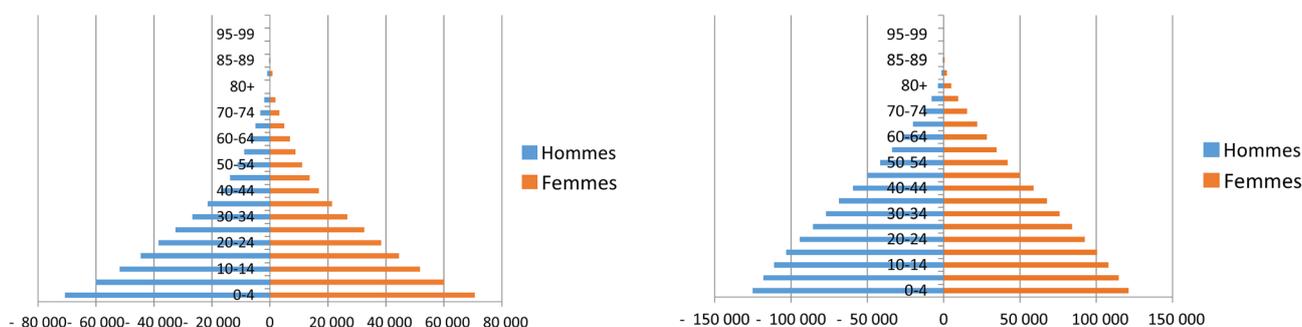
Par ailleurs, les dynamiques démographiques à l'œuvre dans le continent africain rendent particulièrement urgente

la création d'emplois stables dans le secteur formel, afin d'absorber les flux de nouveaux travailleurs. D'après le graphique 20, qui montre l'évolution attendue de la pyramide des âges africaine entre 2010 et 2050, la part de la population active dans la population totale devrait considérablement augmenter. Selon Losch *et al.* (2013), 330 millions d'Africains arriveront sur le marché du travail d'ici 2025, soit l'équivalent de la population actuelle des Etats-Unis. Ce chiffre, qui mesure le « dividende démographique » potentiel pour les économies d'Afrique, met symétriquement en évidence l'importance du défi que représente l'intégration économique des jeunes actifs. De surcroît, Losch *et al.* (*ibid.*) mettent en évidence qu'environ 60 % de ces nouveaux actifs vivront en zone rurale, suggérant que l'agriculture continuera à jouer un rôle clé. Toutefois, l'Afrique connaît une urbanisation rapide. Or, si elle n'est pas couplée à un essor concomitant du nombre d'emplois dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services, l'urbanisation pourrait générer des déséquilibres majeurs sur le continent.

Graphique 20

Afrique subsaharienne : un dividende démographique à saisir

Pyramide des âges de l'Afrique subsaharienne en 2010 et 2050

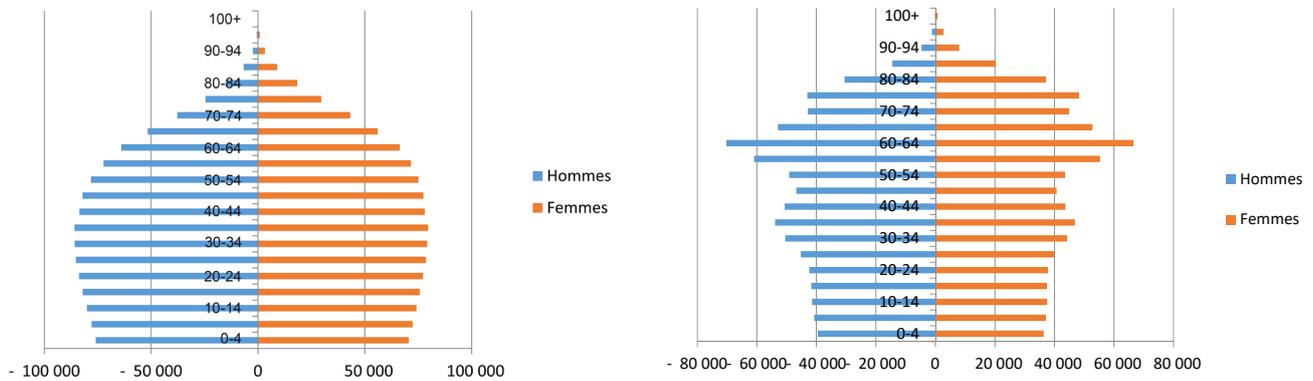


[37] Ainsi Page (2012) estime qu'à productivité sectorielle constante, un pur ajustement structurel vers la structure de production typique d'un pays à revenu moyen de la tranche inférieure augmenterait la productivité agrégée par un facteur de 1,6 en Éthiopie, 1,8 en Zambie et 2,2 au Malawi. En revanche, McMillan *et al.* (2014) montrent que le différentiel de productivité suit une courbe en U en fonction du niveau de revenu ; le différentiel est donc encore dans sa phase croissante dans les pays les moins avancés, impliquant une accélération à venir de la migration hors de l'agriculture.

Graphique 21

L'Asie du Sud et de l'Est est plus avancée dans sa transition démographique

Pyramide des âges de l'Asie du Sud (à gauche) et de l'Est (à droite) en 2050



Note : les projections pour l'année 2050 sont celles du scénario « fertilité moyenne », qui est présenté comme le plus probable.

Source : World Population Prospects, the 2012 Revision (2013), United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

**b. Les dynamiques structurelles
en Afrique subsaharienne : la thèse récurrente
d'une transformation trop lente et orientée
vers les services ?**

Depuis le milieu des années 1990, l'Afrique enregistre ses meilleures performances économiques de la période post-coloniale. D'après McMillan et Rodrik (2011), les dynamiques structurelles ont contribué négativement à cette croissance. Pour un panel de 38 pays^[38], ils décomposent en deux éléments les progrès de la productivité globale des facteurs sur la période 1990-2005 : (i) l'augmentation de la productivité de chaque secteur (*within effect*), et (ii) le déplacement de la force de travail entre les différents secteurs (*between effect*), c'est-à-dire la transformation structurelle. Ils estiment qu'en Afrique (comme en Amérique du Sud, et contrairement à l'Asie de l'Est), ce second élément a contribué négativement à la croissance de la PGF. Une nouvelle version de l'article (McMillan *et al.*, 2014) affine ce diagnostic. La période étudiée est découpée en deux sous-intervalles : 1990-2000 et 2000-2005. Ce nouveau découpage fait apparaître une rupture dans l'expérience africaine autour de l'année 2000. Après cette date, on observe une contribution de la transformation structurelle à la croissance légèrement positive.

Cet article a ouvert le débat sur la question de la transformation structurelle en Afrique et a généré une littérature académique conséquente. En utilisant la même méthode sur une période plus longue (1960-2010), de Vries *et al.* (2013) ont cherché à recomposer un tableau plus complet de l'expérience de transformation structurelle africaine. Selon eux, entre 1960-1975, la réallocation des ressources vers le secteur manufacturier a contribué à améliorer la productivité globale de l'économie. Cette contribution est devenue négative entre 1975 et 1990, sous l'effet des plans d'ajustement structurels, qui ont exposé à la concurrence internationale des entreprises publiques non compétitives. Au cours des vingt années qui ont suivi (1990-2010), la transformation structurelle a de nouveau joué un rôle légèrement positif sur la croissance, grâce à une réallocation de la force de travail depuis le secteur agricole vers les services.

McMillan et Harttgen (2014) confirment le tournant constaté depuis les années 2000. Ils estiment que le miracle africain s'appuie sur une « révolution silencieuse » dans le secteur agricole. La proportion de la population employée dans ce secteur a reculé de 10 % entre 2000 et 2010. La force de travail libérée a été absorbée par le secteur des services (+ 8 %) et, dans une moindre mesure, l'industrie

[38] L'échantillon comprend neuf pays africains : l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, Maurice, le Nigeria, le Sénégal et la Zambie.

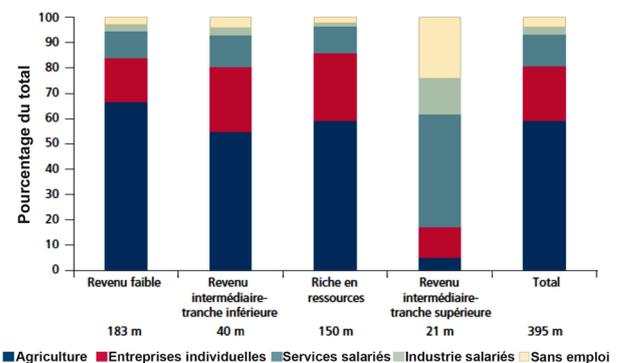
manufacturière (+ 2 %). La thèse d'un redéploiement précoce des ressources économiques vers les services est également avancée par Jedwab *et al.* (2014), qui s'intéressent au paradoxe africain d'une urbanisation sans transformation structurelle. Selon eux, les « villes de consommation » africaines se distinguent des « villes de production » asiatiques, parce que leur développement est mû par l'essor des services (commerce de gros et de détail, tourisme, transport) et non par le développement d'activités manufacturières.

Ces dynamiques structurelles ont-elles permis de faire émerger suffisamment d'emplois, notamment dans le secteur formel ? Teal (2011) a montré qu'entre 1999 et 2006, le nombre d'emplois salariés au Nigeria a diminué^[39] en termes absolus. Une publication conjointe de la Banque mondiale et de l'AFD estime que seulement 16 % des ressortissants africains actifs travaillent dans le cadre d'un emploi salarié (cf. graphique 22), c'est-à-dire pour lequel « ils perçoivent un salaire régulier et parfois d'autres prestations complémentaires » (Banque mondiale et AFD, 2014b)^[40].

Dans un exercice de projection, Fox *et al.* (2013) dépeignent un tableau prospectif pessimiste de l'évolution de l'emploi sur le continent (sur la base de données d'enquête auprès des ménages et d'un modèle qui lie la structure de l'emploi aux évolutions attendues en termes de croissances économique et démographique). Même à partir d'hypothèses de croissance élevée d'ici 2020, ils avancent que l'agriculture emploiera encore une majorité de la main-d'œuvre disponible à cette date, et que la part de la population active salariée du secteur privé ne devrait pas évoluer significativement.

Graphique 22

Estimation de la structure de l'emploi en Afrique selon le type de pays



Note : sur l'axe horizontal, les chiffres montrent la taille de la population active âgée de 15 à 64 ans dans chaque groupe. Les pays riches en ressources naturelles incluent l'Angola, le Tchad, la RDC, la Guinée, le Nigeria, la République du Congo, le Soudan, le Soudan du Sud et la Gambie.

Source : Fox *et al.* (2013).

2.2. Comment mesurer la transformation structurelle de l'Afrique subsaharienne ?

2.2.1 À la recherche d'un bon indicateur de transformation structurelle

Les travaux sur les dynamiques structurelles en Afrique précédemment cités (McMillan et Rodrik, 2011 ; de Vries *et al.*, 2013 ; McMillan et Harttgen, 2014) convergent à la fois sur leurs conclusions et sur leur approche du sujet. La transformation structurelle y est mesurée à travers les migrations de la force de travail entre les secteurs, à partir des données proposées par le *Groningen Growth and Development Center*.

Il ne s'agit pourtant que d'un indicateur de la transformation structurelle parmi d'autres. Le tableau 7 propose un recensement des différentes mesures couramment utilisées dans la littérature. Il établit une distinction entre les indicateurs qui prennent en compte les mouvements de facteurs de production (*inputs*) entre les secteurs, et ceux qui s'intéressent à la part de chaque secteur dans la production totale ou aux exportations (*output*)^[41].

[39] Le nombre d'emplois non-salariés a en revanche augmenté en ligne avec la population totale (Teal, 2011 ; CEPII, 2014).

[40] Les pays riches en ressources sont particulièrement pénalisés sur le front de l'emploi (Fox *et al.*, 2013). Les secteurs extractifs sont peu créateurs d'emplois, et les rentes qu'ils génèrent peuvent conduire à une appréciation du change et à une augmentation des salaires réels qui pénalisent les autres secteurs de l'économie.

[41] Les deux méthodes (*input et output*) peuvent donner des images assez différentes des dynamiques structurelles dans un pays donné. En plus de la faible qualité des statistiques disponibles, cela traduit les différences d'intensité en emplois des différents secteurs. Par exemple, on considère généralement qu'une forte croissance du secteur des ressources naturelles se traduit par une création d'emplois modeste.



Tableau 7 Panorama des mesures de la transformation structurelle

	Principe	Bases de données de référence
L'allocation des facteurs de production (<i>inputs</i>)	INDICATEUR : Mouvements des travailleurs entre les secteurs RÉFÉRENCE : McMillan et Rodrik (2011)	GRÖNINGEN GROWTH AND DEVELOPMENT CENTER, <i>GGDC 10-Sector Database</i> , Version 2014
La répartition de la production (<i>output</i>)	INDICATEUR : Évolution de la contribution des secteurs au PIB, en particulier la valeur ajoutée manufacturière RÉFÉRENCE : Page (2012) INDICATEURS : Contribution des secteurs aux exportations totales, indices de diversification et de sophistication des exportations RÉFÉRENCE : Cadot <i>et al.</i> (2011)	BANQUE MONDIALE, <i>World Development Indicators</i> , 2014 ONU, <i>INDSTAT 4 - 2014 Edition, Industrial Statistics Database</i> CEPII, BACI: <i>International Trade Database at the Product-Level. The 1994-2007 Version</i> FMI, <i>New Diversification Toolkit</i> , 2014

Source : les auteurs.

La transformation structurelle détermine si la croissance économique des pays en développement génère les emplois nécessaires pour absorber l'afflux des nouveaux actifs sur le marché du travail. Dans cette perspective, étudier les évolutions des structures productives sous l'angle des mouvements de la force de travail entre les secteurs offre un avantage certain, en permettant d'apprécier facilement leurs conséquences en termes d'emplois (Martins, 2014). Toutefois, les données disponibles sur la répartition sectorielle des travailleurs dans les pays d'Afrique sont rares. La base de données du *Gröningen Growth and Development Center* ne porte que sur onze pays africains, tous anglophones, ce qui limite de fait les comparaisons intra-africaines. En outre, la qualité de ces données paraît difficile à apprécier. Elles ne s'appuient pas sur les comptes établis par les instituts statistiques nationaux mais sur des données d'enquête obtenues auprès des ménages et des entreprises. Ce constat n'affaiblit pas forcément la crédibilité des données mais pose la question de leur homogénéité sur l'ensemble du continent africain.

Une analyse de la composition sectorielle de la production des pays (en particulier, de la part de la valeur ajoutée manufacturière dans leur PIB) permet également d'appréhender de manière simple les dynamiques structurelles. Les données nécessaires sont mises à disposition dans des bases de la Banque mondiale et de l'ONU, à partir des comptes

nationaux fournis par les appareils statistiques des différents pays africains. La question de la fiabilité de ces données reste posée : les changements radicaux constatés dans la composition des PIB ghanéen et nigérian au lendemain des révisions de 2010 et 2014 montrent combien il est difficile d'arriver à des diagnostics précis à partir de ce type d'analyses.

Au-delà des problèmes liés à la fiabilité des statistiques disponibles, ces deux indicateurs – allocation du facteur travail et évolution de la composition du PIB – relèvent d'une vision trop étroite de la transformation structurelle. La transformation structurelle ne se limite pas à une réallocation des ressources entre les secteurs. Elle implique également une réallocation intra-sectorielle, depuis les activités à faible productivité vers celles à plus forte valeur ajoutée, plus intensives en technologie et plus sophistiquées (ONU, 2013). L'analyse de la structure productive par grand secteur conduit à considérer comme équivalents des biens très hétérogènes sur le plan de la qualité^[42]. En outre, les frontières des classifications sectorielles tendent à être de moins en moins nettes. Certaines activités qui n'entrent pas dans la catégorie des activités industrielles (fleurs coupées et produits horticoles au Kenya et en Éthiopie) s'appuient sur des technologies sophistiquées et des processus de production symptomatiques d'une transformation structurelle (Page, 2012). La nature du bien final (agricole, manufacturier, service) compte finalement moins que la manière dont il est produit (Lederman et Maloney, 2012).

[42] Pour reprendre la formule de Lederman et Maloney (2012) : "[What matters] is not whether an economy exports wine or microchips ; it is about whether the economy produces Château Margaux for US\$ 2,000 or Charles Shaw's Two-buck Chuck."

Pour tenir compte de l'hétérogénéité entre les biens d'un même secteur (sur le plan de la sophistication et du mode de production), il est dès lors tentant d'abandonner les raisonnements « à l'échelle des secteurs », pour s'intéresser à la transformation structurelle « à l'échelle des biens ». C'est l'approche qu'ont cherché à développer Hausmann *et al.* (2007)^[43] et Lall *et al.* (2006). Plutôt que d'essayer de rattacher les différents biens produits par un pays à l'un des principaux secteurs, ils développent des indicateurs qui en mesurent le niveau de sophistication. Dans cette optique, la transformation structurelle relève moins d'une recombinaison sectorielle de la production que d'une amélioration de son score de sophistication^[44] (cf. encadré 2).

Encadré 2 Faut-il mesurer la transformation structurelle « à l'échelle des secteurs », des « biens » ou des « tâches » ?

Une approche de la transformation structurelle « à l'échelle des secteurs » offre une vision simple mais réductrice du phénomène dans la mesure où elle ne tient pas compte de l'hétérogénéité très forte de la sophistication des biens au sein d'un même secteur.

Toutefois, une approche « à l'échelle des biens » (qui prend donc en compte les différences de qualité entre les produits d'un secteur), n'est elle-même pas exempte de critiques. En effet, en évaluant le niveau de développement d'un pays à l'aune de la sophistication des biens qu'il exporte [à la manière de Hausmann *et al.* (2007)] on suppose implicitement que le pays a produit ce bien dans sa totalité. Or, les chaînes de production des biens sont souvent dispersées entre différents pays (Baldwin, 2011 ; OCDE, 2014). Un pays ne participe souvent qu'à une étape de la fabrication d'un produit. Il est spécialisé dans la réalisation d'une « tâche », plutôt que dans la production d'un bien (Schott, 2004)^[45]. Pour la production d'un bien donné, certaines tâches mettent en jeu du capital humain qualifié et des technologies avancées (conception, fabrication des composants complexes), tandis que d'autres font appel à des compétences très limitées (assemblage). Dès lors, c'est moins la sophistication des biens produits par un pays que celle des tâches qu'il réalise qui est révélatrice du niveau d'avancement de sa transformation structurelle (Lederman et Maloney, 2012).

Une autre manière d'appréhender la transformation structurelle consiste à étudier la dynamique de diversification des appareils productifs (cf. encadré 3). De nombreux travaux ont mis en évidence que le développement économique passe par une phase de diversification de la structure productive et des exportations (Imbs et Wacziarg, 2003 ; Klinger et Lederman, 2004 ; Cadot *et al.*, 2011). Un pays en développement commence par produire une plus grande variété de biens, avant de se re-spécialiser – une fois atteint un certain niveau de développement – dans la production d'un nombre plus limité de biens. Au-delà du déclin de l'agriculture au profit de l'industrie, la transformation structurelle recouvre donc un processus plus général d'expansion du nombre de biens produits par chaque pays.

Ce constat empirique vient nourrir un débat qui divise les économistes de longue date. Dans les sphères politiques, l'intérêt de diversifier la structure productive a été intuitivement bien perçu par les dirigeants des pays en développement (Cadot *et al.*, 2011), la diversification permettant de limiter l'exposition des pays aux chocs exogènes et d'assurer une plus grande stabilité macroéconomique (Acemoglu et Zilibotti, 1997). En revanche, les théories classiques du commerce international (Heckscher-Ohlin) ont tendance à souligner les bénéfices de la spécialisation dans la production d'un nombre limité de biens. Même dans les nouveaux modèles du commerce international, une forte concentration de l'activité économique peut être profitable en raison des économies d'échelle. Cadot *et al.* (2011) interprètent la phase de diversification comme la période où de nouvelles capacités productives sont développées pour exploiter les nouveaux avantages comparatifs du pays, tandis que les anciennes capacités (basées sur les anciens avantages comparatifs) ne sont pas encore démantelées.

[43] Dans leur étude, ces auteurs utilisent deux indicateurs. L'indice PRODY mesure le niveau de productivité associé à un bien donné, et l'indice EXPY, le niveau de productivité associé au panier des biens exportés par un pays.

[44] Cette approche de la transformation structurelle n'est pas irréconciliable avec la définition traditionnelle « par secteurs ». Anand *et al.* (2012) montrent que l'industrie et les services sont les principaux « secteurs de sophistication », par rapport au secteur primaire où le potentiel de transformation des biens est limité. La sophistication de la structure productive d'un pays est donc théoriquement le reflet de l'essor des activités manufacturières et des services.

[45] Schott (2004) interroge la conformité des profils de spécialisation des pays à leurs dotations factorielles (hypothèse d'Heckscher-Ohlin). Il observe que les spécialisations des pays sont incohérentes à l'échelle des produits (« *across products* »), mais qu'elles s'expliquent très bien lorsque l'on raisonne à l'échelle des tâches (« *within products* »).



Encadré 3 Transformation structurelle
et diversification : des synergies ?

Pendant longtemps, les travaux sur la transformation structurelle et la diversification des exportations se sont largement ignorés (FMI, 2013). Aujourd'hui, le rapprochement de ces deux champs de recherche offre des perspectives intéressantes. Si l'effort de réconciliation théorique est encore inachevé, il est devenu un objectif explicite des économistes du FMI (Papageorgiou *et al.*, 2013)^[46].

La vision traditionnelle de la transformation structurelle (essor du secteur manufacturier et des services, déclin du secteur agricole) est largement compatible avec le processus de diversification mis en évidence dans la littérature (FMI, 2013 ; Cottet *et al.*, 2012). Une structure productive très concentrée reflète en général une hyperspécialisation dans les ressources naturelles et les biens primaires. La diversification d'une économie suppose de transformer davantage les matières premières, et donc de développer des capacités industrielles et des services.

C'est cet indicateur – l'évolution du niveau de diversification – qui est retenu dans le cadre de cette étude de la transformation structurelle en Afrique. L'analyse se concentrera sur la diversité du panier d'exportations, dans la mesure où les données sur la production souffrent de nombreuses limites. Les données de commerce international sont, quant à elles, réputées de bonne qualité, chaque flux d'exportations pouvant être confirmé par un enregistrement « miroir » de l'importateur^[47].

Les indices de diversification présentent l'avantage d'être plus simples à mesurer que le niveau de sophistication (FMI, 2014a). Toutefois, dans la mesure où les indices de diversification renseignent peu sur le type de spécialisation d'un pays (en particulier sur la place respective des produits primaires et transformés dans le panier d'exportation), une piste de recherche intéressante serait de combiner l'étude en termes de diversification avec une analyse en termes de sophistication.

2.2.2 Présentation de l'indice de diversification

Cette étude s'appuie sur la base de données du FMI (*The New Diversification Toolkit*^[48]). Traditionnellement, la diversification se mesure par des indicateurs statistiques issus de l'analyse des inégalités des revenus, et qui sont appliqués aux données d'exportations (indices de Herfindahl, de Gini et de Theil). Le FMI a choisi de travailler avec un indice de Theil, dont les principales propriétés sont décrites dans le tableau 8. Inspiré de la mesure de l'entropie, l'indice de Theil mesure l'écart entre un panier d'exportations « fictif », où la distribution entre les différents produits est strictement égalitaire, et la distribution constatée dans le vrai panier d'exportation. Ainsi, si l'indice de Theil est nul, la distribution est parfaitement égalitaire. Plus l'indice de Theil se situe à un niveau proche de zéro, plus le niveau de diversification est élevé.

Cet indice d'entropie se singularise par une intéressante propriété de décomposition. Il permet de distinguer deux types de diversification :

- une diversification à la marge intensive, qui procède du rééquilibrage des parts de chaque produit (déjà exporté) par le pays au sein du panier de biens exportés ;
- une diversification à la marge extensive, qui résulte de l'addition de nouvelles lignes d'exportations. C'est cette seconde forme de diversification qui explique la plus grande partie de la diversification dans les pays en développement (Cadot *et al.*, 2011)^[49].

Les indices sont calculés par le FMI à partir d'une version mise à jour de la base UN-NBER, qui harmonise les données Comtrade. La base de données ainsi construite couvre la plupart des pays africains sur la période 1962-2010.

[46] "There is a consensus that economic development critically involves structural transformation. At the same time, broad patterns uncovered in the relationship between export diversification and income per capita. While both literatures flourish, they move independently, as if there isn't a close relationship between the two processes. This paper tries to close this gap by incorporating diversification and structural transformation in a unified growth model." (Papageorgiou *et al.*, 2013).

[47] À tout le moins, il est possible de formuler un jugement averti sur leur qualité : « Les différences entre la valeur des importations et celle des exportations ne permettent pas un recours systématique aux données « miroir » pour pallier les limites des données d'exportations. [...] Deux problèmes se posent : En premier lieu, les flux d'exportations étant déclarés franco à bord (FAB), il existe un écart potentiellement significatif avec la valeur des flux d'importations, qui incluent pour leur part les coûts assurance-fret (CAF). En second lieu, les données miroirs sont parfois elles-mêmes sujettes à d'importantes erreurs ou à une absence de déclaration, lorsque le pays importateur est lui-même un déclarant peu fiable. Au total, la valeur des flux qui ne font l'objet que d'une seule déclaration (importateur ou exportateur) représentent près de 33 % de la valeur des flux totaux » (AFD, 2012).

[48] Téléchargeable à l'adresse : <https://www.imf.org/external/np/res/dfidimf/diversification.htm>

[49] Cette décomposition ne doit pas être confondue avec la distinction établie par Melitz (2003) et fréquemment reprise dans la littérature. Melitz décompose la croissance des exportations (et non leur diversification) en une marge intensive (accroissement du niveau des exportations existantes) et une marge extensive (apparition de nouveaux produits). Une croissance des exportations à la marge intensive (au sens de Melitz) conduit à une concentration des exportations.

Tableau 8 Présentation de l'indice de diversification construit par le FMI

Nom de l'indice	Indice de Theil (ou d'entropie)
Données sources	Base de données des Nations unies (<i>UN Comtrade Database</i>) Niveau de désagrégation le plus élevé de la base (HS6)
Formule	$E = \sum_i s_i \ln\left(\frac{1}{s_i}\right)$ <p>où $s_i = \frac{x_i}{\sum_i x_i}$ désigne la valeur des exportations du bien i $X_i = \sum_{i=1}^n s_i$ désigne la part des exportations du bien i dans les exportations totales calcul la part cumulée des parts dans les exportations des biens i</p>
Descriptif de la mesure	Mesure la dispersion des parts dans les exportations totales

Avant d'étudier l'évolution des structures productives africaines, il paraît utile de tester la cohérence de la base de données du FMI avec les principales conclusions de la littérature existante.

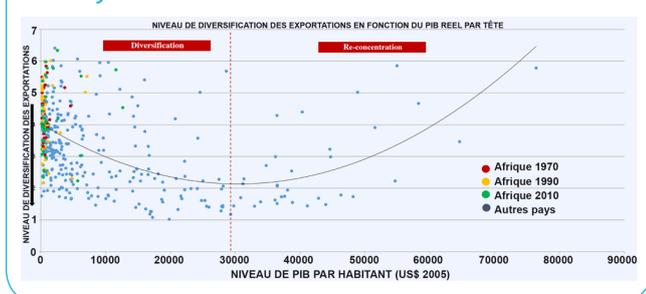
La base de données du FMI vérifie la relation en « U » constatée entre le PIB par habitant et les indices de diversification des exportations (Imbs et Wacziarg, 2003 ; Cadot *et al.*, 2011) (cf. graphique 23). Au sein des pays africains, aucune relation claire ne peut toutefois être identifiée entre les deux variables. Aucun pays d'Afrique n'a théoriquement atteint un niveau de développement économique suffisant pour entrer dans une phase de reconcentration. On pourrait donc s'attendre à ce que les pays les plus diversifiés soient aussi les plus avancés en termes de PIB par habitant. En pratique, il semble que les pays les plus riches du continent (selon le critère du PIB par habitant) soient souvent des pays producteurs de pétrole avec un panier d'exportation très concentré.

Une analyse plus précise des trajectoires de diversification de plusieurs pays émergents (Afrique du Sud, Brésil, Chili, Corée du Sud, Indonésie, Malaisie, Maurice, Thaïlande, Vietnam) confirme l'idée qu'une dynamique de diversification accompagne l'émergence économique (cf. graphique 24). Globalement, tous ces pays se sont diversifiés au cours de leur développement économique. Des trajectoires singulières peuvent toutefois être observées dans certains pays : les deux pays sud-américains (le Brésil et, dans une moindre mesure, le Chili) ainsi que l'Afrique du Sud semblent faire l'expérience depuis 2000 d'une reconcentration « précoce » de leurs exportations, dans la mesure où elle s'est opérée avant que leurs revenus par tête n'aient atteint 10 000 USD par habitant.

D'après les données du FMI, une majorité de pays africains a pu diversifier – à des rythmes divers – son panier d'exportations entre 1990 et 2010. Toutefois, malgré cette tendance

Graphique 23

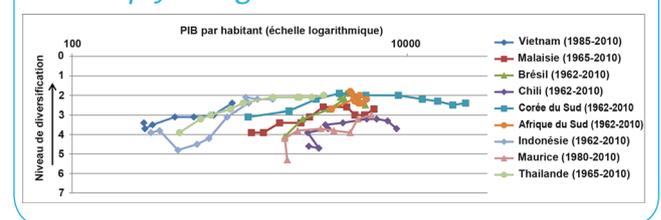
La relation en « U » entre PIB par habitant et niveau de diversification



Source : FMI (2014a).

Graphique 24

Diversification et développement économique dans les pays émergents



Source : FMI (2014a) et Banque mondiale (WDI).



générale à la diversification, les économies d'Afrique demeurent encore très concentrées. Pour prendre la mesure du chemin qui reste à parcourir, une comparaison avec les performances des pays asiatiques au cours de leurs « miracles économiques » offre quelques enseignements (cf. graphique 25)^[50].

- (i) Les pays africains étaient en grande majorité plus concentrés en 1990 que les économies asiatiques avant leur décollage^[51]. Une explication plausible de cette différence de situations initiales est liée à la dotation en ressources naturelles de l'Afrique. Dans les pays en développement, où le niveau des exportations est généralement faible, la production (et l'exportation) d'un bien primaire rare (produit minier, café, cacao, etc.) conduit à une concentration du panier « à la marge intensive ».
- (ii) Il apparaît que les pays d'Asie ont eu tendance – en moyenne – à se diversifier plus rapidement que les pays africains pendant leur phase d'émergence^[52]. Ce constat appuie le diagnostic d'une transformation structurelle plus lente sur le continent africain (Rodrik et McMillan, 2011). En dépit des bonnes performances de croissance, les structures productives de beaucoup de pays africains n'ont pas évolué de manière significative.
- (iii) En 2010, très peu de pays africains ont déjà atteint un niveau de diversification comparable à celui des pays est-asiatiques : seuls l'Afrique du Sud, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda occupent une situation proche. Pour la majorité des pays d'Afrique, l'objectif de diversification de la production reste encore à réaliser.

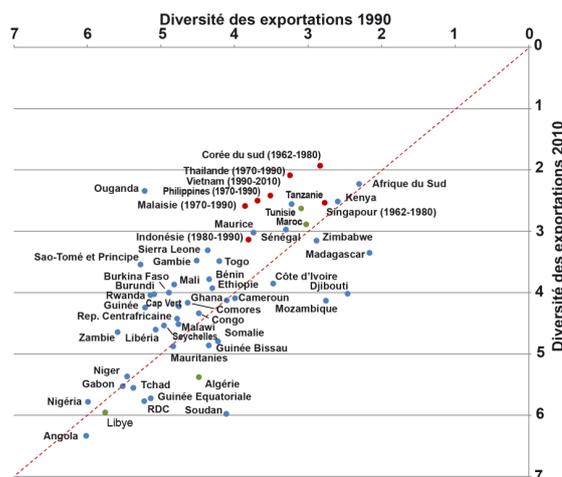
Il est intéressant de noter que la liste des pays ayant fait l'expérience de la croissance la plus dynamique ne correspond pas à celle des pays qui se sont le plus diversifiés. En particulier, des pays exportateurs de pétrole (Guinée équatoriale, Angola, Nigeria, etc.) ont vu leur PIB par habitant augmenter fortement en dépit du niveau de concentration très élevé de leurs économies. Ce constat conforte les analyses de McMillan et Rodrik (2011) : le plus souvent, la croissance africaine ne s'est pas appuyée sur une transformation structurelle comparable à celle de l'Asie de l'Est. Dans beaucoup de cas, la hausse du prix des matières premières semble avoir été un moteur fondamental de la croissance. Toutefois, certaines des économies africaines

les plus dynamiques (en particulier, certains pays d'Afrique de l'Est : Kenya, Tanzanie, Ouganda) ont atteint des niveaux très satisfaisants de diversification des structures productives. Ces contrastes soulignent l'intérêt d'une étude comparative des dynamiques de diversification au sein des pays africains. La littérature existante n'a que superficiellement effleuré la question des hétérogénéités intra-africaines. Elle se limite à un nombre restreint d'études de cas (par exemple, Gebreyesus et Lizuka, 2010). L'hypothèse d'une divergence intra-africaine, ou d'un potentiel de divergence, mérite d'être explorée de manière plus approfondie.

Graphique 25

Diversification moindre des pays africains les vingt dernières années comparativement à l'expérience des pays asiatiques

Évolution des indices de diversification entre 1990 et 2010



Clefs de lecture : les points rouges représentent les pays d'Asie de l'Est, les points verts ceux d'Afrique du Nord, les points bleus ceux d'Afrique Subsaharienne. Plus le niveau de l'indice est faible, plus les exportations du pays sont diversifiées. Par conséquent, tous les pays situés au-dessus de la diagonale rouge se sont diversifiés entre 1990 et 2010. À l'inverse, les pays au-dessous de la diagonale ont fait l'expérience d'une concentration de leurs exportations. Les pays les plus diversifiés en 2010 sont ceux qui sont positionnés le plus haut sur le graphique.

Source : FMI, Diversification Toolkit, 2014.

[50] Notre panel de « pays témoins » comprend la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie et le Vietnam. Pour permettre une comparaison non faussée avec les pays africains, nous avons étudié leurs dynamiques de diversification sur les périodes de vingt ans, au cours desquelles ils ont enregistré leur croissance moyenne la plus importante (1962-1980 pour la Corée et Singapour ; 1970-1990 pour la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande ; 1980-2000 pour l'Indonésie ; 1990-2010 pour le Vietnam). La comparaison de l'Afrique avec le Vietnam a un intérêt particulier, dans la mesure où ce pays a amorcé son décollage au même moment que l'Afrique.

[51] Parmi les pays faisant exception à cette règle, nous retrouvons notamment l'Afrique du Sud, le Kenya, Madagascar ou Djibouti : il est intéressant de noter que ces différents pays ont plutôt eu tendance à stagner, voire à reculer, sur le front de la diversification, depuis 1990.

[52] Cette fois encore, des expériences spécifiques méritent d'être soulignées, comme celle de l'Ouganda, dont la dynamique de diversification depuis 1990 est impressionnante, même en comparaison des trajectoires asiatiques.

2.2.3 Comment rendre compte de la diversité des expériences africaines ?

Pour clarifier les écarts de niveau et de dynamique de diversification, très significatifs sur le continent, il paraît intéressant de tester le pouvoir explicatif de deux classifications traditionnelles des pays africains, déjà présentées dans la première partie de cette étude : la distinction entre pays anglophones et pays francophones, et la classification en trois profils géographiques (pays riches en ressources naturelles, pays côtiers, pays enclavés). Si ce travail ne permet pas d'établir des relations de causalité entre les variables institutionnelles et géographiques et la dynamique de diversification des pays, il permet d'établir plusieurs faits stylisés et de suggérer des pistes de recherche, qui pourront être explorées dans une phase ultérieure.

a. Pays anglophones et francophones : des différences tangibles ?

La qualité des institutions d'un pays fait partie des variables susceptibles d'influencer sa capacité à diversifier sa base productive. Johnson *et al.* (2007) estiment qu'en suscitant une évolution des rapports sociaux (émergence d'une « classe bourgeoise »), l'industrialisation génère une modernisation des institutions politiques et économiques (protection des droits de propriété). Inversement, de bonnes institutions peuvent faciliter le processus de transformation structurelle, en favorisant la coordination des agents, en réduisant des coûts de transactions, ou en minimisant les risques associés aux investissements (Hausmann *et al.*, 2007).

Définir des indicateurs fiables de la qualité des institutions n'est pas une tâche aisée. Une première approche pour appréhender l'impact des variables institutionnelles sur le profil de diversification des pays africains consiste à comparer les pays anglophones et les pays francophones. La Porta *et al.* (1999) avancent que les différences entre les traditions juridiques de ces deux régions (*common law* contre *civil law*) distinguent leur aptitude à la croissance économique (à l'avantage des anciennes colonies anglaises).

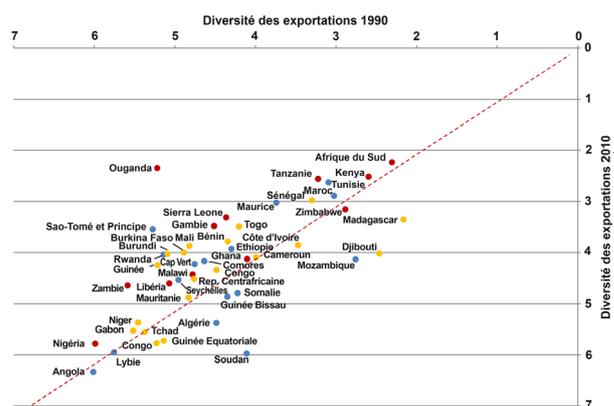
Le graphique 26 suggère que les pays les plus diversifiés d'Afrique en 2010 sont anglophones (Afrique du Sud, Kenya, Tanzanie, et Ouganda). Toutefois, certains pays francophones ont atteint des niveaux de diversification satisfaisants, notamment le Sénégal. En outre, une analyse des dynamiques

de diversification sur la période 1990-2010 ne révèle pas de différences régulières entre les pays anglophones et francophones.

Graphique 26

Diversification des économies africaines : les pays anglophones en tête ?

Évolution des indices de diversification entre 1990 et 2010



Légende : Points jaunes : Afrique francophone ; Points rouges : Afrique anglophone ; Points bleus : non classé.

Source : FMI, Diversification Toolkit, 2014.

Plutôt que des disparités institutionnelles, les écarts entre les pays anglophones et francophones pourraient refléter des différences entre les régimes de change (Subramanian et Tamirisa, 2001). Toutefois, peu de travaux ont été réalisés à ce jour, qui analysent la politique de change non pas en relation avec le maintien du taux de change d'équilibre, mais avec une volonté de diversification manufacturière et compte tenu des conditions de prix particulières aux produits exportés.

Enfin, les économies anglophones les plus diversifiées se situent à l'Est du continent africain (Tanzanie, Kenya, Ouganda). Les pays anglophones de l'Ouest du continent (Ghana, Libéria, Sierra Leone, Gambie) affichent des niveaux de diversification comparables à ceux de leurs voisins francophones. Cette observation met en lumière une autre source potentielle de divergence au sein du continent africain : les effets de « clustering ». Les activités manufacturières sont très sensibles aux effets d'agglomération et aux



économies d'échelles. Les bonnes performances des pays de l'Est africain pourraient s'expliquer par la constitution d'un pôle d'industrialisation dans cette région^[53].

b. Caractéristiques géographiques et potentiel de diversification : quelle relation ?

Parmi les facteurs qui conditionnent le potentiel de diversification des pays, la géographie physique et humaine occupe une place centrale^[54]. Selon les théories traditionnelles du commerce international, la spécialisation d'un pays dépend de sa dotation en facteur de production. La force de travail disponible, les ressources naturelles et le capital humain jouent un rôle particulièrement important (le capital physique étant considéré comme plus facile à accumuler) dans la détermination des avantages comparatifs. L'Afrique est souvent considérée comme uniformément riche en ressources naturelles (Wood et Mayer, 2001), et donc davantage prédisposée à garder une structure de production concentrée dans le secteur primaire et les biens de base^[55]. Une observation plus fine des dotations de chaque pays révèle toutefois que la situation des pays d'Afrique est en réalité très hétérogène (Collier, 2008), ce qui pourrait expliquer l'hétérogénéité des niveaux de diversification dans le continent.

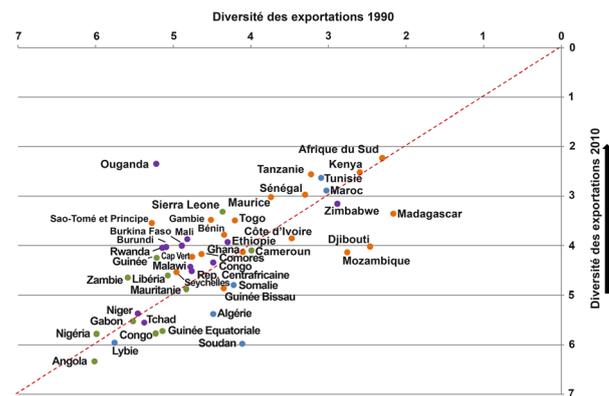
En intégrant dans leurs modèles les coûts de transport et les rendements croissants, les nouvelles théories du commerce international ont recentré l'attention sur d'autres déterminants des avantages comparatifs. Le poids démographique et économique des pays en fait partie. Même si la tendance globale à la réduction des entraves au commerce en a réduit l'impact, la population et le niveau de produit par tête ont de l'importance (Imbs et Wacziarg, 2003). Pour une économie marginalisée, une petite taille est un obstacle à la diversification du système productif, parce qu'elle empêche la réalisation des économies d'échelle qui caractérisent les secteurs modernes. La localisation, surtout, a un impact fondamental. Les logiques d'agglomération conduisent à la concentration des activités industrielles dans un nombre limité de pôles économiques situés à proximité des principaux marchés. Les pays côtiers bénéficient d'un accès privilégié aux marchés mondiaux (Collier, 2008 ; Fujita *et al*, 2001), tandis que les pays enclavés sont tributaires de leurs voisins ayant une façade maritime. En l'absence de fluidité des échanges transfrontaliers, la dépendance que fait naître l'enclavement a pour effet d'accroître

la distance au marché mondial. Le nombre de pays enclavés étant une singularité de la géographie africaine, Collier et Venables (2007) considèrent l'ouverture commerciale et l'intensification du commerce intra-africain comme l'une des clefs de la transformation des économies africaines.

En première analyse, les niveaux de diversification dans les pays riches en ressources naturelles, côtiers, et enclavés apparaissent relativement conformes aux attentes (cf. graphique 27). Les pays les plus diversifiés en 2010 sont généralement des pays côtiers : Afrique du Sud, Kenya, Tanzanie, Sénégal, Maurice. Les pays enclavés (Burkina Faso, Burundi, Rwanda, Éthiopie, Congo) occupent généralement une position intermédiaire. Les pays riches en ressources naturelles, et notamment les exportateurs de pétrole, ont quant à eux une structure de production extrêmement concentrée. Une analyse dynamique modère toutefois l'idée d'un déterminisme géographique. C'est un pays enclavé – l'Ouganda – qui s'est le plus rapidement diversifié depuis 1990^[56]. Le Burkina Faso, le Burundi, le Rwanda et l'Éthiopie semblent également engagés dans des dynamiques de transformation significatives. Enfin, le fort niveau de concentration des exportations mesuré dans les pays riches en ressources naturelles résulte partiellement d'un effet mécanique associé à l'augmentation du prix des matières premières (concentration à la marge intensive).

Graphique 27

Diversification des économies africaines : le poids de la géographie ?



Source : FMI (2014a).

[53] Cette approche par « corridors » de développement (corridor est-africain « Mombasa-Kampala » ; corridor ouest-africain « Abidjan-Lagos ») a été adoptée par certains bailleurs de fonds.

[54] Il n'est pas utile de noter que les variables institutionnelles et géographiques sont potentiellement endogènes : les théories de la « malédiction des ressources naturelles » associent la mauvaise gouvernance à une dotation généreuse en ressources naturelles.

[55] Mayer et Wood (2011) montrent que l'ouverture de l'économie chinoise a affecté le continent africain (et le reste du monde) en modifiant sa dotation factorielle relative. La Chine a absorbé une grande partie des activités économiques intensives en main-d'œuvre peu qualifiée, en particulier l'assemblage et la confection, qui sont une porte d'entrée naturelle dans les chaînes de valeur mondiale pour les pays en développement dans le cadre des stratégies de remontées de filières.

[56] Au cours des années 2000, le gouvernement de l'Ouganda s'est engagé à développer une stratégie nationale d'exportation et a cherché à y associer le secteur privé.

Conclusion

Une typologie des dynamiques de diversification des économies africaines

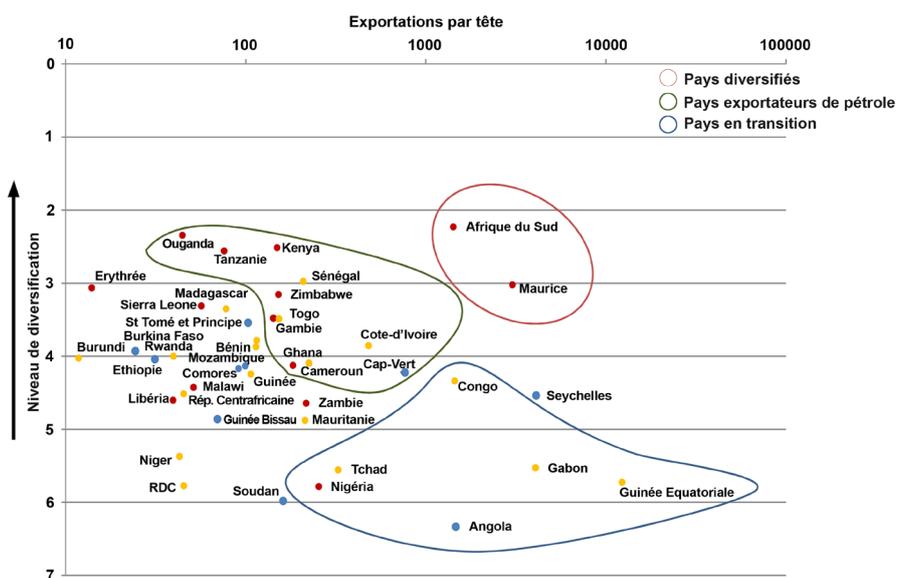
Au-delà des facteurs présentés dans cette étude, d'autres facteurs peuvent expliquer (i) le déficit de diversification de l'Afrique et (ii) l'hétérogénéité des dynamiques de diversification au sein du continent africain. En particulier, l'environnement des affaires – qualité des services publics et des infrastructures, accès au financement, protection des droits de propriété – joue un rôle central dans la réussite du processus de transformation structurelle (Eifert *et al.*, 2005 ; Harrison *et al.*, 2013). En outre, Farole (2011) souligne combien l'infrastructure énergétique déficiente pénalise l'Afrique, y compris dans les zones économiques spéciales. Le coût élevé de la main-d'œuvre africaine, par rapport à celle de concurrents asiatiques comme le Bangladesh ou le Vietnam, constitue également un facteur d'explication (Gelb *et al.*, 2013).

Sur la base de cette étude, une première typologie des économies africaines peut être suggérée (cf. graphique 28).

Deux pays, historiquement diversifiés et caractérisés par un niveau élevé d'exportations par tête, se distinguent du reste du continent : l'Afrique du Sud et Maurice. Les pays producteurs de pétrole constituent une catégorie à part : le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Angola, le Tchad et le Nigeria font partie des pays africains qui exportent le plus. Leurs paniers d'exportations sont en revanche très concentrés, ce qui les rend vulnérables aux chocs extérieurs, notamment en cette période de baisse des cours du pétrole, et affaiblit leurs perspectives de développement à long terme. Deux décennies de croissance en Afrique ont fait émerger une troisième catégorie, qui rassemble un groupe de pays très hétérogène, sous le label forcément réducteur de « pays en transition » ou « pays frontières ». On y trouve notamment certaines des économies les plus dynamiques du continent (Ouganda, Tanzanie).

Graphique 28

Une première cartographie des pays africains



Source : FMI (2014a).

Liste des acronymes et abréviations

CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	ONG	Organisation non gouvernementale
CPIA	<i>Country Policy and Institutional Assessment</i>	PGF	Productivité globale des facteurs
DSRP	Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté	PIB	Produit intérieur brut
FMI	Fonds monétaire international	PPA	Parité de pouvoir d'achat
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale	PPTTE	Pays pauvres très endettés
IDA	Association internationale de développement	TFT	Taux de fécondité totale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
		WDI	<i>World Development Indicators</i>

Références bibliographiques

- Abdon A. et J. Felipe (2011), "The Product Space: What Does It Say About the Opportunities for Growth and Structural Transformation of Sub-Saharan Africa?", *Working Paper*, Levy Economics Institute of Bard College.
- Acemoglu D. et J. Robinson (2010), "Why is Africa Poor?", *Economic History of Developing Regions*, Vol. 25.
- Acemoglu D., S. Johnson et J. Robinson (2005), "Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth", *Handbook of Economic Growth*, pp. 386-472.
- Acemoglu D., S. Johnson et J. Robinson (2003), "An African Success Story: Botswana", in Rodrik D. (ed.), *In Search of Prosperity: Analytical Narratives on Economic Growth*, Princeton University Press.
- Acemoglu D., S. Johnson et J. Robinson (2001), "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation", *American Economic Review*, n° 91 (5), pp. 369-401.
- Acemoglu D. et F. Zilibotti (1997), "Was Prometheus Unbound by Chance? Risk, Diversification and Growth", *Journal of Political Economy*, n° 105(4), pp. 709-751.
- Acet (2014), *Rapport sur la transformation de l'Afrique, Croissance en profondeur*, African Center for Economic Transformation.
- Afrobaromètre (2013), « Après une décennie de croissance en Afrique, peu de changement de la pauvreté pour le peuple », octobre.
- Akamatsu K. (1962), "A Historical Pattern of Economic Growth in Developing Countries", *Journal of Developing Economies*.
- Akkus S. et P. Timmer (2008), "The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics", *Working Paper*, n° 150.
- Alesina A. (2003), "The Size of Countries: Does it Matter?," *Harvard Institute of Economic Research Working Papers*, n° 1975.
- Amable B. (2000), "International Specialization and Growth", *Structural Change and Economic Dynamics*, n° 11, pp. 413-431.
- Amsden A. (1989), *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization*, Oxford University Press.
- Anand R., S. Mishra et N. Spatafora (2012), *Structural Transformation and the Sophistication of Production*, FMI Working Papers, Washington DC.
- Arbache J-S. et J. Page (2009), "How Fragile is Africa's Recent Growth", *Journal of African Economies*, n° 19(1), pp. 1-24.
- Artadi E. et X. Sala-i-Martin (2003), "The Economic Tragedy of the 20th Century: Growth in Africa," *National Bureau of Economic Research Working Paper* 9865.
- Azam J-P, A. Fosu, et N. S. Ndung'u (2002), "Explaining Slow Growth in Africa", *African Development Review*, n° 14, pp. 177-220.
- Balassa B. (1980), "The Process of Industrial Development and Alternative Development Strategies," *World Bank Staff Working Paper*, n° 438.
- Balassa B. (1979a), "The Changing Pattern of Comparative Advantage in Manufactured Goods", *The Review of Economics and Statistics*, n° 61(2).
- Balassa B. (1979b), "A 'Stages Approach' to Comparative Advantage", *World Bank Reprint Series*, n° 136.
- Balassa B. (1971), *The Structure of Protection in Developing Countries*, Johns Hopkins Press for The International Bank for Reconstruction and Development et The Inter-American Development Bank, Baltimore.
- Balassa B. (1965), "Trade Liberalization and Revealed Comparative Advantage", *The Manchester School of Economic and Social Studies*, n° 32(2), pp. 99-123.
- Baldwin R. (2011), "Trade and Industrialization after Globalization's 2nd Unbundling: How Building and Joining a Supply Chain are Different and Why it Matters," *NBER Working Paper* n° 17716, Décembre.
- Banque mondiale (2014a), *Indicateurs du développement dans le monde*.
- Banque mondiale et AFD (2014b), *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*, publication conjointe Agence Française de Développement et Banque mondiale.



- Banque mondiale (1981)**, *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara*, Rapport Berg.
- Barro R. (1991)**, "Growth in a Cross Section of Countries," *The Quarterly Journal of Economics*, n° 106, pp. 407-443.
- Barro R. et X. Sala-i-Martin (1997)**, "Technological Diffusion, Convergence and Economic Growth", *Journal of Economic Growth*, n° 2(1), pp. 1-26.
- Bates R., J. Coatworth et J. Williamson (2006)**, "Lost Decades: Lessons from Post-Independence Latin America for Today's Africa", *NBER Working Papers Series*.
- Bates R. (1981)**, *States and Markets in Tropical Africa: The Political Basis of Agricultural Policy*, University of California Press, Series on Social Choice and Political Economy, Berkeley.
- Baumol, W. (1993)**, "Macroeconomics of Unbalanced Growth," *American Economic Review*, n° 57, pp. 941-973.
- Bevan D., P. Collier et J. Gunning (1999)**, *Nigeria and Indonesia*, Oxford University Press pour la Banque mondiale, New York.
- Benny L. et L. Cook (2009)**, "Metals or Management? Explaining Africa's Recent Economic Growth Performance", *American Economic Review*, n° 99(2), pp. 268-274.
- Berg A., J.D. Ostry et J. Zettelmeyer (2008)**, "What Makes Growth Sustained?", *IMF Working Paper*, WP/08/59.
- Berthélemy J-C. et L. Söderling (2001)**, "The Role of Capital Accumulation, Adjustment and Structural Change for Economic Take-off: Empirical Evidence from African Growth Episodes", *World Development*, n° 29(2), pp. 323-343.
- Bhagwati J. (2010)**, "The Manufacturing Fallacy", *Project Syndicate*.
- Bhagwati J. (2000)**, "East Asia: Miracle or Debacle? Lessons Learnt and Future Prospects", Conférence Institute of Policy Studies et The Economic Society of Singapore, 19 Mai.
- Bhagwati, J. (1978)**, *Foreign Trade Regimes and Economic Development: Anatomy and Consequences of Exchange Contrast Regimes*. Ballinger Publishing Company, Cambridge.
- Bhagwati J. (1977)**, "Comments", in Ohlin B. (ed.), *The International Allocation of Economic Activity*, Holmes and Meier, New York, pp. 496-498.
- Bigsten A. et M. Söderbom (2010)**, "Industrial Strategies for Economic Recovery and Long-term Growth in Africa", The African Economic Conference, Johannesburg, 28-30 Octobre.
- Block S. (2001)**, "Does Africa Grow Differently?," *Journal of Development Economics*, n° 65, pp. 443-467.
- Bloom D. et J. Sachs (1998)**, "Geography, Demography and Economic Growth in Africa", *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 2.
- Bloom D., J. Williamson (1998)**, "Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia," *World Bank Economic Review*, n° 12(3), pp. 419-455.
- Bolt J. et J. L. van Zanden (2013)**, "The First Update of the Maddison Project; Re-Estimating Growth Before 1820", *Maddison Project Working Paper*, 4.
- Bossuroy T. et D. Cogneau (2013)**, "Social Mobility in Five African Countries." *Review of Income and Wealth*, n° 59(S1), pp. 84-110.
- Bosworth B. et S. M. Collins (2008)**, "Accounting for Growth: Comparing China and India", *The Journal of Economic Perspectives*, n° 22(1), pp. 45-66.
- Bosworth B. et S. Collins (2003)**, "The Empirics of Growth: An Update", *Brookings Papers on Economic Activity, Economic Studies Program*, The Brookings Institution, n° 34(2), pp. 113-206.
- Broadberry S. et L. Gardner (2013)**, "Africa's Growth Prospects in a European Mirror: A Historical Perspective", *The CAGE-Chatham House Series*, n° 5.
- Burnside C. et D. Dollar (2000)**, "Aid, Policies, and Growth", *American Economic Review*, n° 90(4), pp. 847-868.
- Cadot O., C. Carrère et V. Strauss-Kahn (2011)**, "Export Diversification: What's Behind The Hump?", *The Review of Economics and Statistics*, n° 93(2), pp. 590-605.
- CEPII (2014)**, *L'économie mondiale 2015*, La Découverte, Paris.
- Chang H-J. (2012)**, "Industrial Policy: Can Africa Do It?", intervention IEA/World Bank Roundtable, *Industrial Policy in Africa*.
- Chang H-J et Lin J-Y (2009)**, "Should Industrial Policy in Developing Countries Conform to Comparative Advantage or Defy it? A Debate Between Justin Lin and Ha-Joon Chang", *Development Policy Review*, n° 27 (5), pp. 483-502.
- Chenery H. (1977)**, "Transitional Growth and World Industrialization", in Ohlin B. (ed.), *The International Allocation of Economic Activity*, Holmes and Meier, New York.
- Chenery H. (1961)**, "Comparative Advantage and Development Policy", *American Economic Review*, n° 51(1), pp. 18-51.

- Chenery H. (1960), "Patterns of Industrial Growth", *American Economic Review*, n° 50(4), pp. 624-654.
- Chenery H. et M. Syrquin (1975), *Patterns of Development 1950-1970*. Oxford University Press for the World Bank, New York.
- Cho Y. et B. Tien (2014), *Sub-Saharan Africa's Recent Growth Spurt: An Analysis of the Sources of Growth*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Clark C. (1940), *The Conditions of Economic Progress*, MacMillan & Co., Londres.
- CNUCED (2014), *Le développement économique en Afrique, Catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique*, Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
- CNUCED-UNIDO (2011), *Economic Development in Africa, Report 2011, Fostering Industrial Development in Africa in the New Global Environment*.
- Cogneau D. (2003), "Colonisation, School and Development in Africa, an Empirical Analysis", *Working Paper DT/2003/01*, DIAL.
- Collier P. (2008), *Les performances de l'Afrique sont-elles les conséquences de sa géographie ?*, Centre for the Study of African Economies, Oxford University.
- Collier P. (2000), "Africa's Comparative Advantage", in Jalilian H., M. Tribe et J. Weiss (eds), *Industrial Development and Policy in Africa: Issues of Deindustrialization and Development Strategy*, Edward Elgar, Cheltenham.
- Collier P. et B. Goderis (2007), "Prospects for Commodity Exporters: Hunky Dory or Humpty Dumpty?", *World Economics*, n° 8(2), pp. 1-15.
- Collier P. et J-W. Gunning (1999a), "Explaining African Economic Performance", *Journal of Economic Literature*, n° 37(1), pp. 64-111.
- Collier P. et J-W. Gunning (1999b), "Why has Africa Grown Slowly?", *Journal of Economic Perspectives*, n° 13(3), pp. 3-22.
- Collier P. et S. O'Connell (2008), "Opportunities and Choices", in B. Ndulu S. O'Connell, R. Bates, P. Collier et C. Soludo (eds), *The Political Economy of Economic Growth in Africa 1960-2000*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Collier P. et A. Venables (2007), "Rethinking Trade Preferences: How can Africa Diversify its exports?", *CEPR Discussion Paper*, n° 6262.
- Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (2014), *Dynamic industrial policy in Africa: Innovative Institutions, Effective Processes, and Flexible Mechanisms*, United Nations Economic Commission for Africa.
- Corden M. et P. Neary (1982), "Booming Sector and De-Industrialization in a Small Open Economy", *The Economic Journal*, n° 92, pp. 825-848.
- Cottet C., N. Madariaga et N. Jégou (2012), *La diversification des exportations en zone franc : degré, sophistication, et dynamique*, Agence Française de Développement, Macroéconomie et Développement, n° 3.
- Craft N. (1984), "Patterns of Development in Nineteenth Century Europe", *Oxford Economic Papers New Series*, n° 36(3), pp. 438-458.
- Crafts N. et A. Venables (2003), "Globalization in History. A Geographical Perspective", in *Globalization in Historical Perspective*, National Bureau of Economic Research, Inc., pp. 323-370.
- Dabla-Norris E., A. Thomas, R. Garcia-Verdu et Y. Chen (2013), "Benchmarking Structural Transformation across the World", *IMF Working Paper*, WP/13/176.
- Dasgupta S. et A. Singh (2006), "Manufacturing, Services and Premature Deindustrialization in Developing Countries: A Kaldorian Analysis", *UNUWIDER, Research Paper*, n° 2006/49.
- Deaton A. (1999), "Commodity Prices and Growth in Africa", *Journal of Economic Perspectives*, n° 13(3), pp. 23-40.
- Devarajan S. (2013), "Africa's Statistical Tragedy", *Review of Income and Wealth*, vol.59 (2), pp. 1-7.
- Devarajan S. et W. Fengler (2013), "Africa's Economic Boom, Why the Pessimists and the Optimists Are Both Right", *Foreign Affairs*, May/June Issue.
- Devarajan S. et W. Fengler (2012), "Is Africa's Recent Economic Growth Sustainable?", Note de l'IFRI.
- Devarajan S., W. Easterly et H. Pack (2003), "Low Investment is not the Constraint on African Development", *Economic Development and Cultural Change*, n° 51(3), pp. 547-571.
- Diamond J. (1997), *Guns, Germs, and Steel*, W.W. Norton & Co., New York.



- Dinh H., V. Palmade, V. Chandra et F. Cossar (2012), "Light Manufacturing in Africa: Targeted Policies to Enhance Private Investment and Create Jobs", Africa Development Forum, Banque mondiale.
- Dollar D., T. Kleineberg et A. Kraay (2013), "Growth Still Is Good for the Poor", World Bank Development Research Group, *Policy Research Working Paper*, n° 6568.
- Dollar D. (1992), "Outward-Oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976-85", *Economic Development and Cultural Change*, n° 40(3), pp. 523-544.
- Dollar D. et A. Kraay (2002), "Growth Is Good for the Poor," *Journal of Economic Growth*, n° 7(3), pp. 195-225.
- Duarte M. et D. Restuccia (2010), "The Role of the Structural Transformation in Aggregate Productivity," *The Quarterly Journal of Economics*, n° 125 (1), pp. 129-173.
- Durlauf S., P. Johnson et J. Temple (2005), "Growth Econometrics" in A.P. et D.S. (eds), *Handbook of Economic Growth*, Elsevier, pp. 555-667.
- De Vries G., M. Timmer et K. de Vries (2013), "Structural Transformation in Africa: Static Gains, Dynamic Losses", *Research Memorandum 136*, Groningen Growth and Development Centre.
- Easterly W. et R. Levine (2003), "Tropics, Germs and Crop: How Endowments Influence Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, n° 50(3), pp. 3-39.
- Easterly W. et R. Levine (1997), "Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions", *The Quarterly Journal of Economics*, n° 112 (4), pp. 1203-1250.
- Eifert B., A. Gelb et V. Ramachandran (2005), "Business Environment and Comparative Advantage in Africa: Evidence from the Investment Climate Data", Center for Global Development, *Working Paper*, n° 56.
- Farole T. (2011), "Special Economic Zones: What Have We Learned?", *World Bank Economic Premise*, n° 5, pp. 1-6.
- Farole T. et L. Moberg (2014), "It Worked in China, so Why Not in Africa? The Political Economy Challenge of Special Economic Zones", *WIDER Working Paper*, 2014/152.
- Ferdi (2013), *Intégration régionale pour le développement de la Zone franc*, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, Economica.
- Findlay R. et M. Lundahl (1999), "Resource-Led Growth – A Long-Term Perspective: The Relevance of the 1870-1914 Experience for Today's Developing Economies", *Working Papers*, No. 162, The United Nations University, WIDER.
- Fisher A.G.B. (1939), "Primary, Secondary and Tertiary Production", *Economic Record*, n° 15, pp. 24-38.
- FMI (2014a), *Sustaining Long-Run Growth and Macroeconomic Stability in Low-Income Countries – The Role of Structural Transformation and Diversification*, Washington, D.C.
- FMI (2014b), *Union économique et monétaire ouest-africaine – Rapport des services du FMI sur les politiques communes des Etats membres*, Rapport No. 14/84, Washington, D.C.
- FMI (2014c), *Afrique subsaharienne : pour une croissance durable et plus solidaire*, Perspectives économiques régionales (avril).
- FMI (2013), *Afrique subsaharienne : maintenir le rythme*, Perspectives économiques régionales, octobre, Washington, D.C.
- FMI (2012), *Structural Transformation in Sub-Saharan Africa, Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook*, octobre, Washington, D.C.
- FMI (2010), *Afrique subsaharienne, résilience et risques : perspectives économiques régionales*, octobre 2010, Washington, D.C.
- Fosu A. (2011), "Growth, Inequality, and Poverty Reduction in Developing Countries: Recent Global Evidence", *Working Paper Series UNU-WIDER*, World Institute for Development Economic Research.
- Fosu A. (2009), "Understanding the African Growth Record: The Importance of Policy Syndromes and Governance", UNU-WIDER, *Discussion Paper*, n° 2009/02.
- Fosu A. (2008), "Anti-Growth Syndromes in Africa: A Synthesis of the Case Studies," in Ndulu B., S. O'Connell, R. Bates, P. Collier et C. Soludo, *The Political Economy of Economic Growth in Africa 1960-2000*, Cambridge University Press, 2007, Cambridge, pp. 137-172.
- Fox L., C. Haines, J. Huerta Muñoz et A. Thomas (2013), "Africa's Got Work To Do: Employment Prospects in the New Century", *IMF Working Paper*.
- Frankel J. (2010), "Mauritius: African Success Story", *NBER Working Paper*, 16569, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Frankel J. et D. Romer (1999), "Does Trade Cause Growth?" *American Economic Review*, n° 89(3), pp. 379-399.

- Fujita M., P. Krugman et A.J. Venables (2001), *The Spatial Economy. Cities, Regions, and International Trade*, MIT Press, Cambridge.
- Gallup J., J. Sachs et A. Mellinger, (1998), "Geography and Economic Development," *NBER Working Paper*, n° w6849.
- Ghani E. et S. O'Connell (2014), "Can Service be a Growth Escalator in Low Income Countries", Banque mondiale, *Policy Research Working Paper*, n° 6971.
- Gebreeyesus M. et M. Lisuka (2010), "Discovery of the Flower Industry in Ethiopia: Experimentation and Coordination", *MERIT Working Papers 025*, Maastricht Economic and Social Research Institute on Innovation and Technology (MERIT).
- Gelb A., C. Meyer et V. Ramachandran (2013), "Does Poor Mean Cheap? A Comparative Look at Africa's Industrial Labor Costs", Center for Global Development, *Working Paper*, n° 325.
- Gelb A., C. Meyer et V. Ramachandran (2005), "Business Environment and Comparative Advantage in Africa: Evidence from the Investment Climate Data", Center for Global Development, *Working Paper*, n° 56.
- Gerschenkron A. (1962), *Economic Backwardness in Historical Perspective: A Book of Essays*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge.
- Ghazanchyan M. et J. Stotsky (2013), "Drivers of Growth: Evidence from Sub-Saharan African Countries", *IMF Working Paper WP/13/236*.
- Guillaumont P. et S. Guillaumont-Jeanneney (1992), « Les conséquences sociales de l'ajustement en Afrique selon la politique de change », *Politique Africaine*, n° 45, pp. 101-122.
- Harrison A., J. Lin et C. Xu (2013), "Explaining Africa's (Dis) advantage", *World Bank Policy Research Paper*, n° 6316.
- Harrison A. et A. Rodríguez-Clare (2009), "Trade, Foreign Investment and Industrial Policy for Developing Countries", *NBER Working Paper*, n° 15261.
- Hausmann R. et B. Klinger (2008), "South Africa's Export Predicament", *Economics of Transition*, n° 16(4), pp. 609-637.
- Hausmann R., J. Hwang et D. Rodrik (2007), "What You Export Matters", *Journal of Economic Growth*, n° 12(1), pp. 1-25.
- Hausmann R., J. Hwang et D. Rodrik (2003), "Development as Self-Discovery", *Journal of Development Economics*.
- Hausmann R. et D. Rodrik (2006), "Doomed to Choose: Industrial Policy as a Predicament", Mimeo, MA: Harvard University, Cambridge. www.ricardohausmann.com
- Hausmann R. et B. Klinger (2006), "Structural Transformation and Patterns of Comparative Advantage in the Product Space", *Working Paper*, n° 128, Center for International Development, Harvard University.
- Hausmann R., L. Pritchett et D. Rodrik (2005), "Growth Accelerations", *Journal of Economic Growth*, n° 10, pp. 303-329.
- Henley, D. (2012), "The Agrarian Roots of Industrial Growth: Rural Development in Southeast Asia and Sub-Saharan Africa", *Development Policy Review*, n° 30, pp. 25-47.
- Helleiner G. (2002), "Marginalization and/or Participation: Africa in Today's Global Economy", *Canadian Journal of African Studies*, n° 36(3), pp. 531-550.
- Helleiner G. K. (1986), "Outward Orientation, Import Instability and African Economic Growth" in Lall S. et F. Stewart (eds), *Theory and Reality in Development: Essays in Honour of Paul Streeten*, Macmillan, Londres.
- Herrendorf B., R. Rogerson et A. Valentinyi (2013), "Two Perspectives on Preferences and Structural Transformation", *American Economic Review*, n° 103(7), pp. 2752-2789.
- Hidalgo C., B. Klinger, A. Barabási et R. Hausmann (2007), "The Product Space Conditions the Development of Nations", *Science*, n° 317, pp. 482-487.
- Hirschman, A. (1958), *The Strategy of Economic Development*, Yale University Press, New Haven.
- Imbs J. et R. Wacziarg (2003), "Stages of Diversification", *American Economic Review*, n° 93(1), pp. 63-86.
- Jedwab R. (2013), "Urbanization without Structural Transformation: Evidence from Consumption Cities in Africa", Mimeo, George Washington University.
- Jedwab R., D. Gollin et D. Vollrath (2014), "Urbanization With and Without Industrialization", *Working Papers*, n° 2014-01, The George Washington University, Institute for International Economic Policy.
- Jerven M. (2013), *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, coll. Cornell Studies in Political Economy, Ithaca /Londres.



- Jerven M. (2011a), "The Quest for the African Dummy: Explaining Africa Post-Colonial Economic Performance", *Journal of International Development*, n° 23, pp. 288-307.
- Jerven M. (2011b), "Random Growth in Africa? Lessons from an Evaluation of the Growth Evidence on Botswana, Kenya, Tanzania and Zambia, 1965-1995", *Journal of Development Studies*, n° 46(2), pp. 274-294.
- Jerven M. (2011c), "Counting the Bottom Billion. Measuring the Wealth and Progress of African Economies", *World Economics*, n° 12(4), pp. 35-52.
- Jerven M. (2011d), "Growth, Stagnation or Retrogression? On the Accuracy of Economic Observations, Tanzania, 1961-2001", *Journal of African Economies*, n° 20 (3), pp. 377-394.
- Jerven M. (2011), "Revisiting the Consensus on Kenyan Economic Growth, 1964-1995", *Journal of Eastern African Studies*, n° 36(1), pp. 73-94.
- Jerven M. (2010), "Accounting for the African Growth Miracle: The Official Evidence – Botswana 1965 – 1995", *Journal of Southern African Studies*, n° 36(1), pp. 73-94.
- Jerven M. (2009), "The Relativity of Poverty and Income: How Reliable are African Economic Statistics?" *African Affairs*, n° 109/434, pp. 77-96.
- Johnson S., J. Ostry et A. Subramanian (2007), "The Prospect for Sustained Growth in Africa: Benchmarking the Constraints", *IMF Working Paper*.
- Ju J., J-Y. Lin et Y. Wang (2013), "Industrial Dynamics, Endowment Structure, and Economic Growth", *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 5055.
- Kaldor N. (1968), "Productivity and Growth in Manufacturing Industry: a Reply", *Economica, New Series*, n° 35(140), pp. 385-391.
- Kaplinsky R. (2012), "Walking (Stumbling?) on Two Legs: Meeting SSA's Industrialisation Challenge", Intervention "Implication for Africa, IEA/World Bank Roundtable on Industrial Policy in Africa".
- Kaplinsky R. et M. Morris (2008), "Do the Asian Drivers Undermine the Export-Oriented Industrialization in SSA?", *World Development*, n° 36(2), pp. 254-273.
- Kaplinsky R., D. McCormick et M. Morris (2006), *The Impact of China on Sub-Saharan Africa*, Institute of Development Studies, University of Sussex.
- Kim J.I. et L.J. Lau (1994), "The Sources of Economic Growth in the East Asian Newly Industrialized Countries", *Journal of Japanese and International Economics*, n° 8, pp. 235-271.
- Klinger B. et D. Lederman (2004), "Discovery and Development: an Empirical Exploration of "new products", *Policy Research Working Paper 3450*, Banque mondiale.
- Kongsamut P., S. Rebelo et D. Xie. (2001), "Beyond Balanced Growth," *Review of Economic Studies*, n° 68, pp. 869-882.
- Krueger A. (1998), "Why Trade Liberalization is Good for Growth", *The Economic Journal*, n° 108(450), pp. 1513-1522.
- Krueger A. (1984), "Comparative Advantage and Development Policy - Twenty Years Later", in M. Syrquin, L. Taylor et L. Westphal (eds.), *Economic Structure and Performance: Essays in Honor of Hollis B. Chenery*, Academic Press, Orlando.
- Krueger A. (1978), *Foreign Trade Regimes and Economic Development: Liberalization Attempts and Consequences*, National Bureau of Economic Research, New York.
- Krugman P. (1994a), "The Fall and Rise of Development Economics", Brookings Institution; Cambridge, Mass: Lincoln Institute of Land Policy, Washington, D.C., pp. 1-14.
- Krugman P. (1994b), "The Myth of East Asian Miracle", *Foreign Affairs* 73, n° 6, pp. 28-44.
- Krugman P. (1992a), *Trade Policy, Industrialization and Development: New Perspectives*, Clarendon Press, Oxford.
- Krugman P. (1992b), "Toward a Counter-Counterrevolution in Development Theory", *World Bank Economic Review*, pp. 15-39.
- Krugman P. (1987), "The Narrow Moving Band, the Dutch Disease, and the Competitive Consequences of Mrs. Thatcher: Notes on Trade in the Presence of Dynamic Scale Economies", *Journal of Development Economics*, vol. 27, n° 1 et 2, The Netherlands, Elsevier Science Publishers, B.V, Amsterdam.
- Kuznets S. (1966), *Modern Economic Growth*, Yale University Press, New Haven.
- La Porta R., F. Lopez-de-Silanes et A. Shleifer (2008), "The Economic Consequences of Legal Origins", *Journal of Economics Literature*, n° 46 (2), pp. 285-332.

- La Porta R., F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer et R. Vishny (1999), "The Quality of Government", *Journal of Law, Economics and Organization*, n° 15 (1), pp. 222-279.
- Labrousse A., N. van de Walle, C. Oya et B. Samuel (2014), « Autour d'un livre : Poor Numbers », *Politique africaine*, 1/ 2014, n° 133, pp. 177-199.
- Lall S. (2005), "Is African Industry Competing?", *Working Paper* n° 121, Queen Elizabeth House, University of Oxford.
- Lall S. (1996), "Paradigms of Development: the East Asian Debate", *Oxford Development Studies*, n° 24(2), pp. 111-131.
- Lall S. (1995), "Structural Adjustment and African Industry", *World Development*, n° 23 (12), pp. 2019-2031.
- Lall S., J. Weiss et J. Zhang (2006), "The 'Sophistication' of Exports: A New Trade Measure," *World Development*, n° 34(2), pp. 222-237.
- Lall S. et S. Wangwe (1998), "Industrial Policy and Industrialization in Sub-Saharan Africa", *Journal of African Economies*, n° 7(1), pp. 70-107.
- Leamer E. (1987), "Patterns of Development in the Three Factors, n-Good General Equilibrium Model", *Journal of Political Economy*, n° 95 (5), pp. 961-999.
- Leamer E. et J. Levinsohn (1995), "International Trade Theory: The Evidence", in Grossman G. et K. Rogoff (eds.), *Handbook of International Economics*, vol. 3, pp. 1339-1394.
- Lederman D. et W. F. Maloney (2012), *Does What You Export Matter? In Search of Empirical Guidance for Industrial Policies*, Banque mondiale, n° 9371.
- Lewis W.A. (1954), *Economic Development with Unlimited Supplies of Labor*, Manchester School of Economic and Social Studies, vol. 22, pp. 139-191.
- Lin J.-Y. (2011), "New Structural Economics: A framework for Rethinking Development", *World Bank Research Observer*, n° 26(2), pp. 193-221.
- Lin J.-Y. (2009), "Economic Development and Structural Change", Cairo University, Le Caire.
- Lin J.-Y. et C. Monga (2012), "Growth Identification and Facilitation: The Role of the State in the Dynamics of Structural Change", *World Bank Policy Research paper*, n° 5313.
- Lin J.-Y. et H. Pack (2012), "The Absence of Industrialization in Africa and the Middle East: What, If Anything, to Do About It?".
- Little I., T. Scitovsky et M. Scott (1970), *Industry and Trade in Some Developing Countries*, Oxford University Press.
- Losch B. et S. Freguin-Gresh (2013), « Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines? » (Le small-scale versus large-scale en débat), *Cahiers Agricultures*, n° 1, pp. 10-15.
- Losch B., S. Freguin-Gresh et E. White (2013), *Transformations rurales et développement, Les défis du changement structurel dans un monde globalisé*, Banque internationale pour la reconstruction et développement (BIRD) et Banque mondiale.
- Lucas R. (1993), "Making a Miracle", *Econometrica*, volume 61, n° 2, pp. 251-272.
- Martins P. (2014), "Structural Change in Ethiopia an Employment Perspective", *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 6749.
- Martins P. (2013), Growth, Employment and Poverty in Africa: Tales of Lions and Cheetahs, Background paper prepared for the World Development Report 2013, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Matsuyama K. (2008), "Structural Change in An Interdependent World: a Global View of Manufacturing Decline", *Journal of the European Economic Association*, Wiley-Blackwell, Vol. 7.2009, 2/3, pp. 478-486, Oxford.
- Matsuyama K. (1992), "Agricultural Productivity, Comparative Advantage and Economic Growth", *Journal of Economic Theory*, n° 58, Academic Press, New York.
- Mayer J. et A. Wood (2011), "Has China Deindustrialized Other Developing Countries?", *Review of World Economics*, Springer, Vol. 147(2), pp. 325-350.
- Mayer J. et A. Wood (2001a), "South Asia's Export Structure in a Comparative Perspective", *Oxford Development Studies*, n° 29 (1), pp. 5- 29.
- Mayer J. et A. Wood (2001b), "Africa's Export Structure in Comparative Perspective", *Cambridge Journal of Economics*, n° 25 (3), pp. 369-394.
- McMillan M. et K. Harttgen (2014), "What is Driving the African Growth Miracle", *NBER Working Paper*, n° 20077.
- McMillan M., D. Rodrik et I. Verduzco-Gallo (2014), "Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa", *World Development*, n° 63, pp. 11-32.
- McMillan M. et D. Rodrik (2011), "Globalization, Structural Change and Productivity Growth", n° 17143.



- McMillan M., K.H. Welch et D. Rodrik (2003), "When Economic Reform Goes Wrong: Cashew in Mozambique", *Brookings Trade Forum*, pp. 97-151.
- McKinsey & Company (2010), "Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies", McKinsey Global Institute.
- Meade J. (1961), *The Economic and Social Structure of Mauritius: Report to the Governor of Mauritius*, Methuen, Londres.
- Melitz M. J. (2003), "The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity", *Econometrica*, n° 71(6), pp. 1695-1725.
- Morris M., R. Kaplinsky et D. Kaplan (2013), *One Thing Leads to Another: Making the Most of Commodities in Sub-Saharan Africa*, <http://tinyurl.com/CommoditiesBook>.
- Mijiyawa A. (2013), "Africa's Recent Economic Growth, What Are the Contributing Factors?", *African Development Review*, Vol. 25, n° 3, pp. 289-302.
- Mills G. et J. Herbst (2012), *Africa's Third Liberation- the New Search for Prosperity and Growth*, Penguin Books, Johannesburg.
- Myrdal G. (1971), *Asian Drama, an Inquiry into the Poverty of Nations*, Penguin Books, Londres.
- Ndulu B. (2007), "The Evolution of Global Development Paradigms and Their Influence on African Economic Growth", In *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960-2000*, Cambridge University Press.
- Ndulu B. et S. O'Connell (2006), "Policy Plus: African Growth Performance 1960-2000", in *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960-2000*, Cambridge University Press.
- Ndulu B. et S. O'Connell (2003), "Revised Collins/Bosworth Growth Accounting Decompositions", AERC Explaining African Economic Growth Project.
- Ndulu B. et S. O'Connell (1999), "Governance and Growth in Sub-Saharan Africa," *Journal of Economic Perspectives*, n° 13(3), pp. 41-66.
- Nurkse R. (1953), *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Basil Blackwell, Oxford.
- Nunn N. (2007), "Historical Legacies: A Model Linking Africa's Past to its Current Underdevelopment", *Journal of Development Economics*, n° 83(1), pp. 157-175.
- Ocampo J. (2005), "The Quest for Dynamic Efficiency: Structural Dynamics and Economic Growth in Developing Countries", in J.A. Ocampo (ed.): *Beyond Reforms: Structural Dynamics and Macroeconomic Vulnerability*, Palo Alto, Stanford University Press, ECLAC et Banque mondiale.
- Ocampo J-A. et R. Vos (2008), "Structural Change and Economic Growth", in Ocampo J-A. et R. Vos (eds): *Uneven Economic Development*, London Zed Books.
- OCDE (2014), *Perspectives économiques en Afrique 2014, Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique*, OCDE, Banque africaine de développement.
- OCDE (2013), *Perspectives économiques en Afrique 2013, Transformation structurelle et ressources naturelles en Afrique*, OCDE, Banque africaine de développement.
- ONUDI (2013), *Sustaining Employment Growth: The Role of Manufacturing and Structural Change*, United Nations Industrial Development Organization, Vienne.
- ONUDI (2011), "Industrial Policy for Prosperity: Reasoning and Approach", *Working Paper 02/2011*, United Nations Industrial Development Organization, Vienne.
- ONUDI (2010a), "In Search of General Patterns of Manufacturing Development", *Working Paper 02/2010*, United Nations Industrial Development Organization, Vienne.
- ONUDI (2010b), "Emerging Patterns of Manufacturing Structural Change", *Working Paper 04/2010*, United Nations Industrial Development Organization, Vienne.
- Osakwe P. (2007), "Foreign Aid, Resources and Export Diversification in Africa: A New Test of Existing Theories", African Trade Policy Center, Economic Commission for Africa.
- Page J. (2012), "Can Africa Industrialize?", *Journal of African Economies*, n° 21(2), pp. 86-124.
- Page J. (2011), "Should Africa Industrialize?", United Nations University, World Institute for Development Economics Research.
- Page J. (2008), "Rowing against the Current: The Diversification Challenge in Africa's Resource-Rich Economies", *Brookings Global Economy and Development Working Paper*.
- Papageorgiou C., F. Perez-Sebastian et N. Spatafora (2013), "Structural Change through Diversification: A Conceptual Framework", Working Paper.

- Pattillo C., S. Gupta et K. Carey (2005), "Sustaining and Accelerating Pro-Poor Growth in Africa", *IMF Working Paper*.
- Pinkovskiy M. et X. Sala-i-Martin (2014), "Africa is on time," *Journal of Economic Growth*, n° 19(3), pp. 311-338.
- Pinkovskiy M. et X. Sala-i-Martin (2010), "African Poverty is Falling...Much Faster than You Think!", *NBER Working Papers*, n° 15775, National Bureau of Economic Research, Inc.
- Prebisch R. (1959), "Commercial Policy in Underdeveloped Countries", *American Economic Review*, n° 49(2), pp. 251-273.
- Pritchett L. (1998), "Patterns of Economic Growth: Hills, Plateaus, Mountains, and Plains", *Policy Research Working Paper Series*.
- Pritchett L. (1997), "Divergence, Big Time," *Journal of Economic Perspectives*, n° 11(3), pp. 3-17.
- Raffinot M. (2014), « Quand Morten Jerven découvre l'abominable histoire des statistiques africaines », *L'Économie politique*, 2014/1, n° 61.
- Rajan R. et A. Subramanian (2011), "Aid, Dutch Disease, and Manufacturing Growth", *Journal of Development Economics*, n° 94, pp. 106-118.
- Ranis G. et J. Fei (1961), "A Theory of Economic Development," *American Economic Review*, n° 51(4), pp. 533-65.
- Rodriguez F. et D. Rodrik (1999), "Trade Policy and Economic Growth: a Skeptic's Guide to the Cross-National Literature", University of Maryland et Harvard University.
- Rodrik D. (2014a), "An African Growth Miracle?", Avril, Center for Global Development.
- Rodrik D. (2014b), "Are Services the New Manufactures?", *Project Syndicate*.
- Rodrik D. (2013a), "The Past, Present, and Future of Economic Growth," *Global Citizen Foundation Working Paper*, n° 1, Juin.
- Rodrik D. (2013b), "Unconditional Convergence in Manufacturing", *Quarterly Journal of Economics*, n° 128, pp. 165-204.
- Rodrik D. (2013c), « Le défi de la transformation structurelle de l'Afrique », *Project Syndicate*.
- Rodrik D. (2013d), "The Perils of Premature Deindustrialization", *Project Syndicate*.
- Rodrik D. (2013e), "Structural Change, Fundamentals and Growth: An Overview", Institute for Advanced Study, Septembre.
- Rodrik D. (2011), "The manufacturing imperative", *Project Syndicate*.
- Rodrik D. (2008), "Industrial Policy: Don't Ask Why, Ask How?", *Middle East Development Journal*, Demo Issue 1-29.
- Rodrik D. (2007), "Industrial Development: Some Stylized Facts and Policy Directions," in *Industrial Development for the 21st Century: Sustainable Development Perspectives*, United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- Rodrik D. (2006a), "Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion? A Review of the World Bank's Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform", *Journal of Economic Literature*, Vol. XLIV, pp. 973-987.
- Rodrik D. (2006b), "What's so Special about China's Exports?", Harvard University, Mimeo.
- Rodrik D. (2005), "Growth Strategies", in Aghion P. et S. Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth*, n° 1(1), pp. 967-1014.
- Rodrik D. (1998), "Trade Policy and Economic Performance in Sub-Saharan Africa", *NBER Working Paper*, n° 6562.
- Rodrik, D. (1994), "Getting Interventions Right: How South Korea and Taiwan Grew Rich", *Economic Policy*, n° 20, Centre for Economic Research, Londres.
- Rodrik D., A. Subramanian et F. Trebbi (2004), "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development", *Journal of Economic Growth*, Springer, n° 9(2), pp. 131-165.
- Ros J. (2000), "Development Theory and the Economics of Growth", University of Michigan Press.
- Rosenstein-Rodan P. (1943), "Problems of Industrialization of Eastern and South-Eastern Europe", *Economic Journal*, n° 53, pp. 202-213.
- Ross M. (2001), "Does Oil Hinder Democracy?" *World Politics*, n° 53(3), pp. 325-61.
- Rostow W. (1965), "The Take-Off Into Self-Sustaining Growth", *Economic Journal*, n° 66, pp. 25-48.
- Rostow W. (1960), *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge University Press, Londres.



- Sachs J. (2004), "Ending Africa's Poverty Trap", *Brookings Papers on Economic Activity*, n° 1, pp. 117-240.
- Sachs J. et M. Warner (1997), "Sources of Slow Growth in African Economies", *Journal of African Economies*, n° 6(3), pp. 335-376.
- Sachs J. et M. Warner (1995), "Natural Resources Abundance and Economic Growth", Harvard Institute for International Development.
- Salazar-Xirinachs J., I. Nübler et R. Kozul-Wright (2014), "Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development" International Labour Office, Genève.
- Schott P. (2004), "Across-Product Versus Within-Product Specialization in International Trade", *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, Vol. 119(2), pp. 646-677.
- Singh A. (2011), "Comparative Advantage, Industrial Policy and the World Bank: Back to First Principles", Center for Business Research, University of Cambridge.
- Söderbom M. et F. Teal (2003), "Are Manufacturing Exports the Key to Economic Success in Africa?", *Journal of African Economies*, n° 12(1), pp. 1-29.
- Soludo C., O. Ogbu et H-J. Chang (2004), "A Synthesis of Major Themes in the Political Economy of Trade and Industrialization in Africa", in Soludo C., O. Ogbu et H-J. Chang, *The politics of Trade and industrial Policy in Africa: Forced Consensus?*, International Development Research Center, Africa World Press.
- Stiglitz J. E. (1988), "Economic Organization, Information, and Development," in Chenery H. et T. N. Srinivasan (eds), *Handbook of Development Economics*, volume 1, Amsterdam, pp. 93-160.
- Subramanian U. et M. Matthijs (2007), "Can Sub-Saharan Africa Leap into Global Network Trade", *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 4112.
- Subramanian A. et D. Roy (2001), "Who Can Explain the Mauritian Miracle: Meade, Romer, Sachs or Rodrik?", *IMF Working Paper*, in Rodrik D. (ed), *In Search of Prosperity: Analytical Narratives on Economic Growth*, Princeton University Press.
- Subramanian A. et N. Tamirisa (2001), Africa's Trade Revisited, *IMF Working Paper*, n° 01/33.
- Syrquin M. (1994), Structural Transformation and the New Growth Theory, in *Economic Growth and the Structure of Long-Term Development*, Pasinetti L.L. et R.M. Solow (eds), St. Martin's Press, New York, pp. 3-21.
- Syrquin M. et H. Chenery (1989), "Three Decades of Industrialization", *The World Bank Economic Review*, n° 3(2), pp. 145-185.
- Szirmai A. (2012), "Manufacturing and Economic Development", *Working Paper World Institute for Development Economics Research*, n° 2011.
- Szirmai A. et B. Verspagen (2011), "Manufacturing and Economic Growth in Developing Countries, 1950-2005", *WP 2011-069*, Maastricht Economic and Social Research and Training Centre on Innovation and Technology, United Nations University (UNU-MERIT) et Maastricht University.
- Tahari A., D. Ghura, B. Akitoby et E. Aka (2004), "Sources of Growth in Sub-Saharan Africa", *IMF Working Paper*, WP/04/176.
- Taylor L. et C. Rada (2006), "Structural Change, Economic Policy and Development", *Nordic Journal of Political Economy*, Volume 32.
- Teal F. (2011), "Structural Transformation, Employment Creation and Labor Markets: the implications for poverty reduction in Subsaharan Africa", Annual Bank Conference on Development Economics (ABCDE), Paris, du 30 mai au 1^{er} Juin.
- Temple J. (1998), "Initial Conditions, Social Capital and Growth in Africa", *Journal of African Economies*, n° 7, pp. 309-347.
- Timmer P. et S. Akkus (2008), "The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics", Center for global Development, *Working Paper*, n° 150.
- Tsangarides C.G. (2012), "Determinants of Growth Spells: Is Africa Different?", *IMF Working Paper*, WP/12/227.
- Wade R. (1993), "Managing Trade: Taiwan and South Korea as Challenges to Economics and Political Science", *Comparative Politics*, n° 25(2), pp. 147-167.
- Wade R. (1990), *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton University Press.
- Watkins M. H. (1963), "A Staple Theory of Economic Growth", *Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 29, n° 2, pp. 141-158.

Wells H. et A.P. Thirlwall (2003), "Testing Kaldor's Growth Laws across the Countries of Africa", *African Development Review*, n° 15, pp. 2-3.

Weiss J. (2011), "Industrial Policy in the Twenty-First Century: Challenges for the Future", United Nations University, *UNU-WIDER, Working Paper*, no. 2011/55.

Westphal L.E. (2000), "Industrialization Meets Globalization: Uncertain Reflection on East Asian Experience", Swarthmore College (mimeo), Swarthmore, PA.

Wright G. (1990), "The Origins of American industrial Success, 1879-1940", *The American Economic Review*, Vol. 80, n° 4, pp. 651-668.

Wright G. et J. Czelusta (2002), "Resource-Based Economic Growth: Past and Present", in Lederman D. et W. Maloney (eds.), *Natural Resources – Neither Curse nor Destiny*, Banque mondiale.

Wood A. (2003), "Could Africa be Like America?," in Pleskovic B. et N. Stern (eds.), *Annual World Bank Conference on Development Economics*, Oxford University Press.

Wood A et J. Mayer (2001), "Africa's Export Structure in a Comparative Perspective", *Cambridge Journal of Economics*, Oxford University Press, n° 25(3), pp. 369-394.

Wood A. et K. Jordan (2000), "Why does Zimbabwe Export Manufactures and Uganda Not?," *Journal of Development Studies*, Vol. 37.

Young A. (2012), "The African Growth Miracle", *Journal of Political Economy*, n° 120, pp. 696-739.

Young A. (1995), "The Tyranny of Numbers: Confronting the Statistical Realities of the East Asian Growth Experience", *Quarterly Journal of Economics*, n° 110(3), pp. 641-680.

Zelleke G, A. Sraihien et K. Gupta (2013), "Human Capital, Productivity and Economic Growth in 31 Sub-Saharan African Countries for the Period 1975-2008", *International Journal of Economics and Finance*, n° 5(10).

MACRODEV (Macroéconomie & Développement)

Cette collection, créée par l'AFD, a pour vocation de présenter les travaux menés par la division Analyse macroéconomique et risque pays et les économistes de l'AFD dans le champ de la macroéconomie du développement. Elle propose des analyses centrées sur un pays, sur une région ou sur des enjeux de nature macroéconomique liés aux processus de développement.

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de son auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Directrice de la publication :

Anne PAUGAM

Directeur de la rédaction :

Gaël GIRAUD

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes – 75598 Paris cedex 12
Tél. : 33 (1) 53 44 31 31 – www.afd.fr

Dépôt légal : 2^e trimestre 2015
ISSN : 2116-4363